

LUDWIG VON MISES
L'INTERVENTIONNISME

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

À paraître en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppet.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

L'INTERVENTIONNISME

(1940)

Traduit par Hervé de Quengo

*Préface par
Leonardo de Vio*

Institut Coppet
2025

PRÉFACE

On entend souvent dire qu'il existerait une « troisième voie » entre le capitalisme et le socialisme : un système dans lequel la propriété privée serait maintenue, mais où l'État interviendrait ponctuellement pour corriger les « excès » du marché. Cette idée, à première vue raisonnable, séduit les esprits pratiques. Pourquoi en effet choisir entre deux extrêmes, alors qu'un compromis semble possible ? Aussi, dans nos économies modernes, l'interventionnisme est-il le système économique généralement adopté. Or, c'est précisément cette illusion que Ludwig von Mises entreprend de dissiper dans *L'Interventionnisme* (1940). À ses yeux, l'interventionnisme n'est pas un ordre stable : c'est une pente glissante qui mène, pas à pas, vers le socialisme intégral.

Imaginons que l'on veuille profiter des bienfaits du marché tout en permettant à l'État de corriger, ici et là, ses « imperfections ». L'intention paraît louable. Mais Mises répond : un tel équilibre est impossible. Dès qu'une autorité modifie par décret les signaux du marché, elle perturbe la coordination économique et engendre des déséquilibres qu'elle devra ensuite tenter de corriger par de nouvelles interventions. Chaque réglementation appelle la suivante — jusqu'à ce que l'économie tout entière réponde, non plus aux choix des consommateurs, mais aux ordres de l'administration.

Prenons un exemple simple : le contrôle du prix du lait. Supposons que le gouvernement juge le prix trop élevé et impose un plafond. Les producteurs dont les coûts sont les plus élevés cessent de produire, l'offre diminue, et la pénurie s'installe. Pour y remédier, l'État doit contrôler non seulement le prix du lait, mais aussi celui des aliments pour le bétail, les salaires, le coût des machines... À chaque étape, un nouveau signal faussé exige une nouvelle intervention. Si cette logique se poursuit, on aboutit à une économie où les prix, les salaires et la production sont entièrement administrés. Ce n'est plus un marché, mais une planification bureaucratique — autrement dit, du socialisme.

Mises insiste sur un point central : le marché n'est pas un mécanisme aveugle, mais — pour employer une expression de Friedrich Hayek — un processus de découverte. Les prix transmettent les informations nécessaires pour coordonner les plans des producteurs et des consommateurs. En faussant ces signaux, l'État prive les entrepreneurs de leur boussole. Comme des navigateurs privés d'étoiles, ils ne savent plus où investir, ni quoi produire. L'ordre du marché se transforme en désordre organisé. L'histoire économique regorge d'exemples confirmant cette logique. Aux États-Unis, dans les années 1970, les contrôles de prix décidés par l'administration Nixon pour lutter contre l'inflation entraînèrent pénuries, rationnements et files d'attente : les prix ne jouaient plus leur rôle de guide. De même, les subventions industrielles contempo-

raines — tels que la Politique Agricole Commune européenne (PAC) ou, en France, les Aides Personnalisés au Logement (APL) — produisent des distorsions similaires : elles faussent les signaux du marché, désorientent les entrepreneurs et, à terme, appauvissent l'ensemble de la société. À Buenos Aires, la suppression récente du contrôle des loyers a illustré le phénomène inverse : libérés, les prix ont permis la reconstitution de l'offre et la stabilisation du marché immobilier.

En dernière analyse, Mises nous avertit que le choix n'est pas entre « un peu » et « beaucoup » d'intervention, mais, comme il l'a souligné dans son ouvrage *La Bureaucratie*, entre le marché et la bureaucratie. Soit les prix, guidés par les consommateurs, orientent l'allocation des ressources ; soit les ordres administratifs s'y substituent. Il n'existe pas de « juste milieu » durable entre les deux. « Les gouvernements, écrit-il dans son ouvrage *Le gouvernement omnipotent*, n'ont pas le pouvoir d'accroître l'offre d'une marchandise sans restreindre celle d'une autre que les consommateurs désirent davantage. L'autorité administrative ne peut réduire le prix d'un bien qu'en augmentant les prix des autres. »

Ainsi, *L'Interventionnisme* n'est pas seulement un livre d'économie : en dévoilant les conséquences imprévues des bonnes intentions, il marche dans la voie de ce que son ami Henry Hazlitt appelait « l'économie en une leçon ». « L'art de la politique économique, écrivait ce dernier, consiste à ne pas considérer uniquement l'aspect immédiat d'un pro-

blème ou d'un acte, mais à envisager ses effets plus lointains ; il consiste essentiellement à considérer les conséquences que cette politique peut avoir, non seulement sur un groupe d'hommes ou d'intérêts donnés, mais sur tous les groupes existants. » (Hazlitt, *L'économie en une leçon*, Institut Coppet, 2018, p. 23). Mises, comme Bastiat et Hazlitt, nous apporte cette clairvoyance là.

L'INTERVENTIONNISME

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Le but de cet essai est d'analyser d'un point de vue économique les problèmes de l'interférence de l'État avec le monde des affaires. Les conséquences politiques et sociales de cette politique d'interventionnisme¹ ne peuvent être comprises et jugées que sur la base d'une étude de ses effets et de ses implications économiques.

Depuis que les gouvernements européens des dernières décennies du XIX^e siècle ont commencé à poursuivre cette politique, fréquemment qualifiée de « progressiste » mais constituant en réalité un retour à la politique mercantiliste du XVII^e et du début du XVIII^e siècle, les économistes ont constamment souligné l'incohérence et la futilité de telles mesures et ont prédit ses conséquences politiques et sociales. Les gouvernements, les partis politiques et l'opinion publique ont persisté à ignorer leurs avertissements. Ils se sont moqués du caractère prétendument doctrinaire de l'économie

¹ Au long de cet essai, le terme d'interventionnisme est utilisé dans le sens que lui ont donné plusieurs générations d'économistes. Il concerne la politique intérieure d'interférence du gouvernement avec le monde des affaires. Il ne faut pas le confondre avec le sens que « l'interventionnisme » peut avoir en politique internationale, lorsqu'on l'oppose à « l'isolationnisme », notamment à propos de la controverse américaine actuelle au sujet de la guerre.

« orthodoxe » et ont célébré leurs « victoires » sur la théorie économique. Ce furent toutefois des victoires à la Pyrrhus.

La suite inévitable des événements qui succéderent à l'application des mesures interventionnistes démontra parfaitement la justesse des prédictions des économistes. Ni les effets politiques annoncés, ni l'agitation sociale, ni la dictature et la guerre ne manquèrent à l'appel.

Le présent essai n'a pas pour objectif de discuter de manière particulière du New Deal américain. Il traite de l'interventionnisme en général et ses conclusions valent pour tous les exemples d'interventionnisme, quel que soit le pays concerné. Il y eut une forte dose d'interventionnisme en Amérique bien avant 1933. Le New Deal n'est que la variante actuelle, spécifiquement américaine, d'une politique qui commença partout — y compris en Amérique — il y a plusieurs décennies. Aux yeux de l'économiste, il n'y a rien de neuf dans le New Deal. Ce dernier ne diffère de la politique de l'Empereur Guillaume II et de celle de la République de Weimar que dans la mesure où elle s'adapte aux conditions particulières de l'Amérique actuelle. Elle met les Américains devant le même dilemme que les Allemands il y a dix ans.

Cet essai est de nature économique et ne s'occupe donc pas des aspects légaux et constitutionnels du problème. Les lois et les constitutions n'ont qu'une importance secondaire. Elles sont faites pour être au service du peuple, pas pour le mener. On doit les formuler et les interpréter de façon à

permettre un développement économique apportant le bien-être à tous les groupes de la nation. Si elles n'arrivent pas à atteindre cet objectif, les lois et leur interprétation doivent être modifiées.

La littérature sur le sujet est certes abondante : de nouvelles contributions sont publiées tous les jours. Mais presque toutes ces études se consacrent exclusivement à certains types de mesure et à leurs effets à court terme. Cette méthode d'analyse est malheureusement insuffisante. Elle se contente de montrer les conséquences immédiates d'interventions ponctuelles sans prendre en compte leurs effets indirects et à long terme. Elle ne considère que les bénéfices supposés et écarte les coûts et les inconvénients.

Bien évidemment, on ne pourra jamais obtenir de cette manière une évaluation complète des conséquences économiques et sociales de l'interventionnisme. Que certains individus ou certains petits groupes puissent être temporairement privilégiés et retirer des bénéfices à la suite de certaines mesures interventionnistes, personne ne le niera. La question qui se pose, toutefois, est de connaître les effets ultérieurs qui en résulteront, notamment si l'on essaie d'attribuer de la même manière des priviléges à des pans entiers de la population, voire à la nation toute entière. Il est donc essentiel d'étudier la politique interventionnisme dans sa totalité, dans ses effets à court comme à long terme.

Ce serait interpréter totalement de travers ce que je viens de dire que de le considérer comme une critique des hommes d'État et des politiciens au

pouvoir. Ma critique est dirigée contre une doctrine et non contre des individus. Quelle que soit la constitution du pays, les gouvernements doivent toujours poursuivre la politique que l'opinion publique tient pour juste et bonne. S'ils essayaient de s'opposer aux doctrines dominantes, ils perdraient rapidement leur poste et seraient remplacés par des hommes cherchant à accéder aux demandes de l'homme de la rue. Les dictateurs eux aussi ne peuvent pas arriver au pouvoir et s'y maintenir sans le soutien de masses. Le totalitarisme de notre époque est le produit de l'acceptation générale d'une idéologie totalitaire : il ne pourra être renversé que par une philosophie différente.

Si nous voulons comprendre les problèmes économiques, nous devons nous garder de tout préjugé et de toute opinion préconçue. Si nous sommes convaincus par avance que les mesures préconisées pour venir en aide à certains groupes ou à certaines classes, par exemple aux agriculteurs ou aux éleveurs, constituent pour eux une aide véritable et non une nuisance, et si nous avons décidé de ne pas abandonner nos préjugés, nous n'apprendrons jamais rien. C'est le rôle même de l'analyse économique que d'établir si les politiques recommandées par les divers partis et groupes de pression conduisent effectivement aux résultats souhaités.

Le problème n'est pas de savoir si le système capitaliste (c'est-à-dire l'économie de marché) est bon ou mauvais. La véritable question est de savoir s'il est dans l'intérêt des masses de remplacer l'économie de marché par un autre système. Quand

quelqu'un souligne certaines conditions défavorables que l'économie de marché n'a pas réussi à éliminer, il n'a en aucun cas prouvé que le socialisme ou l'interventionnisme pouvaient être praticables et souhaitables.

Il s'agit là certainement de l'argumentation la moins condamnable. En règle générale, on rend le capitalisme responsable des effets indésirables d'une politique destinée à l'éliminer. Celui qui boit son café matinal ne dit pas « C'est le capitalisme qui a apporté ce breuvage sur ma table. » Et lorsqu'il lit dans les journaux que le gouvernement du Brésil a ordonné la destruction d'une partie de la récolte de café, il ne dit pas « Voilà à quoi conduit le gouvernement ! » mais s'exclame « Voilà à quoi conduit le capitalisme ! »

L'analyse des problèmes traités dans cet ouvrage doit se conformer de manière stricte aux règles de la logique et éviter tout ce qui pourrait perturber le jugement objectif par un appel aux émotions. J'ai par conséquent choisi de ne pas rendre cet essai plus divertissant en y incluant des anecdotes amusantes sur les mesures paradoxales et ridicules de la politique économique contemporaine. Je suis certain que ceci sera apprécié du lecteur sérieux.

Certaines personnes pourront objecter qu'il est insuffisant de discuter ces questions du seul point de vue économique. Elles vont plus loin, disent-ils, que les simples aspects économiques : elles concernent la politique, la philosophie de la vie et les valeurs morales. Je suis totalement en désaccord. Tous les arguments politiques de notre époque

tournent autour du capitalisme, du socialisme et de l'interventionnisme. La vie est à coup sûr plus riche. Mais nos contemporains — pas seulement les économistes — ont placé la question de l'organisation économique au centre de leur réflexion politique. Les partis politiques, sans exception, s'occupent exclusivement des aspects économiques : ils recommandent leurs programmes en affirmant que leur mise en pratique enrichira leurs partisans. Tous les groupes de pression se battent pour l'amélioration de la situation économique. Tous les partis sont aujourd'hui des partis économiques. Hitler et Mussolini proclament : « Nous, gens qui n'avons rien, voulons une part de la richesse des ploutocrates. » Posséder est le cri de guerre du jour. Nous pouvons approuver ou condamner ce fait, mais nous ne pouvons nier sa réalité.

Ce n'est donc pas l'arrogance ou l'étroitesse d'esprit qui conduisent l'économiste à ne parler de ces choses que du point de vue de l'économie. Les personnes incapables de se faire une opinion indépendante sur le problème certes délicat et très technique du calcul dans une économie socialiste ne devraient pas prendre position sur l'opposition entre socialisme et capitalisme. Ceux qui n'ont pas étudié les conséquences économiques de l'interventionnisme ne devraient pas parler de ce dernier. On devrait mettre fin à la tendance habituelle consistant à discuter de ces questions sur la base des préjugés, des sophismes et des erreurs en vogue. Il est peut-être plus distrayant d'éviter les problèmes authentiques et de ne se servir que de slogans

populaires et remplis d'émotions. Mais la politique est une affaire sérieuse : ceux qui ne souhaitent pas réfléchir jusqu'au bout sur ses implications devraient s'en tenir à l'écart.

Le temps est venu pour nos contemporains de reconsiderer leurs idées politiques. Toute personne qui réfléchit doit admettre ouvertement que les deux doctrines qui ont dominé la scène politique au cours des vingt dernières années ont totalement échoué. L'anti-fascisme et l'anti-communisme ont perdu leur signification depuis qu'Hitler et Staline ont cessé de cacher au monde leur alliance¹.

J'espère que ce livre rendra service à ceux qui souhaitent clarifier leurs idées et mieux comprendre les problèmes mondiaux du jour.

Je ne voudrais pas clore cette préface sans exprimer ma sincère gratitude envers mes deux collègues, les docteurs Heinrich Bund et Thomas McManus, qui ont aidé à préparer le manuscrit et à le traduire [en anglais].

¹ J'avais prédit la coopération entre les nazis et les bolcheviks dès 1925, dans mon article « Anti-Marxismus » (*Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 21, p. 279), reproduit dans mon ouvrage de 1929, *Kritik des Interventionismus*, p. 106.

INTRODUCTION

1. *Énoncé du problème*

Nous appellerons d'une part *capitalisme*, ou économie de marché, la forme de coopération sociale reposant sur la propriété privée des moyens de production.

Nous appellerons d'autre part *socialisme*, ou économie planifiée, la forme de coopération sociale reposant sur la propriété publique des moyens de production. Les termes « capitalisme d'État » ou « économie autoritaire » ont fondamentalement la même signification.

On affirme souvent qu'un troisième type de coopération sociale est possible comme forme permanente d'organisation économique, à savoir le système de propriété privé des moyens de production au sein duquel le gouvernement intervient, par décrets et interdictions, dans l'exercice de la propriété. On appelle *interventionnisme* ce troisième système. De nos jours, les gouvernements ne professant pas ouvertement le socialisme tendent tous à être interventionnistes et tous les partis politiques préconisent l'interventionnisme à un degré ou à un autre¹. On affirme que ce système est se tient à égale distance du capitalisme et du socialisme, qu'il

¹ Les marxistes orthodoxes, cependant, préconisent l'interventionnisme en reconnaissant parfaitement qu'il paralyse et détruit l'économie de marché capitaliste et qu'il conduit ainsi au socialisme. Tel fut l'argument mis en avant il y a déjà un siècle par Friedrich Engels.

s'agit d'une troisième voie à mi-chemin entre ces deux systèmes et qu'il retient les avantages de chacun tout en évitant ses inconvénients.

L'étude du problème cherchera à savoir si nous avons le droit de considérer l'interventionnisme comme un système possible et viable de coopération sociale. Nous essaierons de répondre à la question suivante : l'interventionnisme est-il capable d'accomplir ce que ses défenseurs en attendent ou ne produit-il pas des conséquence diamétralement opposées à celles recherchées lorsqu'on le met en pratique ?

Une telle analyse n'a pas qu'un intérêt universitaire. À l'exception de deux pays socialistes (la Russie soviétique et l'Allemagne nazie), l'interventionnisme est aujourd'hui le système économique dominant de la planète. Par conséquent, comprendre l'interventionnisme et ses inévitables conséquences constitue un préalable essentiel à l'entendement des problèmes économiques de l'heure.

Dans cette analyse, nous essaierons de nous abstenir de tout jugement de valeur. Nous ne nous demanderons donc pas si l'interventionnisme est bon ou mauvais, moral ou immoral, à recommander ou à condamner. Nous nous poserons simplement la question, envisagée du point de vue de ceux qui veulent l'appliquer, de savoir s'il sert ou entrave leurs intentions. En d'autres termes, atteint-il les buts recherchés lorsqu'on le met en œuvre ?

Pour répondre à ces questions, nous devons d'abord clarifier le sens des mots *capitalisme*, *socialisme* et *interventionnisme*.

2. *L'économie capitaliste*

Dans l'économie capitaliste, les moyens de production sont la propriété des individus ou d'associations d'individus, comme par exemple les entreprises. Soit les propriétaires utilisent ces moyens pour produire directement, soit ils les prêtent, contre rémunération, à d'autres personnes voulant les utiliser pour produire. On appelle *entrepreneurs* les individus ou les associations qui produisent avec leur propre argent ou avec de l'argent emprunté.

À première vue, il semble que ce soient les entrepreneurs qui décident ce qu'il faut produire et comment le produire. Toutefois, comme ils ne produisent pas pour leurs propres besoins mais pour répondre à ceux de toute la société, il leur faut vendre sur le marché leurs produits aux consommateurs, c'est-à-dire aux individus voulant les utiliser et les consommer. Seul l'entrepreneur qui sait comment produire avec la plus grande efficacité et au moindre coût, c'est-à-dire avec un minimum de dépenses en matériel et en travail, les articles les plus recherchés par les consommateurs, seul cet entrepreneur rencontre le succès et réalise des profits. Par conséquent, ce sont les consommateurs et non les entrepreneurs qui déterminent l'orientation et l'ampleur de la production. Dans une économie de marché ce sont les consommateurs qui sont souverains : ils sont les maîtres et les entrepreneurs doivent s'efforcer, dans leur propre intérêt, de se mettre à leur service pour satisfaire au mieux leurs désirs.

On a pu dire que l'économie de marché constitue une démocratie de consommateurs parce qu'elle organise chaque jour un vote entre les préférences des consommateurs. Le bulletin de vote lors d'une élection et la dépense de son argent sur le marché constituent deux méthodes d'expression de l'opinion publique. Les consommateurs décident, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, du succès ou de l'échec des entrepreneurs. Ils enrichissent des entrepreneurs pauvres et appauvissent des entrepreneurs riches. Ils retirent les moyens de production aux entrepreneurs qui ne savent pas les utiliser pour servir au mieux le consommateur et les transfèrent à ceux qui savent en faire un meilleur usage. Il est vrai que seuls les entrepreneurs produisant des biens de consommation dépendent directement des consommateurs : eux seuls sont sous les ordres directs des consommateurs. Mais ils transmettent ces ordres, et la dépendance associée vis-à-vis des consommateurs, aux autres entrepreneurs qui produisent des biens de production. Les producteurs de biens de consommation doivent acheter où ils le peuvent, et à meilleur coût, les biens de production nécessaires à la satisfaction finale des désirs du consommateur. S'ils n'arrivent pas à utiliser les produits les moins chers, s'ils n'arrivent pas à utiliser au mieux les biens de production, ils seront incapables de répondre aux souhaits des consommateurs aux prix les plus bas : des entrepreneurs plus efficaces, sachant mieux comment acheter et comment produire les élimineront du marché. Le consommateur, en tant qu'acheteur, peut suivre ses

propres goûts et ses propres lubies. L'entrepreneur qui doit réaliser des achats pour le compte de son entreprise doit le faire pour satisfaire de la manière la plus efficace les revendications des consommateurs. Ne pas suivre la voie indiquée par les consommateurs aura un impact sur le rendement de ses activités, lui faisant ainsi subir des pertes et mettant en danger sa situation d'entrepreneur.

Telle est la rude situation, si souvent décriée, à laquelle se trouve confronté l'entrepreneur qui se représente toute chose selon sa valeur monétaire. Il est forcé de le faire à cause des consommateurs, qui n'ont aucune envie de lui rembourser ses dépenses superflues. Ce qu'on appelle « économie » dans le langage courant n'est que la loi dictée par les consommateurs en ce qui concerne les actions des entrepreneurs et de leurs collaborateurs. Ce sont les consommateurs, par leur comportement sur le marché, qui déterminent indirectement les prix et les salaires et, par conséquent, la répartition des richesses entre les membres de la société. Leurs choix sur le marché déterminent qui doit être entrepreneur et qui doit être propriétaire des moyens de production. Chaque sou dépensé par le consommateur influence l'orientation, l'ampleur et la nature de la production et de la commercialisation.

Les entrepreneurs ne constituent pas une classe ou un ordre fermé. Tout individu peut devenir entrepreneur s'il a la capacité de mieux prévoir l'évolution future du marché que ces concitoyens, s'il peut inspirer confiance aux capitalistes et si ses tentatives d'agir à ses risques et périls et sous son

unique responsabilité sont couronnées de succès. On devient littéralement entrepreneur en se mettant en avant et en s'exposant au test impartial que le marché fait subir à tous ceux qui veulent devenir ou demeurer entrepreneur. Chaque homme a le privilège de décider s'il veut se soumettre ou non à cet examen rigoureux. Il n'a pas à attendre qu'on le lui demande — il doit le faire de sa propre initiative et doit se soucier des moyens d'assurer son activité entrepreneuriale.

Pendant des décennies, on a prétendu que les pauvres ne pouvaient plus accéder à la fonction d'entrepreneur dans les stades du « capitalisme avancé ». On n'a jamais donné la preuve de cette affirmation. Depuis le premier énoncé de cette thèse, la composition de la classe entrepreneuriale a fondamentalement changé : une part considérable des anciens entrepreneurs et de leurs héritiers a disparu et les entrepreneurs d'aujourd'hui sont à nouveau ce que l'on appelle communément des « self-made men ». Cette recomposition incessante de l'élite entrepreneuriale est aussi vieille que l'économie capitaliste elle-même et en constitue une partie intégrante.

Ce qui est vrai pour les entrepreneurs l'est aussi pour les capitalistes. Seul le capitaliste qui sait comment utiliser correctement (du point de vue du consommateur) son capital, c'est-à-dire comment l'investir de sorte que les moyens de production soient employés de la manière la plus efficace pour servir le consommateur, est capable de conserver et d'augmenter sa propriété. S'il ne veut pas subir de

pertes, le capitaliste doit mettre ses moyens à la disposition d'entreprises qui réussissent. Dans une économie de marché, le capitaliste, tout comme les entrepreneurs et les salariés, est au service des consommateurs. Il semble superflu de souligner précisément à ce sujet que les consommateurs ne sont pas uniquement des consommateurs mais que l'ensemble des consommateurs est identique à l'ensemble regroupant les salariés, les entrepreneurs et les capitalistes.

Dans un monde soumis à des conditions économiques constantes, le montant que les entrepreneurs dépenserait pour les moyens de production — salaires, intérêt et rente — serait exactement égal à ce que rapporterait la vente de leurs produits. Les coûts de production seraient égaux aux prix des articles et les entrepreneurs ne connaîtraient ni perte ni profit. Mais le monde réel est en perpétuel changement et l'activité industrielle est donc par nature incertaine et spéculative. Les biens sont produits pour répondre à une demande future, sur laquelle nous avons qu'une faible connaissance véritable à l'heure actuelle. C'est en raison de cette incertitude qu'il existe des pertes et des profits : les pertes et les profits de l'entrepreneur dépendent de sa capacité à prévoir correctement l'état futur de la demande. Ne réalise un profit que l'entrepreneur qui anticipe mieux que ses concurrents les désirs futurs des consommateurs.

Il ne sert à rien à l'entrepreneur, en tant que serviteur des consommateurs, de savoir si les choix de ces derniers sont sages ou non, moraux ou immo-

raux. Il produit ce que veulent les consommateurs : en ce sens, il est amoral. Il fabrique du whisky et des armes comme il peut produire de la nourriture et des vêtements. Ce n'est pas à lui de faire entendre raison aux consommateurs souverains. Si un entrepreneur, pour des raisons éthiques propres, refuse de fabriquer du whisky, d'autres entrepreneurs le feront si les gens en veulent et sont prêts à l'acheter. Ce n'est pas parce qu'il existe des distilleries que les gens boivent : c'est parce que les gens boivent qu'il existe des distilleries. On peut le déplorer. Mais ce n'est pas le rôle des entrepreneurs d'améliorer l'humanité sur le plan moral. Il ne faut pas les blâmer si ceux dont c'est le devoir ont failli à leur tâche.

Dans une économie capitaliste, le marché est ainsi le processus régulant la production et la consommation. C'est le centre nerveux du système capitaliste. Par son intermédiaire, les ordres des consommateurs sont transmis aux producteurs et le fonctionnement harmonieux du système économique est dès lors assuré. Les prix du marché s'établissent tout seuls au niveau équilibrant l'offre et la demande. Quand, toutes choses égales par ailleurs, on apporte plus de biens sur le marché, les prix chutent ; quand, toutes choses égales par ailleurs, la demande s'accroît, les prix montent.

Il convient de noter un point. Si, dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production, certains de ces moyens sont possédés et utilisés de manière publique, il n'en résulte pas un système mixte combinant socialisme et propriété

privée. Si seules certaines entreprises sont propriété publique, le reste demeurant propriété privée, les caractéristiques de l'économie de marché déterminant l'activité économique restent fondamentalement intactes. Les entreprises publiques, elles aussi, en tant qu'acheteurs de matières premières, de biens semi-finis et de travail, ainsi qu'en tant que vendeurs de biens et de services, doivent s'intégrer au mécanisme de l'économie de marché : elles sont soumises à la même loi du marché. Afin de conserver leur situation, elles aussi doivent chercher les profits ou au moins éviter les pertes. Si l'on essaie d'atténuer ou d'éliminer cette dépendance en couvrant les pertes de telles entreprises par des subventions issues de fonds publics, la seule conséquence est de déplacer ailleurs cette dépendance. Il en est ainsi parce que les moyens permettant la subvention doivent être trouvés quelque part. On peut le faire en collectant des impôts : les effets du fardeau des taxes se ressentent sur le marché, pas sur le gouvernement qui les collecte. C'est le marché et non les services fiscaux qui décide qui va finalement payer l'impôt et quel sera son effet sur la production et la consommation. C'est par ces faits que s'expriment la domination du marché et le caractère inévitable de ses lois.¹

¹ Pour une discussion plus poussée sur ce sujet, je renvoie à ce que j'en ai dit dans mon ouvrage *Nationalökonomie, Theorie des Handelns und Wirtschaftens* (Genève, 1940), pp. 224-228 [Ouvrage qui deviendra, susbstantiellement remanié et traduit en anglais, « *L'Action humaine* », NdT].

3. L'économie socialiste

Dans un ordre socialiste, tous les moyens de production sont propriété de la nation. Le gouvernement décide ce qui doit être produit et comment le produire. Il alloue à chacun une part des biens de consommation.

Ce système peut être mis en œuvre de deux manières différentes.

La première manière — que nous pouvons appeler la voie marxiste ou russe — est purement bureaucratique. Toutes les entreprises sont des administrations dépendant du gouvernement, à l'image de l'armée ou de la marine, ou encore des postes. Chaque usine, chaque magasin et chaque exploitation agricole a le même type de relations avec l'organisation centrale qu'un bureau de poste vis-à-vis du système postal. La nation dans son ensemble ne constitue qu'une armée du travail unique, avec service obligatoire. Le commandant de cette armée est le chef de l'État.

La seconde manière — que nous pouvons appeler la voie allemande — diffère de la première en ce qu'elle maintient apparemment et pour la forme la propriété privée des moyens de production, les entrepreneurs et les échanges du marché. Les entrepreneurs achètent et vendent, paient les employés, contractent des dettes, remboursent des intérêts et des amortissements. Mais ce ne sont des entrepreneurs que de nom. Le gouvernement dicte à ces prétendus entrepreneurs ce qu'ils doivent produire et comment le faire, à quel prix et à qui acheter, à

quel prix et à qui vendre. Le gouvernement décide à qui et selon quels termes les capitalistes doivent prêter leurs fonds, où et pour quel salaire les employés doivent travailler. Les échanges du marché ne sont qu'une comédie. Comme tous les prix, tous les salaires et tous les taux d'intérêts sont fixés par les autorités, ils ne sont des prix, des salaires et des taux d'intérêts qu'en apparence. En réalité, ils ne constituent qu'une échelle de rémunérations arbitrairement fixée par le gouvernement. Ce sont les autorités et non les consommateurs qui orientent la production. En fait, il s'agit de socialisme prenant l'apparence du capitalisme. Les étiquettes de l'économie de marché capitaliste sont conservées, mais elles signifient tout autre chose que dans une véritable économie de marché.

Nous devons signaler cette éventualité afin d'éviter une confusion entre socialisme et interventionnisme. Un système d'économie de marché entravée, d'interventionnisme, se différencie du socialisme par le fait même qu'il continue à être une économie de marché. Les autorités cherchent à influencer le marché en y intervenant au moyen de leur force de coercition, mais elles ne cherchent pas à éliminer totalement le marché. Elles désirent que la production et la consommation se développent dans des directions différentes de ce qu'elles suivraient sur un marché libre. Les autorités veulent atteindre leur objectif en injectant dans les rouages du marché des ordres, des obligations et des interdictions que l'appareil de contrainte et de pouvoir est prêt à faire appliquer.

L'objectif de cet essai n'est pas de se poser la question de la possibilité d'une économie socialiste. Notre sujet est l'interventionnisme, pas le socialisme. C'est juste au passage que nous signalons que le socialisme est impraticable en tant que système économique universel, parce que la société socialiste ne serait pas capable d'effectuer un calcul économique rationnel. Le calcul économique utilisé dans une économie capitaliste se fonde sur des prix de marché, qui se forment sur le marché pour tous les biens et services, y compris donc pour les biens de production et pour le travail. Seuls des prix monétaires permettent de réduire à un dénominateur commun des coûts associés à des dépenses portant sur des biens différents ou sur des qualités de travail différentes, et permettent donc de pouvoir les comparer avec des prix obtenus ou pouvant être obtenus sur le marché. Il est dès lors possible d'établir, sous une forme chiffrée, l'effet probable d'une action planifiée et de connaître l'effet réel des actions entreprises par le passé. Une économie socialiste, qui ne dispose pas de prix pour les biens de production — puisqu'il n'y a pas de marché pour ces biens possédés exclusivement par l'État —, ne peut offrir la possibilité d'un tel calcul.

Supposons, par exemple, que le gouvernement d'un pays socialiste veuille construire une maison. Celle-ci peut être fabriquée en briques ou en bois, en pierres ou en acier. Chaque méthode offre, du point de vue du gouvernement, des avantages différents et requiert des dépenses différentes en travail

et en matériaux ainsi qu'une durée de construction différente. Quelle méthode le gouvernement choisira-t-il ? Il ne peut réduire les différentes dépenses de travail et de matériaux de différentes sortes à un dénominateur commun, et ne peut donc pas les comparer. Il ne peut pas non plus faire entrer la durée de construction ou la durée d'utilisation dans ses considérations. Il lui est donc impossible de comparer les dépenses et les bénéfices, les coûts et les revenus. Il ne sait pas si ses décisions concernant l'utilisation des facteurs de production sont ou non rationnelles du point de vue de sa propre appréciation de l'importance des biens de consommation.

Aux alentours du milieu du XIX^e siècle, par exemple, on aurait pu recommander au gouvernement de restreindre de manière notable l'élevage des moutons en Europe et de le continuer en Australie. Ou l'on aurait pu suggérer de remplacer la puissance des chevaux par celle de la vapeur. De quels moyens le gouvernement disposait-il pour décider si ces innovations, ou d'autres, étaient avantageuses du point de vue économique ?

Certes, répondent les socialistes, mais le calcul capitaliste n'est pas infaillible non plus : les capitalistes peuvent se tromper. C'est sûr, et cela s'est produit par le passé et se reproduira à nouveau, parce que toute activité économique est tournée vers l'avenir et que ce dernier est inconnu. Tous les plans tombent à l'eau quand les anticipations concernant les développements futurs ne se vérifient pas. Mais cette objection passe à côté du problème.

Nous calculons aujourd’hui en fonction de nos connaissances *actuelles* et à partir de nos anticipations *actuelles* de l’avenir. Le problème ne vient pas de ce que le gouvernement puisse se tromper parce qu’il pourrait juger de travers l’évolution future, mais bien de son incapacité à calculer même à partir d’évaluations et d’anticipations actuelles. Si, par exemple, un gouvernement décide de construire des sanatoriums, il se peut qu’il découvre ultérieurement qu’un nouveau moyen de lutte contre la tuberculose a été découvert, à la fois plus simple et plus efficace, et qu’il a investi travail et capital de façon non avisée. Mais le cœur du problème est le suivant : comment le gouvernement peut-il connaître *aujourd’hui* la façon de construire ces sanatoriums de la manière la plus économique ?

Certaines lignes de chemin de fer n’auraient pas été construites autour de 1900 si l’on avait pu prévoir à l’époque le développement de l’automobile et de l’aviation. Mais l’entrepreneur qui construisait alors des lignes de chemins de fer savait quelle méthode de construction choisir parmi celles dont il disposait, et ce du point de vue de ses appréciations et de ses anticipations de l’époque, et sur la base des prix du marché reflétant les évaluations entrepreneuriales de la demande à venir. Voilà ce que le gouvernement d’une communauté socialiste ne pourrait pas savoir. Il serait comme le capitaine d’un bateau essayant de naviguer en haute mer sans les ressources de la science ou de l’art de la navigation.

Nous avons supposé que le gouvernement avait décidé d'entreprendre un projet donné. Mais même pour prendre cette décision il faut avoir recours au calcul économique. La décision de construire une centrale électrique ne peut être faite qu'en ayant établi que ce projet ne détournera pas des moyens de production d'usages plus urgents. Comment en décider sans calcul ?

4. L'État capitaliste et l'État socialiste

Dans une économie de marché, l'État ne s'occupe que de protéger la vie, la santé et la propriété privée de ses citoyens contre la force ou la fraude. L'État assure le fonctionnement harmonieux de l'économie de marché grâce au poids de son pouvoir de coercition. Il s'abstient toutefois totalement d'interférer avec la liberté d'action de ceux qui s'occupent de produire et de distribuer des biens, tant que ces actions n'impliquent pas l'usage de la force ou de la fraude vis-à-vis de la vie, de la santé ou de la propriété d'autrui. C'est ce point qui caractérise une économie de marché, une économie capitaliste.

Si les libéraux¹, les libéraux classiques, s'opposent à l'intervention du gouvernement dans la

¹ Le terme « libéral » est utilisé ici dans le sens qui lui fut généralement associé au XIX^e siècle. Dans les pays anglo-saxons, le mot « libéral » en est venu à signifier le contraire de ce qu'il voulait dire autrefois : aujourd'hui, il veut dire radical-interventionniste, voire même socialiste. Ceux que l'on appelait autrefois libéraux, les socialistes et interventionnistes

sphère économique, c'est parce qu'ils sont certains que l'économie de marché est le seul système efficace de coopération sociale. Ils sont convaincus qu'aucun autre système ne serait en mesure d'apporter plus de bien-être et de bonheur au peuple. Les Anglais, les Français et les Pères de la Constitution américaine ont insisté sur la protection de la propriété privée, non pour promouvoir leurs intérêts égoïstes de classe mais plutôt pour protéger tout le monde et parce qu'ils considéraient le bien-être de la nation et de chaque individu comme mieux assuré dans un système d'économie de marché.

Il est par conséquent naïf de dire que les véritables défenseurs libéraux de la propriété privée seraient des ennemis de l'État parce qu'ils veulent limiter le domaine de l'activité gouvernementale. Ils ne sont pas des ennemis de l'État mais des adversaires du socialisme et de l'interventionnisme parce qu'ils croient à l'efficacité supérieure de l'économie de marché. Ils veulent un État fort et bien géré parce qu'ils lui assignent une tâche importante : protéger l'économie de marché.

Encore plus naïf furent les métaphysiciens prussiens lorsqu'ils affirmèrent que le programme des partisans de l'économie de marché était négatif. Pour ces adeptes du totalitarisme prussien, était

américains les appellent de nos jours réactionnaires, conservateurs ou royalistes économiques. Avec ce changement de sens du terme « libéralisme », la victoire des idées interventionnistes et l'abandon de l'économie de marché est mis en évidence. L'ancien libéralisme a même perdu son nom.

négatif tout ce qui les empêchait de créer plus d'emplois publics. Le programme des défenseurs de l'économie de marché n'est négatif que dans un sens sous lequel tous les programmes sont négatifs : il écarte tous les autres programmes. C'est parce que les libéraux authentiques sont positivement en faveur de la propriété privée des moyens de production et de l'économie de marché qu'ils sont nécessairement contre le socialisme et l'interventionnisme.

Dans un régime socialiste, toutes les affaires économiques sont de la responsabilité de l'État. Le gouvernement donne des ordres à toutes les branches de la production, à l'image de ce qui se passe dans l'armée ou dans la marine. Il n'existe pas de sphère d'activité privée : tout est dirigé par le gouvernement. L'individu est comme dans un orphelinat ou un pensionnat. Il doit faire le travail qu'on lui assigne et ne peut consommer que ce que lui distribue le gouvernement. Il ne peut lire que les livres et les journaux imprimés par les services du gouvernement et ne peut voyager que si le gouvernement lui en donne les moyens. Il doit exercer le métier que le gouvernement a choisi pour lui et doit changer de métier ou de domicile si le gouvernement le lui ordonne. En ce sens, nous pouvons dire que les citoyens d'une communauté socialiste ne sont pas libres.¹

¹ « La liberté, disent les métaphysiciens prussiens, n'est qu'un concept négatif. » Et selon Lénine « la liberté est un préjugé bourgeois. »

5. L'État interventionniste

Dans un système d'économie de marché entravé, i.e. d'interventionnisme, gouvernement et entrepreneurs sont tous deux des facteurs bien séparés qui agissent dans la sphère économique. Le dualisme marché/autorité continue d'exister dans un système de marché entravé. Toutefois, contrairement à ce qui se passe dans le cas d'une économie de marché pure, l'autorité ne se contente pas d'empêcher les troubles de se produire. Elle interfère également elle-même avec le fonctionnement du marché par des interventions ponctuelles : elle ordonne et elle interdit.

L'intervention est un ordre isolé de l'autorité disposant de l'appareil de contrainte sociale : elle force l'entrepreneur et le propriétaire de moyens de production à utiliser ces moyens d'une façon différente de celle qu'ils auraient choisie sous l'unique pression du marché. L'ordre peut revêtir la forme d'une obligation ou d'une interdiction. Il n'est pas obligé que les ordres ou les obligations émanent du gouvernement. Ils se peut qu'elles émanent d'une source différente et que celle-ci fournisse également l'appareil de contrainte permettant de faire appliquer ses ordres. Si l'autorité ferme les yeux ou même encourage ce comportement, la situation est la même que si elle résultait d'un ordre direct du gouvernement. Si le gouvernement refuse de l'accepter et s'oppose à cette action avec son appareil de contrainte, mais sans succès, c'est la preuve

qu'une autre autorité a réussi à se constituer et à contester la suprématie gouvernementale.

Le gouvernement a sans aucun doute le pouvoir de décréter de telles obligations et de telles interdictions, et il a également le pouvoir de les faire respecter grâce à sa force de police. Mais la question qui nous intéresse dans cet essai est la suivante : Ces mesures permettent-elles au gouvernement d'atteindre les buts qu'il poursuit ? Ces interventions ne peuvent-elles pas conduire à des résultats qui, du point de vue du gouvernement lui-même, apparaîtraient encore moins souhaitables que la situation de l'économie de marché qu'il cherche à modifier ?

Par conséquent, nous ne chercherons pas à savoir si le gouvernement est entre les mains d'homme capables ou incompétents, nobles ou ignobles¹. Même le meilleur et le plus capable des hommes ne peut atteindre son objectif que s'il utilise les moyens appropriés.

Nous n'avons pas non plus à traiter des interventions de l'autorité qui concernent uniquement la consommation. L'autorité peut par exemple interdire de manière provisoire ou permanente au consommateur d'acheter certains aliments — disons

¹ Hegel appelle l'État « l'Absolu. » Ferdinand Lassalle dit que « l'État est Dieu. » Le Professeur Werner Sombart, dans son livre *Socialisme allemand*, bestseller du Troisième Reich et traduit en anglais comme en français, déclare que le « Führer » reçoit ses ordres de Dieu. Nous ne cherchons pas à contredire les paroles de si grands hommes : nous soulignons simplement qu'elles n'ont rien à voir avec le sujet de notre livre.

pour des raisons de santé ou de religion. Elle assume alors un rôle de gardien de l'individu. Elle considère ce dernier comme incapable de comprendre son véritable intérêt : un tuteur doit donc le protéger des dommages éventuels.

La question de savoir si l'autorité devrait poursuivre ou non une telle activité est une question politique, pas une question économique. Si l'on croit que l'autorité est octroyée par Dieu et doit jouer pour l'individu le rôle de la Providence, ou si l'on pense qu'elle doit représenter les intérêts de toute la société contre les intérêts incompatibles des individus égoïstes, on trouvera cette attitude justifiée. Si l'autorité est plus sage que ses sujets à l'intelligence limitée, si elle sait mieux que lui-même ce qui promeut le bonheur de l'individu, ou si elle se sent obligée de devoir sacrifier le bien-être d'un individu au bien-être de la totalité, alors elle ne devrait pas hésiter à fixer les buts des actions des individus.

Ce serait bien entendu une erreur que de croire que la surveillance de l'individu par l'autorité pourrait se cantonner aux domaines de la santé, qu'elle pourrait se satisfaire d'interdire ou de limiter l'usage de dangereux poisons comme l'opium, la morphine, peut-être aussi l'alcool et la nicotine, mais qu'elle ne toucherait pas sinon à la liberté de l'individu. Une fois reconnu le principe suivant lequel les choix de consommation individuels doivent être contrôlés et limités par l'autorité, la limite à ce contrôle ne dépendra que de l'autorité et de l'opinion publique qui la soutient. Il devient alors

logiquement impossible de s'opposer aux tendances souhaitant soumettre toute activité individuelle à la garde de l'État. Pourquoi ne protéger que le corps des maux causés par les poisons et les drogues ? Pourquoi ne pas aussi protéger nos esprits et nos âmes contre les doctrines nocives et les opinions menaçant notre salut éternel ? Retirer à l'individu la liberté du choix de consommer conduit logiquement à supprimer toute liberté.

Nous pouvons maintenant nous occuper de l'aspect économique du problème. Quand l'économie traite de la question de l'interventionnisme, elle n'a en tête que les mesures concernant les moyens, pas les buts de l'action. Elle n'a pas d'autre critère pour juger du bien-fondé de ces mesures que celui de savoir si elles sont ou non capables d'atteindre les objectifs recherchés par l'autorité. Que cette dernière soit en position de restreindre les choix de consommation de l'individu et donc de modifier les données du marché sort du cadre de l'analyse économique.

Nous ne nous occuperons donc pas des mesures autoritaires visant à modifier directement la consommation et qui y réussissent sans affecter d'autres domaines en même temps. Nous accepterons les actions des consommateurs telles qu'elles se produisent sur le marché et ne prendrons pas en compte jusqu'à quel point elles ont été influencées par l'autorité. Nous accepterons les jugements et les valeurs des consommateurs comme des faits et ne nous demanderons pas s'ils achètent des masques à gaz de leur propre initiative ou parce

que le gouvernement exige qu'ils le fassent, ni s'ils achètent moins d'alcool parce qu'ils préfèrent d'autres biens ou parce que le gouvernement condamne pénallement l'ivresse. Notre tâche est d'analyser les interventions de l'autorité concernant non pas les consommateurs mais les propriétaires des moyens de production et les entrepreneurs. Nous ne nous demanderons pas si les interventions sont justifiées, ni si elles sont conformes à nos souhaits ou aux souhaits du consommateur. Nous chercherons seulement à savoir si de telles mesures peuvent atteindre les objectifs du gouvernement.

6. L'appel à une réforme morale

Avant de commencer, il semble cependant souhaitable d'étudier une doctrine digne d'attention, ne serait-ce que parce qu'elle est prônée par certains de nos plus éminents contemporains.

Nous voulons parler de la croyance selon laquelle il ne serait pas nécessaire de faire intervenir le gouvernement pour amener le marché à emprunter d'autres voies que celle qu'il suit lorsqu'il est parfaitement libre. Les réformateurs sociaux chrétiens et certains partisans d'une réforme sociale conduite sur des bases éthiques estiment que la conscience morale et religieuse devrait également guider les « bonnes » personnes dans le domaine économique. Si les entrepreneurs ne s'occupaient pas uniquement de leurs profits et de leurs intérêts égoïstes, mais pensaient aussi à leurs obligations sociales et religieuses, les ordres du gouvernement

seraient superflus pour ce qui est de remettre les choses dans le droit chemin. Ce qui faudrait, ce ne serait donc pas une réforme de l'État, mais plutôt une purification de l'humanité, un retour à Dieu et à l'ordre moral, un abandon de ce vice que constitue l'égoïsme. Il ne serait dès lors pas difficile de mettre la propriété privée en accord avec le bien-être social. On aurait ainsi libéré l'économie des conséquences pernicieuses du capitalisme sans avoir limité la liberté et la capacité d'initiative des individus par une intervention gouvernementale. On aurait détruit le Moloch capitaliste sans l'avoir remplacé par le Moloch étatique.

Nous n'avons pas à discuter ici des jugements de valeur qui sous-tendent cette doctrine. Ce que ces critiques reprochent au capitalisme est hors sujet, leurs erreurs et leurs malentendus ne nous intéressent pas. Nous ne nous occuperons que de leur suggestion de construire un ordre social reposant sur la double fondation de la propriété privée des moyens de production d'une part et d'un ordre moral limitant l'exercice de ce droit de propriété de l'autre. Cet ordre social idéal n'est pas du socialisme, disent-ils, les individus, en particulier les entrepreneurs, les capitalistes et les propriétaires ne sont plus motivés par le profit mais guidés par leur conscience. Ce ne serait pas non plus de l'interventionnisme, parce que cet ordre ne réclame pas d'interventions de la part du gouvernement pour assurer le fonctionnement de la machine économique.

Dans une économie de marché, l'individu est libre de ses actes dans la mesure de l'étendue de la propriété privée et du marché. Seuls ses jugements *à lui* comptent dans ce cas. Quel qu'il puisse être, c'est le choix qu'il a fait qui prévaut. Pour les autres participants du marché, son action est donc un fait avec lequel ils doivent composer. Les conséquences de son action sur le marché se reflètent par les profits et les pertes : elles constituent les engrenages qui mettent son activité en contact avec les rouages de la coopération sociale. La société ne dit pas à l'individu ce qu'il doit ou ne doit pas faire : personne ne lui donne d'ordres ou ne lui demande d'obéir, aucune force n'est utilisée, sauf pour garantir la protection de la propriété privée et du marché face à la violence. La coopération résulte du fonctionnement du marché. Ceux qui ne font pas de leur mieux pour participer à cette coopération sociale paient les conséquences de leur rébellion, de leur négligence et de leurs erreurs. La coopération ne demande rien de plus à l'individu que d'agir dans son propre intérêt. Il n'y a dès lors nul besoin d'ordres émanant d'une autorité pour dire à l'individu ce qu'il doit et ne doit pas faire, nul besoin d'utiliser l'instrument du pouvoir pour faire appliquer ces ordres.

En dehors du domaine de la propriété privée et de l'économie de marché, on trouve le domaine des actes illégaux : la société a mis en place des barrières pour protéger la propriété privée et le marché face à la force, à la fraude et à la malveillance. Dans ce cas, ce n'est plus la liberté qui règne, mais

l'obligation. Tout n'est plus permis et une limite sépare le légal de l'illégal. Le pouvoir de police est prêt à intervenir. Car s'il n'en était pas ainsi, tout individu serait libre de briser les barrières de l'ordre légal.

Les réformateurs dont nous étudions les propositions veulent mettre en place des normes éthiques supplémentaires, en plus de l'ordre légal et du code moral destinés à maintenir et à protéger la propriété privée. En ce qui concerne la production et la consommation, ils souhaitent des résultats différents de ceux produits par un marché totalement libre dans lequel rien ne serait interdit en dehors de la violation du droit de propriété. Ils veulent éliminer les forces qui guident les actes des individus dans une économie de marché. Ils les appellent égoïsme, recherche du profit, etc., et veulent les remplacer par d'autres forces. Ils parlent de conscience, d'altruisme, de respect de Dieu, d'amour fraternel. Ils veulent remplacer la « production pour le profit » par la « production pour l'usage ». Ils pensent que cela suffirait à garantir la coopération harmonieuse des hommes au sein d'une économie fondée sur la division du travail de sorte qu'il ne serait pas nécessaire d'avoir recours à des interventions — ordres ou interdictions — d'une autorité.

L'erreur fondamentale de cette doctrine est de ne pas reconnaître la part importante que jouent sur le marché les forces qu'ils dénoncent comme immorales. C'est précisément parce que l'économie de marché ne demande rien à l'individu en ce qui concerne l'utilisation des moyens de production ;

précisément parce qu'il n'a pas besoin de faire quelque chose qui ne soit pas dans son intérêt ; précisément parce que l'économie de marché l'accepte tel qu'il est ; et précisément parce que son « égoïsme » suffit à assurer sa participation à la grande coopération sociale, que son activité n'a pas besoin d'avoir recours à des normes ou à une autorité l'obligeant à respecter ces normes. Si l'individu cherche son propre intérêt dans le cadre fourni par la propriété privée et l'économie de marché, il fait tout ce que la société peut attendre de lui. En recherchant le profit, son action devient nécessairement sociale.

En essayant de remplacer la motivation du profit, principe directeur de la propriété privée des moyens de production, par une prétendue motivation morale, nous détruisons l'objet et l'efficacité de l'économie de marché. En nous contentant de conseiller à l'individu de suivre la voix de sa conscience et de remplacer l'égoïsme par l'altruisme, nous ne pouvons pas créer un ordre social raisonnable qui puisse supplanter l'économie de marché. Il ne suffit pas de suggérer que l'individu ne devrait pas acheter au meilleur prix et vendre le plus cher possible. Il faudrait aller plus loin et établir des règles de conduite guidant ses activités.

Le réformateur pense, par exemple, que l'entrepreneur est égoïste et dur lorsqu'il utilise sa supériorité pour vendre moins cher que son concurrent moins efficace, élimine ainsi ce dernier de son poste d'entrepreneur. Mais que devrait donc faire un entrepreneur « altruiste » ? Ne devrait-il jamais

vendre moins cher que ses concurrents ? Ou pourrait-il avoir, dans certaines conditions, le droit de vendre moins cher ?

Le réformateur pense aussi que l'entrepreneur est égoïste et dur quand il tire avantage des conditions du marché pour refuser de vendre les biens à des prix suffisamment faibles pour les rendre accessibles aux pauvres, qui ne peuvent se les procurer au prix courant élevé. Que devrait donc faire le « bon » entrepreneur ? Devrait-il distribuer gratuitement ces biens ? Tant qu'il vend à un prix *quelconque*, aussi bas soit-il, *il y aura toujours une demande ne pouvant être satisfaite*. À quels acheteurs potentiels l'entrepreneur a-t-il le droit de refuser l'accès à ces articles en décidant d'un certain prix ?

Nous n'avons pas besoin d'analyser en détail les conséquences d'un écart par rapport au prix du marché. Si le vendeur n'a pas le droit de vendre moins cher que son concurrent moins efficace, il restera au moins une partie du stock qui demeurera invendue. Si, dans l'intérêt des pauvres, il est supposé vendre en dessous du prix du marché, son stock ne suffira pas à satisfaire tous ceux qui sont prêts à payer son petit prix. Nous en dirons plus sur ce sujet lors de notre analyse des interférences sur la structure des prix¹. Nous voulons juste pour l'instant souligner qu'il ne suffit pas de dire à l'entrepreneur qu'il ne devrait pas se laisser guider par le marché. Nous devons dans ce cas également lui dire ce qu'il doit faire, lui dire jusqu'où aller en

¹ Voir plus bas, chapitre II, partie 2.

ce qui concerne les prix. Si le profit ne doit plus déterminer les quantités à produire, nous devons lui donner des ordres précis auquel il doit obéir. Cela veut dire que son activité doit être dirigée par le même type d'ordres autoritaires que les réformateurs veulent éviter en en appelant à la conscience, à la morale et à l'amour fraternel.

Quand on parle de « juste » prix et de salaires « équitables », nous devons garder à l'esprit que le seul critère nous permettant de mesurer la justice et l'équité des prix et des salaires se trouve dans leur compatibilité avec un ordre social idéal. Si l'on cherche cet ordre social en dehors de l'économie de marché, alors on ne peut pas l'atteindre en demandant simplement aux individus de se comporter de manière « juste ». Il faut leur préciser pour chaque situation ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Il faut de plus établir des règles précises permettant de décider dans tous les cas, et il faut donner à une agence le droit d'interpréter ces normes, de les faire appliquer, ainsi que de les corriger ou de les augmenter si nécessaire. Il est sans importance que cette autorité soit un État mondial ou un clergé théocratique.

C'est aux entrepreneurs et aux propriétaires, parfois aux ouvriers, que les réformateurs lancent leur appel demandant d'abandonner l'égoïsme en faveur de l'altruisme. Or ce sont les consommateurs qui jouent le rôle décisif dans une économie de marché. Ce sont eux qui déterminent le comportement des entrepreneurs et des propriétaires. L'appel devrait donc être lancé en direction des consomma-

teurs. Les réformateurs devraient demander aux consommateurs de renoncer aux biens moins chers et de meilleure qualité afin de protéger les producteurs moins efficaces. Les consommateurs devraient boycotter les articles dont la vente met en danger des conditions dont la poursuite peut sembler socialement souhaitable. Et les consommateurs devraient se retenir d'acheter pour permettre à leurs concitoyens moins fortunés d'acheter à leur tour. Si les réformateurs s'attendent à une telle réaction de la part des consommateurs, ils devraient leur dire exactement comment, où et quoi acheter, et à quels prix. Ils devraient en outre prendre des mesures pour forcer l'obéissance des consommateurs ne voulant pas suivre ces instructions. Mais les réformateurs auraient alors précisément fait ce qu'ils voulaient éviter, à savoir diriger l'économie par des ordres précis et punir la désobéissance à ces ordres.

1.

INTERFÉRENCES PAR RESTRICTION

1. La nature des mesures restrictives

Les mesures restrictives sont des mesures prises par les autorités et qui ont pour but direct et premier de détourner la production au sens le plus large du terme, comprenant le commerce et les transports, de la voie qu'elle aurait suivie dans une économie parfaitement libre. Chaque interférence détourne une partie de la production des chemins prescrits par le marché. La caractéristique des mesures de restriction réside dans le fait que la modification de la production est un résultat nécessaire et voulu de l'intervention, que cette modification est précisément ce que recherche l'autorité par son action. Toute intervention a aussi pour effet de modifier la consommation par rapport à ce qu'elle aurait été dans une économie de marché libre. La mesure restrictive ne fait pas exception à cette règle. Mais la modification de la consommation n'est pas le but recherché par les initiateurs de ces mesures : ce qu'ils veulent influencer, c'est la production. Que leurs mesures exercent par ailleurs également une influence sur la consommation leur semble un effet de bord que soit ils ne recherchent pas du tout, soit ils acceptent comme étant inévitable.

Avec les mesures de restriction, l'autorité interdit la fabrication de certains biens, ou interdit l'utilisation de certaines méthodes de production, ou

encore rend de telles méthodes plus difficiles et plus coûteuses. L'autorité élimine ainsi certains moyens disponibles et pouvant satisfaire les besoins humains. L'intervention a pour effet que des hommes se retrouvent dans une situation où ils ne peuvent utiliser leurs connaissances et leurs capacités, leurs efforts et leurs ressources matérielles, que d'une manière moins efficace. De telles mesures appauvrissement les gens.

Malgré toutes les tentatives faites pour réfuter cet argument, le fait demeure indiscutable. Dans un marché libre, des forces sont à l'œuvre afin que tous les moyens de production tendent à être utilisés là où ils peuvent satisfaire au mieux les besoins des hommes. Lorsque l'autorité interfère avec ce processus pour instaurer un usage différent des facteurs de production, elle ne peut que diminuer la production, jamais l'augmenter.

Ceci a été démontré de manière remarquable et irréfutable en ce qui concerne les mesures restrictives les plus importantes, au cours de vastes débats traitant des effets économiques des barrières limitant le commerce international. Il semble à cet égard superflu d'ajouter quoi que ce soit aux enseignements de l'école classique d'économie politique.

2. Coûts et bénéfices des mesures restrictives

On peut estimer que les inconvénients des mesures de restriction résultant de la diminution de productivité, et affectant donc les quantités produites, sont compensées par des avantages dans

d'autres domaines. L'autorité pourrait ainsi affirmer, par exemple, que la sauvegarde d'un certain groupe de producteurs moins efficaces est si importante qu'il y aurait suffisamment de bonnes raisons pour accepter la baisse de consommation qui s'ensuit. Elle pourrait considérer comme justifié de rendre le pain plus cher pour les masses afin que les propriétaires d'exploitations moins fertiles puissent gagner plus. L'autorité peut aussi considérer comme postulat le fait qu'un homme d'État sage doive interdire l'introduction de machines afin d'assurer la protection des entreprises ne pouvant pas résister à une concurrence mieux équipée. En mettant hors la loi les grands magasins et toute autre forme similaire d'organisation commerciale, l'autorité peut permettre aux petits commerçants de continuer leurs affaires, même si les consommateurs doivent en souffrir.

Si ces mesures sont prises en pleine connaissance de leurs effets, si l'autorité est parfaitement consciente de ce qu'elle fait et des résultats qui seront obtenus, on ne peut désapprouver ce qu'elle fait que si l'on désapprouve ses buts. Mais dans ce cas, on ne peut pas considérer l'action de l'autorité comme contraire à ses objectifs ou comme absurde. Du point de vue de *ses* objectifs et de ses buts, *son* action apparaît comme la bonne. Pour améliorer le sort des agriculteurs, elle veut faire payer la charge au travers du pain que les consommateurs achètent; afin d'atteindre ce but, elle choisit effectivement les moyens appropriés lorsque qu'elle impose des

droits de douanes protecteurs ou une interdiction sur l'importation de blé et de farine.

Nous savons tous que l'on présente au public les choses sous un jour bien différent. On a essayé avec succès de convaincre l'opinion publique que les barrières douanières ne réduisent pas la quantité offerte, mais au contraire l'augmentent. La protection du petit artisan contre les « grandes entreprises » et celle du petit commerçant contre les grands magasins ont été présentées comme des mesures servant le bien-être général, comme permettant d'empêcher l'exploitation des consommateurs. C'était la seule façon d'obtenir du soutien pour une politique dont l'essence consiste à accorder des priviléges et des avantages à certains groupes au détriment du reste de la communauté.

3. Les mesures de restriction en tant que priviléges

On a cru que la politique de restriction était une politique favorisant les producteurs alors qu'une politique laissant fonctionner librement le marché favoriserait les consommateurs. Les défenseurs de la première la justifient en soulignant que ce n'est pas le rôle de l'autorité que de poursuivre une politique bénéficiant à des individus qui se contentent de consommer les produits issus des efforts des autres ; que l'autorité devrait être au service de celui qui participe activement à la production. Cependant, dans un système basé sur la division du travail, tout le monde est à la fois producteur et consommateur. Il n'y a pas de consommateurs

dont les revenus ne résulteraient pas de la production. Le consommateur est soit un entrepreneur, soit un propriétaire de moyens de production, soit encore un salarié. Ou alors il est aidé, en tant que membre de la famille, par un entrepreneur, un propriétaire de moyens de production ou un salarié. Tout producteur, par ailleurs, est nécessairement aussi un consommateur. Il est naïf d'affirmer qu'une seule mesure ou une seule politique pourraient protéger les intérêts des producteurs au détriment des intérêts des consommateurs. La seule chose que l'on puisse dire, c'est que presque¹ toutes les mesures restrictives apportent des avantages à un nombre limité de personnes, tout en ayant un effet néfaste pour toutes les autres, ou au moins pour la majorité des autres. Les interventions peuvent donc être considérées comme des priviléges octroyés à certains aux dépens des autres.

Les priviléges constituent un bénéfice pour celui qui en jouit et une nuisance pour tous les autres. Si les priviléges ne profitent qu'à un petit nombre, ils servent leurs buts. Ils le font aux dépens de ceux qui n'en jouissent pas. Mais si tout le monde en profite de manière égale, le système de priviléges n'a plus aucun sens. Tant que les tarifs douaniers ne bénéficient qu'à quelques producteurs ou à quelques groupes de producteurs, alors il y a certains

¹ La restriction apportée par le mot « presque » ne veut pas dire qu'il y ait des mesures de restriction qui ne nuisent à personne : elle veut au contraire indiquer qu'il peut y avoir des mesures qui non seulement ne bénéficient à personne mais nuisent à tout le monde.

producteurs privilégiés. Mais s'ils sont tous protégés, alors la politique a évidemment un effet contraire à celui recherché. Car personne ne gagne alors que tout le monde perd.

4. Les mesures de restriction en tant que dépenses

On pourrait considérer certaines mesures de restriction comme justifiées en les considérant comme faisant partie d'une politique de dépenses publiques plutôt que comme des mesures visant à la production et à l'offre de biens. Si, par amour de la nature ou pour des raisons scientifiques, nous désirons conserver un bout de terrain dans son état naturel pour en faire un parc national, nous pouvons nous attendre à un soutien général tant que ce projet reste dans les limites du budget public. Nous pouvons alors trouver plus juste de ne pas faire porter le fardeau de ces dépenses sur les épaules des propriétaires du terrain mais de le répartir sur tous les citoyens, ceci en achetant le terrain plutôt qu'en procédant à une expropriation. Cela n'est cependant pas important pour notre analyse. Le point décisif vient de ce que nous considérons la proposition du point de vue des dépenses et non de la production.

C'est le seul point de vue correct en ce qui concerne les mesures restrictives. Ces dernières, dont la seule conséquence possible est de diminuer l'offre de biens, ne devraient pas être considérées comme des mesures faisant partie d'une politique de production. Elles marchent pour la consommation,

pas pour la production. Les mesures de restriction ne pourront jamais apporter l'efficacité économique, un système de production de biens et une augmentation de l'offre. On peut ne pas être d'accord sur l'opportunité de protéger les Junkers prussiens, via des droits de douanes sur les importations de blé, contre la concurrence des fermiers canadiens produisant sur un sol plus fertile. Mais si nous défendons l'idée de droits de douanes pour protéger les producteurs de blé prussiens, nous ne proposons pas une mesure destinée à favoriser la production de blé, mais une mesure destinée à venir en aide aux propriétaires terriens allemands aux dépens des consommateurs de blé allemands. Il ne sera jamais possible de fonder un système économique sur de tels priviléges, sur de telles aides : ces mesures ne peuvent que constituer des dépenses payées à partir de moyens obtenus par ailleurs. Quand Louis XIV accordait une sinécure à l'un de ses favoris, sinécure payée sur les deniers publics, il s'agissait d'un acte de dépense, pas d'une politique économique. Le fait que les mesures restrictives ne méritent pas d'être analysées différemment de ces priviléges royaux est obscurci par la manière dont on les met en œuvre. Mais cela ne change pas leur nature essentielle. Qu'une telle mesure soit ou non justifiée ne concerne pas le jugement économique : même les rois de l'ancien régime n'accordaient pas leurs faveurs qu'à des incapables.

Il y a certainement des cas où les mesures de restriction apparaissent justifiées à la plupart de nos concitoyens. Mais, fondamentalement, elles consti-

tuent des dépenses. Elles diminuent la quantité des moyens de production disponibles et permettant l'offre d'autres biens. Il serait par conséquent contraire à toute logique de dépeindre une économie de marché soumise à de telles restrictions comme un système de coopération sociale distinct, et de l'opposer à l'économie de marché totalement libre. Nous devons considérer les mesures restrictives comme une politique de dépenses, non comme le moyen d'accroître la quantité des biens de production.

Une fois que nous avons identifié la véritable nature des mesures de restriction et refusé de nous laisser égarer par les efforts naïfs essayant de les justifier comme « favorisant le bien-être » ou même « favorisant la production », nous pouvons voir que les buts recherchés par ces mesures peuvent souvent être atteints à bien meilleur marché par des aides directes sur fonds publics. Si nous n'empêchons pas les producteurs de tirer le rendement maximal des ressources productives disponibles, nous ne diminuerons pas la productivité de l'économie et serons en meilleure position pour obtenir, à partir de la richesse accrue, les moyens nécessaires pour subventionner ceux que nous voulons privilégier.

2.

INTERFÉRENCES PAR CONTRÔLE DES PRIX

1. L'alternative : loi législative contre loi économique

Les mesures de contrôle des prix cherchent à fixer les prix, les salaires et les taux d'intérêts à des niveaux différents de ceux qui auraient été atteints sur un marché libre. L'autorité ou le groupe auquel l'autorité donne expressément ou tacitement le pouvoir de contrôler les prix fixe des prix maximums ou des prix minimums. Le pouvoir de police permet de faire appliquer ces décrets.

Le but qui sous-tend cette interférence avec la structure des prix du marché est soit de privilégier le vendeur (en établissant des prix planchers) soit de privilégier l'acheteur (en établissant des prix plafonds). Le prix minimum est censé permettre au vendeur d'obtenir de meilleurs prix pour les biens qu'il propose ; le prix maximum est censé permettre à l'acheteur de se procurer à meilleur prix les biens qu'il souhaite. Lequel des deux groupes sera favorisé par les autorités dépend des conditions politiques. Parfois on met en place des prix maximums, parfois des prix minimums ; parfois des salaires maximums, parfois des salaires minimums. Pour les taux d'intérêts seuls des maximums ont été introduits en pratique, jamais de minimums. L'opportunisme politique a toujours réclamé un tel cours des événements.

La science de l'économie politique s'est développée à l'écart des controverses sur le contrôle des prix, des salaires et des taux d'intérêt par le gouvernement. Pendant des siècles et même des millénaires, les autorités ont essayé d'influencer les prix en utilisant l'appareil du pouvoir. Ils ont imposé les pires châtiments à ceux qui refusaient de leur obéir. D'innombrables vies ont été perdues dans cette bataille. Dans nul autre domaine la force de police n'a montré plus d'empressement à utiliser son pouvoir, dans nul autre cas le caractère vindicatif des autorités n'a rencontré un enthousiasme plus grand des masses. Et pourtant, toutes ces tentatives se sont soldées par un échec si on les juge d'après leur objectif. L'explication de cet échec, telle qu'on peut la lire dans les écrits philosophiques, théologiques, politiques et historiques, reflète l'opinion des autorités et des masses. On a prétendu que les êtres humains sont égoïstes et mauvais par nature, que l'autorité avait été trop faible et avait trop hésité à utiliser la force : et que ce qu'il fallait, c'étaient des dirigeants durs et impitoyables.

On commença à comprendre la vérité en étudiant les effets de ces mesures dans un domaine d'application étroit. Parmi toutes les mesures de contrôle des prix, il en est qui ont une importance particulière : les tentatives de l'autorité de donner à des pièces de monnaie dépréciées la même valeur que des pièces entièrement métalliques, de maintenir un taux de change fixe entre l'or et l'argent, puis plus tard entre la monnaie métallique et du papier-monnaie dévalorisé. Les raisons de l'échec

de toutes ces tentatives furent rapidement identifiées et formulées par la loi qui porte le nom de Sir Thomas Gresham. Le chemin était encore long jusqu'aux grandes découvertes des philosophes anglais et écossais du XVIII^e siècle, qui ont montré que le marché est soumis à certaines lois qui relient fondamentalement entre eux tous les phénomènes du marché.

La découverte de ces lois inévitables du marché et des échanges constitua l'une des plus grandes réussites de l'esprit humain. Elle posa la première pierre du développement de la sociologie libérale, donna naissance au libéralisme et permit ainsi l'éclosion de notre culture et de notre économie modernes. Elle ouvrit la voie aux grandes découvertes techniques de notre époque. Ce fut au même moment le point de départ d'une science systématique de l'action humaine, c'est-à-dire de l'économie.

L'esprit pré-scientifique établissait pour l'action humaine une distinction entre le bien et le mal, entre le juste et l'injuste. Il croyait que le comportement humain pouvait être évalué et jugé selon les normes établies d'une loi morale hétéronome. Il pensait que l'action humaine était libre au sens qu'elle n'était pas soumise aux lois inhérentes du comportement humain. D'après lui, l'homme doit agir de façon morale : s'il agit différemment, Dieu le punit dans l'au-delà s'il ne l'a fait durant sa vie. Telles sont d'après cet esprit pré-scientifique les seules conséquences des actions humaines. Par conséquent, il n'y a pas de limites à ce que peut

faire l'autorité, tant qu'elle n'entre pas en conflit avec une puissance étrangère. L'autorité souveraine est libre d'exercer son pouvoir tant qu'elle ne dépasse pas les frontières du territoire sur lequel s'étend sa souveraineté ; elle peut faire tout ce qu'elle a envie de faire. Certes, il y a des lois physiques qu'elle ne peut pas changer ; mais dans le domaine social, il n'y a pas de bornes à ce qu'elle peut faire.

La science de l'économie politique commença par comprendre qu'il existait une autre limite à la souveraineté des hommes au pouvoir. L'économiste regarde au-delà de l'État et de son appareil de pouvoir et découvre que la société humaine est le résultat de la coopération humaine. Il découvre que, dans le domaine de la coopération sociale, prévalent des lois que l'État est incapable de modifier. Il reconnaît que le processus du marché, qui résulte de ces lois, détermine les prix et que le système des prix du marché explique la coopération sociale. Les prix ne sont plus considérés comme le résultat d'une attitude arbitraire d'individus dépendant de leur sens de la justice, mais sont reconnus comme le produit nécessaire et sans équivoque du jeu des forces du marché. Chaque configuration des données a pour corollaire nécessaire une structure des prix donnée. Il n'est pas possible de changer ces prix — les prix « naturels » — sans avoir au préalable changé les données. Tout écart par rapport au prix « naturel » libère des forces qui tendent à ramener le prix à ce niveau.

Cette idée s'oppose totalement à la croyance selon laquelle les autorités peuvent changer les prix

comme bon leur semble, et ceci par des ordres, des interdictions et des punitions. Si les prix sont déterminés par la structure des données, s'ils constituent l'élément qui permet la coopération sociale et qui subordonne les activités de tous les individus à la satisfaction des besoins de tous les membres de la communauté, alors un changement arbitraire des prix, c'est à dire indépendant du changement des données, doit nécessairement conduire à perturber la coopération sociale. Il est vrai qu'un gouvernement fort et déterminé peut édicter des ordres concernant les prix et se venger cruellement sur ceux qui refusent d'obéir. Mais il n'arrivera pas à obtenir le but qu'il cherche par ces décrets. Son intervention est tout simplement une nouvelle donnée du marché, qui produit certains effets d'après les lois inévitables du marché. Il est peu probable que le gouvernement soit content de ces effets et ne les considérera pas, quand ils se produiront, comme encore moins souhaitables que les conditions qu'il cherche à changer. En tout état de cause, ces mesures ne parviennent pas à ce que les autorités veulent accomplir. Les interventions sur les prix, du point de vue de l'autorité qui les édicte, sont dès lors non seulement inefficaces et sans aucune utilité, mais même contraires à leur propre objectif, nuisibles et par conséquent illogiques.

Quiconque essaie de réfuter la logique de ces conclusions nie toute possibilité d'analyse dans le domaine de l'économie. Il n'existerait sinon aucune économie et tout ce qui a été écrit en matière économique n'aurait aucun sens. Si les prix peu-

vent être fixés par l'autorité sans produire de réaction du marché contraire aux intentions de cette même autorité, alors il serait vain d'essayer d'expliquer les prix sur la base des forces du marché. L'essence même d'une telle explication reposant sur les forces du marché réside dans l'hypothèse que chaque configuration du marché est associée à une structure des prix et que des forces opérant sur le marché tendent à rétablir cette structure — « naturelle » — des prix lorsqu'elle est perturbée.

Dans leur défense du contrôle des prix, les représentants de l'École Historique de l'économie politique et de nos jours les Institutionnalistes tiennent un raisonnement assez logique de leur point de vue, car ils ne reconnaissent aucune validité à la théorie économique. Pour eux, l'économie est un simple ensemble d'ordres et de mesures autoritaires. En revanche, le raisonnement de ceux qui d'une part étudient les problèmes du marché avec les méthodes de l'analyse théorique, mais d'autre part refusent d'admettre que le contrôle des prix produit nécessairement des résultats contraires à ses objectifs, ce raisonnement là est illogique.

La seule alternative est entre la loi législative et la loi économique. Soit les prix sont déterminés de manière arbitraire par les participants du marché et peuvent donc être forcés, grâce aux ordres des autorités ; à évoluer dans n'importe quelle direction recherchée ; soit les prix sont déterminés par ces forces du marché habituellement appelées offre et demande et l'intervention de l'autorité n'affecte le marché qu'en tant que constituant l'un de ses nom-

breux facteurs. Aucun compromis ne permet de réconcilier ces deux points de vue.

2. La réaction du marché

Les mesures de contrôle des prix paralysent le fonctionnement du marché. Elles détruisent le marché. Elles privent l'économie de marché de sa force motrice et la rendent impraticable.

La structure des prix du marché se caractérise par sa tendance à équilibrer l'offre et la demande. Si l'autorité essaie de fixer un prix différent du prix du marché, cette situation ne peut plus se produire. En cas de prix maximums, il se trouve des acheteurs potentiels qui ne peuvent pas acheter, bien qu'ils soient prêts à payer le prix fixé par le pouvoir, voire un prix plus élevé. Ou alors, dans le cas de prix minimums, des vendeurs potentiels ne peuvent trouver de clients bien qu'ils soient disposés à vendre au prix imposé par les autorités, voire à des prix plus bas. Le prix n'est désormais plus le moyen de séparer parmi les acheteurs et vendeurs potentiels ceux qui vont effectivement pouvoir acheter et vendre de ceux qui ne le pourront pas. Un principe de sélection différent doit être mis en œuvre. Ceux qui pourront acheter ou vendre pourront être les premiers arrivés ou ceux qui occupent un poste privilégié en raison de circonstances particulières (relations personnelles, par exemple). Mais il se peut aussi que ce soit l'autorité elle-même qui décide de la distribution. En tout cas, le marché n'est plus capable de s'occuper de la distribution

des biens disponibles aux consommateurs. Si l'on veut éviter le chaos, et si l'on ne veut pas compter sur la chance ou sur la force pour régler la distribution, l'autorité doit s'en charger par un quelconque système de rationnement.

Mais le marché ne s'occupe pas que de la distribution d'un stock de biens existant déjà et prêts à être consommés. Son rôle principal consiste à orienter la production. Il oriente les moyens de production vers les usages qui servent les besoins les plus urgents. Si les prix plafonds ne sont inférieurs aux prix idéaux du marché que pour certains biens de consommation, sans qu'au même moment le prix de tous les moyens de production complémentaires soient eux aussi contrôlés, alors les moyens de production non spécifiques seront utilisés en plus grande quantité pour produire les biens de consommation non soumis au contrôle des prix. La production sera par conséquent détournée des biens recherchés avec le plus d'empressement par le consommateur mais sensibles au contrôle des prix, vers d'autres biens considérés comme moins importants par le consommateur mais libre de toute réglementation. Si l'intention des autorités était de rendre plus aisément disponibles les biens réglementés en les soumettant à un prix maximum, alors la mesure est un échec. La production de ces biens sera soit diminuée soit complètement arrêtée. Le contrôle simultané des prix des biens de production complémentaires n'aurait pas non plus l'effet souhaité, à moins que tous les biens de production complémentaires soient tellement spécifiques qu'ils

ne peuvent pas être utilisés pour produire un seul bien. Comme le travail ne possède pas ce caractère hautement spécifique, nous pouvons écarter cette hypothèse de notre analyse. Si les autorités ne veulent pas accepter que ses mesures destinées à faire baisser le prix d'un bien donnée conduisent à arrêter totalement sa production, alors elles ne pourront pas se borner à des interventions ne concernant que le prix de tous les biens et de tous les services nécessaires à la production de ce bien. Elles devront aller plus loin et empêcher le capital, le travail et l'activité entrepreneuriale de quitter ce secteur de la production. Elles devront fixer le prix de tous les biens et de tous les services, ainsi que tous les taux d'intérêt. Et elles devront édicter des ordres spécifiques expliquant quels biens et services produire, comment, à quel prix et à qui il convient de les vendre.

Dans une économie de marché, la mesure isolée de contrôle d'un prix ne réussit pas à atteindre l'objectif visé par ses concepteurs : elle est non seulement inutile — du point de vue de ses initiateurs — mais aussi contraire au but poursuivi parce qu'elle aggrave le « mal » qu'elle est censée soulager. Avant le contrôle des prix, le bien était, d'après l'autorité, trop élevé ; désormais, il disparaît du marché. Mais cette réaction n'était pas prévue par l'autorité, qui voulait uniquement rendre le bien moins cher pour les consommateurs. Au contraire, de son point de vue, nous devons considérer la pénurie de ce bien, son absence, comme un mal plus grand : l'autorité recherchait une augmentation,

pas une diminution de l'offre. Nous pouvons donc dire que la mesure isolée de contrôle des prix va à l'encontre de ses propres buts et qu'une politique économique basée sur de telles mesures est vaine et contraire aux objectifs recherchés

Si l'autorité ne veut pas remédier au mal créé par de telles mesures isolées en supprimant le contrôle des prix, elle devra faire suivre son premier pas d'autres. D'autres ordres seront ajoutés à l'ordre initial réclamant de ne pas vendre plus cher que le prix plafond — ordre de vendre la totalité de la production, instructions précisant à qui vendre et en quelles quantités, contrôle des prix des biens complémentaires¹, contrôle des salaires et travail obligatoire pour les travailleurs, contrôle des taux d'intérêt puis finalement ordres de produire et instructions concernant les choix d'investissement des propriétaires des moyens de production. Ces réglementations ne peuvent se limiter à une ou quelques branches de la production mais doivent être étendues pour couvrir toute la production. Elles devront nécessairement préciser les prix de tous les biens, de tous les salaires, ainsi que les actions de tous les entrepreneurs, capitalistes, propriétaires

¹ La fixation directe des prix des moyens matériels de production qui ne peuvent pas être utilisés pour la consommation directe peut être mise de côté ; si les prix sont fixés pour tous les biens de consommation, si les taux d'intérêt et les salaires sont fixés, si tous les travailleurs sont forcés de travailler et que tous les propriétaires de moyens de production sont forcés de produire, alors les prix des moyens matériels de production sont également fixés de manière indirecte.

fonciers et salariés. Mais cela veut dire que toute la production et toute la distribution sont mises dans les mains de l'autorité. L'économie de marché, que ce soit intentionnel ou non, s'est dès lors transformée en économie socialiste.

Il n'existe que deux situations dans lesquelles un contrôle des prix peut être efficace dans un domaine strictement limité :

1°. Le contrôle des prix conduit à diminuer la production parce qu'il rend toute production sans perte impossible au producteur marginal. Les facteurs de production non spécifiques sont transférés vers les autres branches de la production. Les facteurs hautement spécifiques, qui avec les prix du marché seraient utilisés dans la mesure permise par les possibilités d'utilisation alternative des facteurs non spécifiques, sont utilisés en quantité moins grande : une partie d'entre eux restera non employée. Mais si la quantité des biens hautement spécifiques est tellement limitée qu'ils sont totalement utilisés dans la cadre d'une économie de prix libres, alors il existe une certaine latitude permettant aux autorités de fixer autoritairement des prix plus bas. La fixation des prix ne conduit pas à une diminution de la production tant qu'elle n'absorbe pas totalement la rente absolue des producteurs marginaux. Une intervention qui ne va pas au-delà de cette limite ne diminue pas l'offre. Mais comme elle augmente la demande, elle crée de mauvais ajustements entre l'offre et la demande qui conduisent à des conditions chaotiques, et ce à moins que

l'autorité elle-même ne s'occupe de la distribution des produits aux acheteurs potentiels.

Illustrons le cas par un exemple : l'autorité doit établir un plafonnement des loyers des appartements ou des espaces commerciaux dans les zones de centre-ville. Si elle ne va pas jusqu'à rendre plus rentable pour le propriétaire l'utilisation agricole des terrains, cet acte ne diminuera pas l'offre d'appartements et de magasins¹. Mais, aux prix fixés par l'autorité, la demande dépassera les capacités disponibles. La façon dont l'autorité distribue les logements à ceux qui sont prêts à payer le loyer n'a pas d'importance. Quelle qu'elle soit, le résultat sera de prendre un revenu du propriétaire pour le donner aux locataires. L'autorité a pris la richesse à certains pour la donner à d'autres.

2°. La deuxième situation où le contrôle des prix peut être utilisé avec un certain degré d'efficacité est celle d'un prix de monopole. Le contrôle des prix peut réussir dans ce cas s'il n'a pas pour but de fixer le prix sous le niveau correspondant au prix concurrentiel qui surviendrait sur un marché libre et sans monopole. Dans l'exemple d'un prix de monopole imposé par un cartel international de producteurs de mercure, une autorité mondiale (ou internationale) peut réussir à faire respecter avec succès un contrôle des prix qui abaissera le prix du mercure jusqu'au niveau auquel il se vendrait dans une situation de concurrence entre plusieurs pro-

¹ Pour simplifier, nous ne prenons pas en compte les coûts de construction.

ducteurs. Bien entendu, il en est de même pour les monopoles institutionnels. Si une intervention des autorités a créé les conditions nécessaires pour pouvoir établir un prix de monopole, un second décret peut aussi les détruire. Si, en octroyant un brevet à un inventeur, on lui a permis de demander un prix de monopole, alors l'autorité peut aussi lui retirer son privilège en fixant un prix pour l'article breveté, prix qui ne pourrait sinon être atteint que sous l'effet de la concurrence. C'est pourquoi la fixation des prix était une mesure efficace à l'époque des guildes recherchant des prix de monopole, tout comme elle peut l'être contre des cartels dont l'existence a été rendue possible par les droits de douanes.

Les autorités aiment juger les effets de leurs actions de manière optimiste. Si la fixation des prix a pour effet que des articles de moins bonne qualité remplacent des articles de meilleure qualité, l'autorité écarte promptement cette différence de qualité et persiste dans l'illusion que son intervention a eu l'effet désiré. À certains moments et de manière temporaire, il est possible d'obtenir un petit succès, très chèrement payé. Les producteurs de biens soumis au contrôle des prix peuvent en effet préférer subir des pertes pendant un certain temps plutôt que de courir de nouveaux risques : ils peuvent avoir peur, par exemple, que leurs usines soient pillées par les masses excitées, et ce sans pouvoir compter sur la protection du gouvernement. Dans de tels cas, le contrôle des prix conduit à une consommation du capital et donc indirectement et en

fin de compte à diminuer la quantité de produits offerts.

Hormis les deux exceptions mentionnées plus haut, le contrôle des prix ne constitue pas un moyen adéquat dont l'autorité peut se servir pour conduire l'économie de marché dans la voie souhaitée. Les forces du marché se révèlent plus fortes que le pouvoir de l'autorité. Cette dernière doit faire face à une alternative : soit accepter les lois du marché telles qu'elles sont, soit essayer de remplacer le marché et l'économie de marché par un système sans marché, c'est-à-dire par le socialisme.

3. Salaires minimums et chômage

Parmi les mesures de fixation des prix, la mise en place d'une échelle des salaires déterminée par l'action syndicale a une importance pratique très grande. Dans certains pays, des salaires minimums ont été instaurés directement par le gouvernement. Dans d'autres pays, le gouvernement intervient uniquement de manière indirecte sur les salaires, en acceptant que les syndicats et leurs adhérents exercent une pression active sur les entreprises et sur ceux qui désirent travailler sans respecter leurs mots d'ordre sur les salaires. Les salaires horaires fixés de façon autoritaire tendent à créer un chômage permanent pour une grande partie des forces ouvrières. Et ici encore, le gouvernement intervient d'habitude en distribuant des aides aux chômeurs.

Lorsque nous parlerons de salaires, nous sous-entendrons toujours des salaires réels et pas des

salaires nominaux. Il est évident qu'un changement du pouvoir d'achat de l'unité monétaire doit être suivie, tôt ou tard, d'un changement des salaires horaires nominaux.

Les économistes ont toujours été pleinement conscients que les salaires, eux aussi, constituaient un phénomène du marché, qu'il existait des forces s'exerçant sur le marché, et que ces forces, dans le cas où les salaires s'écarteraient des salaires du marché, les ramèneraient au niveau conforme aux conditions économiques. Si les salaires tombent en-deçà du niveau du marché, la concurrence entre les entrepreneurs à la recherche d'employés les fera monter à nouveau. Si les salaires montent au-dessus du niveau du marché, une partie de la demande de travail sera éliminée et la pression de la part des chômeurs les fera redescendre. Même Karl Marx et les marxistes ont toujours affirmé qu'il était impossible que les syndicats puissent conduire par leur action à une augmentation permanente des salaires de tous les travailleurs au-dessus du niveau correspondant aux conditions du marché. Les défenseurs du syndicalisme n'ont jamais répondu à cet argument. Ils se sont contentés de dénoncer l'économie comme « science lugubre ».

Nier que l'augmentation des salaires au-dessus du niveau prescrit par les conditions du marché doive nécessairement conduire à réduire le nombre des travailleurs employés est équivalent à affirmer que la quantité de travail offert n'exerce aucune influence sur les salaires. Quelques remarques suffiront à montrer les sophismes contenus dans de

telles affirmations. Pourquoi les ténors de l'opéra sont-ils payés aussi cher ? Parce que l'offre est très faible. Si l'offre de ténors était aussi importante que l'offre de chauffeurs, leurs revenus, pour une demande donnée, chuteraient immédiatement pour se retrouver au niveau des salaires des chauffeurs. Que fait donc l'entrepreneur quand il a besoin de travailleurs particulièrement qualifiés dont seul un petit nombre est disponible ? Il augmente les salaires offerts pour inciter les travailleurs à quitter les entrepreneurs concurrents et pour attirer ceux qu'il recherche.

Tant que seule une partie des forces ouvrières, pour la plupart des ouvriers qualifiés, était syndiquée, la hausse des salaires obtenue par les syndicats ne conduisait pas au chômage mais à une diminution des salaires des ouvriers non qualifiés. Les travailleurs qualifiés perdant leur emploi en raison de la politique salariale des syndicats entraient sur le marché du travail non qualifié et en augmentaient l'offre. Le corollaire des salaires plus élevés pour les travailleurs organisés était des salaires plus bas pour les travailleurs non organisés. Mais, dès que les travailleurs s'organisèrent dans toutes les branches de la production, la situation changea. Dès lors, les travailleurs perdant leur emploi dans une industrie ne peuvent plus trouver de travail dans d'autres secteurs : ils restent au chômage.

Les syndicats démontrent la justesse de cette analyse quand ils essaient d'empêcher l'arrivée de travailleurs dans leur industrie ou dans leur pays.

Quand les syndicats refusent d'admettre de nouveaux membres ou rendent l'adhésion plus difficile par des cotisations initiales élevées, ou encore quand ils luttent contre l'immigration, ils se montrent convaincus qu'un grand nombre de travailleurs ne pourrait pas être employé sans une baisse des salaires.

En recommandant l'accroissement du crédit comme moyen de réduire le chômage, les syndicats admettent la validité de la théorie des salaires des économistes, théorie qu'ils dénoncent par ailleurs comme « orthodoxe ». L'accroissement du crédit réduit la valeur de l'unité monétaire et fait donc monter les prix. Si les salaires nominaux restent stables, ou au moins ne montent pas dans la même proportion que le prix des biens, cela signifie une diminution des salaires réels. La baisse de salaires réels permet d'employer plus de travailleurs.

Pour finir, nous devons considérer comme un hommage à la théorie « orthodoxe » des salaires le fait que les syndicats s'imposent à eux-mêmes des restrictions pour les salaires horaires qu'ils fixent. Les méthodes qu'ils utilisent pour forcer l'entrepreneur à payer des salaires supérieurs de 10 % au niveau qui prévaudrait sur un marché libre, ces mêmes méthodes pourraient conduire à des salaires encore plus élevés. Pourquoi, dès lors, ne pas réclamer une augmentation de 50 % ou de 100 % ? Les syndicats s'abstiennent de mener une telle politique parce qu'ils savent qu'un nombre encore plus grand de leurs adhérents perdraient leur emploi.

L'économiste considère les salaires comme un phénomène du marché : il pense qu'à tout moment les salaires sont déterminés par les données du marché en ce qui concerne l'offre des moyens matériels de production et du travail d'une part, la demande de biens de consommation d'autre part. Si les salaires sont fixés par un acte du gouvernement à un niveau supérieur à celui correspondant aux conditions du marché, une partie de l'offre de travail ne pourra pas être employée et le chômage augmentera. C'est exactement la même chose que pour les biens. Si les propriétaires de biens demandent un prix plus élevé que celui du marché, ils n'arrivent pas à écouter tout leur stock.

Si toutefois, comme le maintiennent les avocats de la fixation des prix par les syndicats ou par le gouvernement, les salaires ne sont pas en définitive déterminés par le marché, on peut poser la question : pourquoi les salaires ne pourraient-ils pas être augmentés encore plus ? Il est bien sûr souhaitable que les travailleurs perçoivent des revenus aussi élevés que possible. Qu'est ce qui retient alors les syndicats, si ce n'est la crainte d'un chômage plus important ?

A cette question, les syndicats répondent qu'ils ne recherchent pas des salaires toujours plus élevés, que tout ce qu'ils veulent ce sont des « salaires justes ». Mais qu'est-ce qui est « juste » dans ce cas ? Si la hausse des salaires du fait de l'intervention n'a pas d'effets néfastes pour les intérêts des travailleurs, il est certainement injuste de ne pas les augmenter encore davantage. Qu'est-ce qui empêche

les syndicats et les fonctionnaires du gouvernement qui sont chargés de juger des questions salariales, d'augmenter encore plus les salaires ?

Dans certains pays, on a demandé que les salaires soient fixés de manière à confisquer la totalité du revenu des capitalistes et des entrepreneurs ne correspondant pas à des salaires pour activité de direction, et de distribuer ce montant aux salariés. Pour ce faire, des ordres ont été édictés, interdisant le licenciement des travailleurs sans permission spéciale du gouvernement. Cette mesure empêcha une augmentation du chômage à court terme. Mais elle eut des conséquences qui, à long terme, se révèlèrent contraires aux intérêts des travailleurs. Si les entrepreneurs et les capitalistes ne reçoivent aucun paiement sous forme de profits ou d'intérêts, ils ne voudront pas mourir de faim ou demander la charité : ils vivront en dépensant leur capital. La consommation du capital, toutefois, change le rapport capital sur travail, diminue la productivité marginale du travail et conduit finalement à la baisse des salaires. Il est dans l'intérêt des salariés que le capital ne soit pas consommé.

Il faudrait souligner que les conclusions précédentes ne se réfèrent qu'à une seule facette des activités syndicales, à savoir leur politique visant à faire monter les salaires au-delà de celui qui prévaudrait sur un marché totalement libre. Les autres activités que mènent ou pourraient mener les syndicats n'ont aucun rapport avec notre sujet.

4. Les conséquences politiques du chômage

Le chômage en tant que phénomène permanent d'une amplitude considérable est devenu le principal problème politique des pays démocratiques. Que des millions de personnes soient exclues de manière permanente du processus productif, voilà une situation que l'on ne peut pas tolérer un instant. Le chômeur veut travailler. Il veut gagner sa vie parce qu'il préfère les possibilités offertes par un salaire à la valeur douteuse du loisir permanent dans la pauvreté. Il est désespéré parce qu'il est incapable de trouver du travail. C'est avec des chômeurs que les aventuriers et les dictateurs ambitieux forment leurs sections d'assaut.

L'opinion publique considère la pression du chômage comme une preuve de l'échec de l'économie de marché. Le public croit que le capitalisme a montré son incapacité à résoudre les problèmes de la coopération sociale. Le chômage semble être le résultat inévitable des antinomies, des contradictions de l'économie capitaliste. L'opinion publique n'arrive pas à comprendre que la véritable cause de l'important chômage permanent doit être cherchée dans la politique des salaires menée par les syndicats, avec l'aide que leur accorde le gouvernement. La voix de l'économiste n'atteint pas le public.

Le profane a toujours cru que le progrès technique privait le peuple de son gagne-pain. C'est pour cette raison que les guildes ont persécuté les innovateurs, pour cette raison que les artisans ont détruit des machines. Aujourd'hui, les adversaires

du progrès technique ont le soutien de ceux que l'on considère habituellement comme des scientifiques. On affirme dans des livres et dans des articles que le chômage lié au progrès technique est inévitable — au moins dans le système capitaliste. On recommande pour lutter contre le chômage de travailler moins ; comme les salaires hebdomadaires doivent rester stables ou baisser dans une proportion moindre que la baisse du nombre d'heures, voire même être augmentés, ce moyen conduit la plupart du temps à une hausse des salaires et donc à un accroissement du chômage. On préconise également des projets de travaux publics pour fournir des emplois. Mais si les fonds nécessaires sont obtenus par les impôts ou par l'émission d'obligations du gouvernement, la situation demeure inchangée. Les fonds utilisés pour ces projets sont retirés d'autres branches de la production et l'augmentation du nombre d'emplois est contrebalancée par une perte d'emplois dans d'autres secteurs du système économique.

On a finalement recours au crédit et à l'inflation. Mais face à une hausse des prix et une baisse des salaires réels, les revendications syndicales visant à obtenir des salaires plus élevés deviennent plus fortes. Cependant, il convient de noter que les dévaluations et les mesures inflationnistes ont, dans certains cas, connu un succès temporaire, permis de soulager les effets de la politique salariale des syndicats et d'arrêter pour un moment la montée du chômage

En comparaison du traitement inefficace du problème du chômage dans les pays habituellement qualifiés de démocratiques, la politique des dictatures apparaît comme une grande réussite. Le chômage disparaît si on introduit le travail obligatoire en enrôlant les chômeurs dans l'armée, dans des camps de travail ou dans d'autres services de travail obligatoire. Les employés de ces services doivent se contenter de salaires bien inférieurs à ceux des autres travailleurs. Au fur et à mesure, on essaie d'égaliser les salaires en augmentant ceux des employés des services obligatoires et en diminuant ceux des autres travailleurs. Les succès politiques des pays totalitaires sont en premier lieu basés sur les résultats qu'ils ont obtenus dans leur lutte contre les travailleurs des services obligatoires et par la diminution du salaire des autres travailleurs. Les succès politiques des pays totalitaires sont en premier lieu basés sur les résultats qu'ils ont obtenus dans la lutte contre le chômage.

3.

INFLATION ET ACCROISSEMENT DU CRÉDIT

1. L'inflation

La politique d'inflation, qui consiste à accroître la quantité de monnaie ou de crédit, cherche à faire monter les prix et les salaires nominaux (exprimés dans l'unité monétaire) ou cherche à contrebalancer la baisse des prix et des salaires nominaux qui se dessine et qui résulte de l'augmentation de l'offre de biens de consommation.

Afin de comprendre l'importance économique de la politique d'inflation, nous devons revenir à la loi fondamentale de la théorie monétaire. Cette loi dit : Le service que rend la monnaie à la communauté économique est indépendante de la quantité de monnaie. Que le niveau absolu de la quantité de monnaie d'une économie fermée soit petit ou grand n'a pas d'importance. À long terme, le pouvoir d'achat de l'unité monétaire s'établira de lui-même au niveau où la demande de monnaie sera en équilibre avec la quantité de monnaie. Le fait que chaque individu voudrait posséder une plus grande quantité de monnaie ne doit pas nous tromper. Tout le monde veut être plus riche, avoir plus de biens, et l'exprime en disant qu'il veut plus de monnaie. Mais s'il en avait plus, il la dépenserait en augmentant sa consommation ou ses investissements : à long terme, il n'augmenterait pas du tout la quantité d'argent liquide qu'il conserve, et

ne l'augmenterait pas non plus de manière significative par rapport à l'augmentation de son offre de biens et de services. De plus, la satisfaction qu'il retire de la monnaie supplémentaire dépendra de ce qu'il recevra une part plus grande que les autres de cette nouvelle monnaie, ou de ce qu'il la recevra plus tôt. Un habitant de Berlin, qui aurait jubilé en 1914 s'il avait hérité de manière inattendue de 1 000 marks, n'aurait pas trouvé digne d'attention un montant de 1 000 000 000 marks au cours de l'automne 1923.

Si nous mettons de côté le rôle de la monnaie comme étalon pour les paiements différés, c'est-à-dire pour les obligations et les titres exprimés en montants fixes de monnaie et devant être touchés dans le futur, nous comprenons facilement qu'il est sans importance dans une économie fermée que la quantité de monnaie soit de x millions ou de $100x$ millions d'unités monétaires. Dans le deuxième cas, prix et salaires s'exprimeront simplement dans des quantités d'unités monétaires plus grandes.

Ce que souhaitent les avocats de l'inflation et ce à quoi s'opposent les partisans d'une monnaie saine, ce n'est pas le résultat ultime de l'inflation, à savoir l'augmentation de la quantité de monnaie elle-même, mais plutôt les effets du processus par lequel la monnaie supplémentaire entre dans le système économique et modifie petit à petit les prix et les salaires. Les conséquences de l'inflation sont doubles : 1° le sens des paiements différés est altéré à l'avantage des débiteurs et au détriment des créanciers, et 2° les changements de prix ne se produi-

sent pas simultanément ni dans la même mesure pour tous les biens et tous les services. Par conséquent, tant que l'inflation n'a pas fini d'exercer ses effets sur les prix et sur les salaires, il y aura des groupes de la communauté qui en profiteront, d'autres qui y perdront. Gagnent ceux qui sont en position de vendre à des prix élevés les biens et les services qu'ils proposent alors qu'ils continuent de payer aux anciens prix, moins élevés, les biens et les services qu'ils achètent. Perdent, d'un autre côté, ceux qui doivent payer des prix élevés alors qu'ils vendent encore leurs propres produits et services aux anciens prix. Si, par exemple, le gouvernement augmente la quantité de monnaie afin de payer des armes, les entrepreneurs et les salariés des industries d'armement seront les premiers à réaliser des gains d'inflation. D'autres groupes souffriront de la hausse des prix jusqu'à ce que les prix de leurs produits ou de leurs services augmentent eux aussi. C'est sur ce décalage temporel entre les changements de prix des divers biens et services que repose l'effet favorisant les exportations et décourageant les importations, effet qui résulte de la baisse du pouvoir d'achat de la devise nationale.

Comme les effets recherchés par les partisans de l'inflation sont de nature temporaire, il n'y aurait jamais assez d'inflation à leurs yeux. Une fois que la quantité de monnaie cesse de croître, les groupes qui retirent des bénéfices de l'inflation perdent leur position privilégiée. Ils peuvent conserver les gains réalisés pendant la période d'inflation mais ne peuvent en réaliser d'autres. La montée gra-

uelle du prix des biens, qu'ils achetaient auparavant à des prix relativement bas, porte atteinte à leur situation parce qu'ils ne peuvent plus espérer continuer d'augmenter leurs prix en tant que vendeurs. La demande d'inflation persistera donc.

D'un autre côté, l'inflation ne peut continuer indéfiniment. Dès que le public comprend que le gouvernement ne cherche pas à arrêter l'inflation, que la quantité de monnaie continue sa croissance sans qu'on puisse en voir la fin, et que les prix monétaires de tous les biens et de tous les services continueront donc à monter sans qu'on puisse les arrêter, tout le monde cherchera à vendre autant que possible et à conserver aussi peu de liquide que nécessaire. Conserver de l'argent liquide dans ces conditions ne comporte pas seulement les coûts traditionnellement associés à l'intérêt, mais également des pertes considérables dues à la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Les avantages de l'argent liquide doivent être payés par des sacrifices qui semblent si élevés que les gens renoncent de plus en plus à en conserver. Durant les grandes inflations de la Première Guerre mondiale, on appelait ceci « une fuite vers les valeurs réelles » et la « hausse de panique » [*crack-up boom*]. Le système monétaire est alors au bord de l'effondrement : une panique s'ensuit, et tout finit par une dévaluation complète de la monnaie. On a recours au troc ou à un nouveau type de monnaie. On peut trouver des illustrations de ce schéma avec la devise continentale de 1781, les assignats français de 1796 et le mark allemand de 1923.

On a offert de nombreux arguments erronés pour défendre la politique d'inflation. La moins dangereuse consiste à dire qu'une faible inflation ne fait pas beaucoup de mal. Il faut bien l'admettre. Une faible dose de poison est moins dangereuse qu'une forte dose. Mais cela ne justifie pas l'administration de poison.

On affirme que dans des périodes d'urgence grave, il serait justifié d'utiliser des moyens qui ne seraient pas normalement envisagés. Mais qui décide que la situation est suffisamment urgente pour autoriser l'usage de mesures dangereuses ? Tout gouvernement ou tout parti politique au pouvoir est enclin à considérer les difficultés auxquelles il a affaire comme plutôt exceptionnelles et à en conclure que tous les moyens de les combattre sont justifiés. Le drogué qui dit qu'il va s'arrêter demain ne surmontera jamais sa mauvaise habitude. C'est aujourd'hui que nous devons adopter une politique saine, pas demain.

On prétend souvent qu'une inflation est impossible tant qu'il y a du chômage et des machines non utilisées. Ceci aussi est une dangereuse erreur. Si, au cours d'une inflation, les salaires nominaux restent inchangés et que donc les salaires réels diminuent, il sera possible d'employer plus de travailleurs dans les mêmes conditions. Mais cela ne modifie pas les autres effets de l'inflation. Que les usines non utilisées reprennent ou non dépend du fait que les prix des biens qu'elles peuvent produire figurent ou non parmi ceux qui sont affectés en premier par la montée des prix due à l'inflation.

Si tel n'est pas le cas, l'inflation ne conduira pas à leur réouverture.

On commet une erreur pire encore quand on affirme que l'on ne peut pas parler d'inflation quand la quantité accrue de monnaie correspond à un accroissement de la production et des capacités productives. Les raisons pour lesquelles la monnaie supplémentaire est dépensée n'a aucune importance tant que l'on ne se préoccupe que des changements des prix et des salaires consécutifs à l'inflation. Quelle que soit la manière dont on se procure les moyens pour dépenser, les intérêts de la communauté et de ses citoyens sont toujours mieux servis quand on construit des rues, des maisons et des usines qu'en les détruisant. Mais cela n'a rien à voir avec le problème de l'inflation. Ses effets sur les prix et sur la production se font sentir même si on l'utilise pour financer des projets utiles.

L'inflation, l'impression de papier-monnaie supplémentaire et l'expansion du crédit sont toujours intentionnelles : elles ne sont pas des actes de Dieu qui nous tombent dessus, à l'image d'un tremblement de terre. Quelque important ou pressant que puisse être un besoin, il ne peut être satisfait que grâce aux biens disponibles, à l'aide de biens produits grâce à la réduction d'une autre consommation. L'inflation ne produit pas de biens supplémentaires, elle ne fait que déterminer combien chaque citoyen devra sacrifier. Comme l'impôt ou l'emprunt d'État, elle est un moyen de financement, pas un moyen de satisfaire la demande.

On prétend que l'inflation serait inévitable en temps de guerre. C'est aussi une erreur. Un accroissement de la quantité de monnaie ne crée pas le matériel de guerre — ni directement ni indirectement. On devrait plutôt dire, quand un gouvernement n'ose pas révéler au public la facture des dépenses de guerre et n'ose pas imposer les restrictions à la consommation qu'il ne peut éviter, qu'il préférera l'inflation aux deux autres méthodes de financement, à savoir les impôts et l'emprunt. De toute façon, il faut payer la guerre et le surcroît d'armes et les gens devront donc diminuer leur consommation d'autres biens. Mais il est politiquement opportun — même si c'est fondamentalement antidémocratique — de dire aux gens que la guerre et l'accroissement du nombre d'armes créeront les conditions d'un boom économique et augmenteront la richesse. En tous cas, l'inflation constitue une politique à courte vue.

De nombreux groupes voient l'inflation d'un bon œil parce qu'elle fait du tort au créancier et vient en aide au débiteur. On pense que c'est là une mesure en faveur des pauvres et contre les riches. Il est surprenant de voir à quel point ces concepts traditionnels persistent même dans des conditions radicalement différentes. Il fut un temps où les riches étaient les créanciers, les pauvres étant pour la plupart des débiteurs. Mais à notre époque, avec les titres, les obligations, les caisses d'épargne, les assurances et la sécurité sociale, les choses ont bien changé. Les riches ont investi dans des usines, dans des magasins, dans l'immobilier et dans les actions

ordinaires. Par conséquent ils sont plus souvent débiteurs que créanciers. Au même moment, les pauvres — à l'exception des agriculteurs — sont plus souvent créanciers que débiteurs. En poursuivant une politique défavorable aux créanciers, on fait du tort à l'épargne des masses. On nuit particulièrement aux classes moyennes, aux professions libérales, aux fondations et aux universités. Même les bénéficiaires de la sécurité sociale sont victimes d'une politique s'attaquant aux créanciers.

Il n'est pas nécessaire de parler en détail du contraire de l'inflation, à savoir de la déflation. Cette dernière n'est pas populaire pour la simple raison qu'elle favorise les intérêts des créanciers aux dépens des débiteurs. Aucun parti politique et aucun gouvernement n'a jamais essayé de faire une tentative volontairement déflationniste. L'impopularité de la déflation est clairement montrée par le fait que les inflationnistes parlent tout le temps des maux de la déflation afin de donner à leurs demandes d'inflation et d'accroissement du crédit des apparences de justification.

2. L'accroissement du crédit

Il existe un fait fondamental de l'action humaine : les gens préfèrent des biens de consommation immédiatement disponible à des biens futurs. Une pomme que l'on peut manger tout de suite a une plus grande valeur qu'une pomme qui ne sera disponible que l'année prochaine. Et une pomme disponible l'année prochaine aura à son tour une

plus grande valeur qu'une pomme disponible dans cinq ans. La différence des valeurs qu'on leur attribue se manifeste dans une économie de marché sous la forme de l'escompte auquel sont soumis les biens futurs quand on les compare aux biens actuels. Lors de transactions monétaires, on appelle intérêt cet escompte.

L'intérêt ne peut donc pas être aboli. Afin de l'éliminer, il faudrait empêcher les gens de préférer une maison habitable aujourd'hui à une maison disponible dans dix ans. L'intérêt n'est pas particulier au seul système capitaliste. Dans une communauté socialiste aussi, il faudra prendre en compte le fait qu'une miche de pain non disponible pendant un an ne pourra pas combler une faim actuelle.

L'intérêt ne trouve pas son origine dans l'équilibre de l'offre et de la demande de monnaie sur le marché du capital. C'est plutôt le rôle des marchés de fonds prétables, que l'on appelle dans le métier marché de la monnaie (pour les crédits à court terme) et marché des capitaux (pour les crédits à long terme), que d'ajuster les taux d'intérêts des prêts exprimés en monnaie à la différence d'évaluation entre biens présents et biens futurs. Cette différence d'évaluation est la véritable source de l'intérêt. Un accroissement de la quantité de monnaie, aussi importante soit-elle, ne peut pas influencer le taux d'intérêt à long terme.

Aucune autre loi économique n'est plus impopulaire que celle qui dit que les taux d'intérêt sont, à long terme, indépendants de la quantité de monnaie. L'opinion publique ne veut pas reconnaître

l'intérêt comme un phénomène du marché. On pense que l'intérêt est un mal, un obstacle au bien-être humain et on demande donc de l'éliminer ou au moins de le réduire considérablement. L'accroissement du crédit est considéré par ailleurs comme le moyen approprié pour nous apporter de « l'argent facile ».

Il n'y a pas de doute que l'accroissement du crédit conduise à une réduction du taux d'intérêt à court terme. Au début, la quantité additionnelle de crédit oblige le taux d'intérêt des prêts monétaires à se situer à un niveau inférieur à ce qu'il aurait été sur un marché non manipulé. Mais il est tout aussi clair que même le plus important accroissement du crédit ne peut pas modifier la différence d'évaluation entre biens actuels et biens futurs. Le taux d'intérêt doit en fin de compte revenir au niveau qui correspond à cette différence d'évaluation. La description de ce processus d'ajustement est du ressort de cette branche de l'économie que l'on appelle la théorie des cycles.

Pour chaque ensemble de prix, de salaires et de taux d'intérêts, il se trouve des projets qui ne seront pas entrepris parce qu'un calcul de rentabilité montre qu'ils n'offrent aucune chance de succès. L'homme d'affaires n'a pas le courage de se lancer dans l'aventure parce que ses calculs l'ont convaincu qu'il ne gagnera rien mais au contraire perdra de l'argent.

Le manque d'attrait du projet n'est pas une conséquence des conditions monétaires ou du crédit ;

il est dû à la rareté des biens économiques et du travail et au fait qu'ils doivent être consacrés à des usages plus pressants et donc plus attractifs.

Quand les taux d'intérêt sont artificiellement baissés par un accroissement du crédit, on crée la fausse impression que des entreprises considérées auparavant comme non rentables le deviennent. La monnaie facile conduit les entrepreneurs à se lancer dans des affaires qu'ils n'auraient pas entreprises à des taux d'intérêt élevés. Grâce à la monnaie empruntée, ils entrent sur le marché, augmentent la demande et font monter les salaires et les prix des moyens de production. Ce boom économique se serait évidemment arrêté immédiatement en l'absence de nouveaux crédits supplémentaires, parce que les hausses de prix auraient fait réapparaître l'absence de rentabilité des nouvelles entreprises. Mais si les banques continuent d'accroître le crédit, ce frein ne fonctionne pas. Le boom continue.

Ce boom ne peut pas continuer indéfiniment. Il n'y a qu'une alternative. Soit les banques continuent d'accroître le crédit sans restriction, et causent ainsi une montée constante des prix et une orgie spéculative de plus en plus forte, ce qui se terminera comme dans tous les cas d'inflation illimitée par une hausse de panique et un effondrement du système monétaire et du système de crédit¹. Soit les banques s'arrêtent avant d'atteindre cette limite et renoncent volontairement à tout nouvel accrois-

¹ Comme expliqué dans la présente partie sur l'accroissement du crédit.

sement du crédit, causant ainsi une crise. Dans les deux cas, il s'ensuit une dépression.

Il est évident qu'un simple processus bancaire comme l'est l'accroissement du crédit ne peut pas créer plus de biens et de richesses. Le véritable résultat de l'accroissement du crédit, c'est d'introduire une source d'erreur dans les calculs des entrepreneurs et de les conduire à se tromper lors de l'évaluation des projets commerciaux ou des projets d'investissement. Les entrepreneurs agissent comme s'il y avait plus de biens de production disponibles qu'il n'y en a en réalité. Ils prévoient d'augmenter la production à un niveau pour lequel les quantités disponibles de biens de production ne suffisent pas. Ces plans sont destinés à échouer en raison de la quantité insuffisante de biens de production. Il en résulte des usines qui ne peuvent pas être utilisées parce que les biens complémentaires manquent ; d'autres dont la construction ne peut pas être achevée ; d'autres encore dont les produits ne peuvent pas être vendus parce que les consommateurs en préfèrent d'autres qui ne peuvent être produits en quantité suffisante, les capacités productives nécessaires n'étant pas là. Le boom économique n'est pas un *sur-invesissement* mais un investissement *fourvoyé*.

On attaque souvent cette conclusion, qui ne serait vraie que s'il n'existaient ni capacités inusitées ni chômage au début de l'accroissement du crédit. En cas de chômage et de capacités non utilisées, les choses seraient différentes, nous affirme-t-on. Or ces hypothèses ne changent rien au raisonnement.

Le fait qu'une partie de la capacité de production ne pouvant être utilisée pour un autre usage ne soit pas utilisée est la conséquence d'erreurs commises par le passé. Des investissements ont été faits autrefois, sous des hypothèses qui se sont révélées erronées : le marché veut aujourd'hui quelque chose d'autre que ce que peuvent produire ces installations¹. L'accumulation de stocks constitue une spéculation. Le propriétaire ne veut pas vendre ses biens aux prix actuels du marché parce qu'il espère en tirer de meilleurs prix dans le futur. Le chômage des travailleurs est également une facette de la spéculation. Le travailleur ne veut pas déménager ou changer de métier, ne veut pas non plus baisser ses exigences salariales parce qu'il espère trouver l'emploi qu'il préfère au lieu qu'il préfère et à un meilleur salaire. Les propriétaires de marchandises comme les chômeurs refusent de s'ajuster aux conditions du marché parce qu'ils espèrent de nouvelles données qui modifieront les conditions du marché à leur avantage. Et comme ils ne veulent pas réaliser les ajustements nécessaires, le système économique ne peut pas atteindre « l'équilibre ».

D'après les avocats de l'accroissement du crédit, ce qu'il faut faire pour utiliser à plein les capacités inusitées, pour vendre les stocks à des prix acceptables par les propriétaires et pour permettre aux travailleurs de trouver des emplois à des salaires

¹ En l'absence d'accroissement du crédit, il y aurait aussi des usines n'étant pas utilisées à leur pleine capacité. Mais elles ne perturbent pas plus le marché que les terrains submarginaux laissés en friche.

qui les satisfassent, c'est tout simplement les crédits supplémentaires que permet l'accroissement qu'ils défendent. Telle est l'idée qui sous-tend tous les schémas cherchant à « amorcer la pompe ». Elle serait correcte en ce qui concerne les stocks de biens et les chômeurs sous deux conditions : 1° si la hausse des prix causée par la quantité additionnelle de monnaie et de crédit affectait simultanément et uniformément tous les autres prix et salaires, et 2° si les propriétaires des surplus et les chômeurs n'augmentaient pas les prix et les salaires qu'ils réclament. Ceci conduirait alors à changer les rapports d'échange entre ces biens et services d'une part, les autres biens et services d'autre part, de la même façon qu'ils auraient changé en l'absence de crédits supplémentaires par une diminution des prix et des salaires destinées à trouver acheteurs et employeurs.

Le déroulement du boom n'est pas modifié s'il y a, à son commencement, des capacités productives non employées, des stocks de biens invendus et des travailleurs au chômage. Nous pouvons par exemple supposer que nous traitons de mines de cuivre, de stocks de cuivre et de mineurs extrayant du cuivre, et que le prix du cuivre est à un niveau où certaines mines ne peuvent pas continuer leur production de manière rentable : leurs travailleurs doivent rester sans rien faire s'ils ne veulent pas changer d'emploi et les propriétaires de stocks de cuivre ne peuvent en vendre qu'une partie s'ils refusent de baisser leurs prix. Ce qu'il faut pour remettre au travail les mineurs et les mines et pour

vendre les stocks sans baisser les prix, c'est un accroissement p des biens de production en général, ce qui permettrait d'augmenter la production générale de sorte qu'une augmentation des prix, des salaires et de la production de cuivre s'ensuivrait. Si cet accroissement p ne se produit pas, mais que les entrepreneurs sont induits en erreur par l'accroissement du crédit, qui les fait agir comme si p avait eu lieu, les effets sur le marché du cuivre seront au début les mêmes que si p s'était réellement produit. Mais tout ce qui a été dit auparavant sur les effets de l'accroissement du crédit se développe également dans ce cas. La seule différence, c'est que l'investissement fourvoyé de capital, pour ce qui concerne le cuivre, n'a pas besoin de retirer du capital ou du travail aux autres secteurs de la production qui dans les conditions du moment sont considérés comme prioritaires par les consommateurs. Mais ceci n'est dû qu'à ce que le boom résultant de l'accroissement du crédit, en ce qui concerne le cuivre, touche des capitaux et des travailleurs préalablement mal orientés mais ne s'étant pas encore ajustés par le processus correcteur normal du mécanisme des prix.

Le véritable sens du raisonnement concernant les capacités inusitées, les stocks invendus — ou comme on le dit de manière imprécise, invendables — et les travailleurs inactifs devient dès lors évident. Tout accroissement du crédit est confronté à son origine à de tels vestiges d'investissements anciens et fourvoyés du capital, et semble les « corriger ». En réalité, il n'en fait rien et perturbe le

fonctionnement du processus d'ajustement. L'existence de moyens de production inutilisés ne change en rien les conclusions de la théorie monétaire des cycles économiques. Les défenseurs de l'accroissement du crédit se trompent quand ils croient qu'à cause de tels moyens de production non employés la suppression de toute possibilité d'accroissement du crédit perpétuerait la dépression. Les mesures qu'ils proposent ne perpétueraient pas la véritable prospérité, mais interféreraient constamment avec le processus de réajustement et de retour aux conditions normales.

Il est impossible d'expliquer les changements cycliques de l'économie sur une base autre que celle de la théorie habituellement appelée théorie monétaire des cycles économiques. Même les économistes qui refusent de reconnaître dans la théorie monétaire l'explication correcte des cycles économiques n'ont jamais essayé de nier la validité de ses conclusions sur les effets d'un accroissement du crédit. Afin de défendre leurs théories des cycles, qui diffèrent de la théorie monétaire, ils doivent toutefois admettre que l'embellie ne peut pas se produire sans accroissement simultané du crédit et que la fin de ce dernier marque aussi le tournant du cycle. Les adversaires de la théorie monétaire se bornent en effet à affirmer que l'embellie du cycle n'est pas causée par l'expansion du crédit mais par d'autres facteurs et que l'accroissement du crédit, sans lequel l'embellie serait impossible, n'est pas la conséquence d'une politique destinée à faire baisser les taux d'intérêt et à inciter la mise en œuvre de

nouveaux projets commerciaux, mais qu'il résulte de conditions conduisant d'une façon ou d'une autre à cette embellie sans intervention des banques ou des autorités.

Certains ont affirmé que l'accroissement du crédit résulte de la hausse des taux d'intérêt venant de ce que les banques n'arrivent pas à augmenter leurs taux d'intérêt conformément à l'augmentation de taux « naturel »¹. Cet argument ne saisit pas le point principal de la théorie monétaire du cycle. Il importe peu que l'accroissement du crédit provienne de ce que les banques facilitent l'accès au crédit ou de ce qu'elles n'arrivent pas à s'aligner sur les conditions du marché. Ce qui compte, c'est uniquement le fait qu'il y ait accroissement du crédit en raison de l'existence d'institutions considérant qu'il est de leur rôle d'influencer les taux d'intérêts par l'octroi de crédits supplémentaires². Tous ceux qui croient que l'accroissement du crédit est un facteur décisif du mouvement qui conduit l'économie vers l'embellie, celle-ci devant nécessai-

¹ Fritz Machlup parle d'une « inflation passive » (*The Stock Market, Credit and Capital Formation*, Londres, 1940, p. 248).

² Quand une banque est incapable d'accroître le crédit, elle ne peut pas engendrer d'embellie même si elle baisse ses taux d'intérêt sous le niveau du marché. Dans ce cas elle ferait simplement un cadeau à ses débiteurs. En ce qui concerne les mesures de stabilisation, il ne faut pas tirer de la théorie monétaire du cycle la conclusion que les banques ne devraient pas diminuer leurs taux d'intérêt, mais qu'elles ne devraient pas augmenter le crédit. C'est ce qui a échappé à Gottfried Haberler (*Prosperity and Depression*, Société des Nations, 1939, pp. 65 sqq.) et fait que l'on ne peut pas accepter ses critiques.

rement être suivie d'une crise et d'une dépression, devraient admettre que le moyen le plus sûr pour éliminer les cycles du système économique consiste à empêcher l'accroissement du crédit. Mais malgré le consensus général sur le fait que des mesures devraient être prises pour calmer les mouvements oscillants du cycle, les propositions destinées à empêcher l'accroissement du crédit ne sont pas entendues. On réclame une politique des cycles économiques permettant de perpétuer l'embellie créée par l'expansion du crédit tout en empêchant la dépression. Les propositions d'arrêter l'accroissement du crédit sont écartées parce qu'elles perpétueraient la dépression. Il ne peut y avoir de preuve plus convaincante de la théorie expliquant les cycles économiques comme conséquence des interventions en faveur d'une politique d'argent facile que cette obstination à refuser d'abandonner l'accroissement du crédit.

Il faudrait ignorer tous les événements de l'histoire économique récente si l'on voulait nier que les mesures cherchant à faire baisser les taux d'intérêt sont considérées comme souhaitables et que l'accroissement du crédit est quant à lui considéré comme le moyen le plus fiable d'atteindre ce but. Le fait que le bon fonctionnement, le développement harmonieux et le progrès constant de l'économie sont toujours et encore perturbés par les booms artificiels et les dépressions qui en résultent, ne constitue pas une caractéristique intrinsèque de l'économie de marché. C'est plutôt la conséquence inévitable des interventions répétées et destinées à

mettre en place une politique d'argent facile au moyen de l'accroissement du crédit.

3. Le contrôle des changes

Toute tentative du gouvernement de donner de force au papier-monnaie ou à la monnaie nationale une valeur supérieure au prix du marché entraîne les effets décrits par la loi de Gresham. Il en résulte ce que l'on appelle communément une pénurie de devises étrangères. Cette expression est trompeuse. Car tous ceux qui offrent pour un bien donné un prix inférieur à celui du marché sont incapables de l'acheter : ce qui est vrai pour tous les autres biens l'est aussi pour les devises étrangères.

Le fait qu'un bien économique n'est pas suffisamment abondant pour satisfaire tous les usages souhaités constitue une de ses caractéristiques essentielles. Un bien qui ne conduirait pas à une « pénurie » dans cette acception du terme serait un bien libre. Comme la monnaie est nécessairement un bien économique, et pas un bien libre, il est inconcevable qu'il n'y ait « pénurie » de monnaie. Les gouvernements qui adoptent une politique d'inflation tout en prétendant en même temps ne pas avoir fait baisser le pouvoir d'achat de la devise nationale ont autre chose en tête lorsqu'ils se plaignent d'une pénurie de devises étrangères. S'ils s'abstenaient de toute action supplémentaire après avoir augmenté la quantité de monnaie nationale par l'inflation, la valeur de la devise nationale diminuerait par rapport à une monnaie métallique,

son taux de change et son pouvoir d'achat baisseraient. Il n'y aurait alors aucune « pénurie » de monnaie métallique ou de devises étrangères. Ceux qui seraient prêts à payer le prix du marché pourraient obtenir contre leurs devises nationales n'importe quel montant de monnaie métallique ou de devises étrangères. Ceux qui achètent des biens doivent payer le prix du marché après conversion par le taux de change du marché : soit ils payent en monnaie métallique (ou en devises étrangères), soit ils payent le montant correspondant en devises nationales, ce montant étant déterminé par le taux de change du marché.

Le gouvernement ne veut cependant pas accepter ces conséquences. Étant souverain, il se croit omnipotent. Il peut édicter des lois pénales ; il dispose des tribunaux et de la police, de potences et de prisons, il peut éliminer tous les opposants. Il ordonne par conséquent de ne pas augmenter les prix. D'un côté, le gouvernement imprime de nouveaux billets, entre sur le marché avec cette nouvelle monnaie et crée donc une demande supplémentaire de biens. De l'autre côté, il interdit l'augmentation des prix, parce qu'il pense pouvoir faire tout ce qu'il veut.

Nous avons déjà traité des tentatives de fixer le prix des biens et des services. Nous allons désormais étudier les tentatives de fixer les taux de change.

Le gouvernement fait porter la responsabilité de l'augmentation des taux de change sur le déficit de la balance des paiements et sur la spéculation.

Refusant d'abandonner la fixation des taux de changes, il prend des mesures destinées à réduire la demande. Le change n'est autorisé que pour ceux qui en ont besoin dans un but approuvé par le gouvernement. Les biens dont l'importation est considérée comme superflue par le gouvernement ne doivent plus être importés ; le paiement des intérêts et de l'amortissement aux créanciers étrangers est stoppé, les citoyens n'ont plus le droit de voyager à l'étranger. Le gouvernement n'arrive pas à comprendre que ses efforts pour « améliorer » la balance des paiements ne servent à rien. Si l'on importe moins, on exportera moins. Les citoyens qui dépenseront moins d'argent à l'étranger, en produits étrangers, en paiements d'intérêts et en remboursement de prêts contractés à l'étranger n'utiliseront pas la monnaie non utilisée pour augmenter leurs réserves de liquidité. Ils la dépenseront dans le pays, faisant ainsi monter les prix du marché national. En raison la hausse des prix, parce que les citoyens achètent plus dans leur propre pays, on exportera moins. Les prix n'augmentent pas seulement parce que les importations sont devenues plus chères lorsqu'on les exprime dans la monnaie nationale, mais aussi parce que la quantité de monnaie a augmenté et parce que les citoyens manifestent une demande plus importante de biens nationaux.

Le gouvernement croit qu'il peut atteindre ses buts en nationalisant les taux de change. Dans ce cas, ceux qui reçoivent des devises étrangères — du fait d'exportations par exemple — sont obligés par

la loi de les donner au gouvernement et reçoivent uniquement en échange le montant de devises nationales correspondant au taux fixé par le gouvernement, taux inférieur à celui du marché. Si l'on devait faire appliquer ce principe avec logique, les exportations s'arrêteraient totalement. Comme le gouvernement ne désire pas cet effet, il doit finalement céder. Il donne des subventions aux exportations, destinées à compenser les pertes subies par les exportateurs en raison de l'obligation qui leur est faite de se tourner vers le gouvernement pour échanger les devises étrangères à des taux de change fixes.

De l'autre côté, le gouvernement vend des devises étrangères à ceux qui en ont besoin pour des buts qui ont l'aval des gouvernants. Si le gouvernement suivait sa fiction et ne demandait que le prix officiel pour ces devises étrangères, cela reviendrait à subventionner les importateurs (mais pas l'importation). Comme tel n'est pas l'objectif du gouvernement, on cherche à compenser cet effet en augmentant par exemple les taxes à l'importation ou en imposant des taxes spéciales sur les transactions et sur les profits réalisés par les importateurs.

Le contrôle des changes signifie la nationalisation du commerce extérieur et de toutes les transactions avec les pays étrangers. Il ne modifie pas les taux de change. Que le gouvernement supprime ou non la publication des véritables taux de change reflétant les conditions du marché n'a pas d'importance. Les seuls taux de change qui comptent lors

de transactions commerciales avec l'étranger sont ceux qui reflètent le pouvoir d'achat de la devise nationale.

Les effets sur la vie du citoyen d'une telle nationalisation des relations économiques avec les pays étrangers sont d'autant plus grands que le pays est petit et qu'il entretient des liens étroits en ce qui concerne les relations économiques internationales. Voyager à l'étranger, suivre des cours dans des universités étrangères, lire des livres et des journaux publiés à l'étranger ne sont possibles que si le gouvernement met les devises étrangères à la disposition des individus. Pour ce qui est de faire baisser les taux de change, le contrôle est un échec total. Mais c'est un bon moyen pour instaurer une dictature.

4. La fuite du capital et le problème des « capitaux flottants »

On affirme parfois que le contrôle des changes serait nécessaire pour empêcher la fuite du capital.

Quand un capitaliste craint la confiscation partielle ou totale de ses biens par l'État, il cherche à sauver ce qu'il peut. Il est toutefois impossible de retirer le capital investi dans des entreprises pour le transférer dans un autre pays sans subir de lourdes pertes. S'il existe une crainte générale de confiscation étatique, le prix payé pour s'engager dans les affaires baisse au niveau reflétant la probabilité d'une telle confiscation. En octobre 1917, on ne donnait en Russie que quelques sous pour des en-

treprises qui représentaient des investissements de millions de roubles-or. Par la suite elles devirent totalement invendables.

Le terme de « fuite du capital » est trompeur. Le capital investi dans les entreprises, les bâtiments et l'immobilier ne peut pas fuir : il ne peut que changer de main. L'État qui souhaite confisquer n'y perd rien. C'est le nouveau propriétaire qui sera la victime de la confiscation à la place de l'ancien.

Seul l'entrepreneur qui a compris à temps le danger de la confiscation est capable d'éviter la perte qui menace autrement qu'en vendant toutes ses affaires. Il peut s'abstenir de renouveler les équipements totalement usés et transférer les montants ainsi économisés vers d'autres pays. Il peut laisser à l'étranger les fonds obtenus lors d'exportations. S'il utilise la première méthode, son usine cessera tôt ou tard d'être productive ou au moins d'être concurrentielle. S'il choisit la seconde, il devra restreindre ou arrêter sa production par manque de capital, à moins de pouvoir emprunter des fonds supplémentaires.

Hormis cette exception, un État cherchant à confisquer partiellement ou totalement les entreprises situées sur son territoire ne court pas le risque de perdre une partie de son butin par la fuite des capitaux.

Les propriétaires de monnaie, de billets à ordre, de dépôts et d'autres titres se trouvent dans une meilleure situation que les propriétaires d'entreprises et de propriétés concrètes. Ils ne sont toutefois pas menacés par la seule confiscation : l'inflation

peut aussi les priver de tout ou partie de leur propriété. Mais ils peuvent acheter des devises étrangères et transférer leur capital à l'étranger, parce que leur capital ne consiste qu'en liquidités.

Les gouvernements ne veulent pas l'admettre. Ils croient qu'il est du devoir de chaque citoyen d'accepter tranquillement les mesures confiscatoires ; et ceci même dans le cas où — comme avec l'inflation — les mesures ne bénéficient pas à l'État mais uniquement à certains citoyens. L'un des rôles assignés au contrôle des changes est d'empêcher une telle fuite du capital.

Examinons un exemple historique. Au cours des premières années qui ont suivi l'armistice de 1918, il était possible de vendre à l'étranger des billets de banques, des obligations et des titres allemands, autrichiens et hongrois, remboursables dans la monnaie de ces pays. Les gouvernements empêchèrent alors directement ou indirectement de telles ventes en forçant leurs sujets à leur donner les devises étrangères reçues au cours de ces transactions. Les économies allemande, autrichienne ou hongroise devinrent-elles plus riches ou plus pauvres du fait de cette intervention ? Supposons qu'en 1920 des Autrichiens aient réussi à vendre à des étrangers des titres sur des hypothèques autrichiennes au prix de 10 dollars pour chaque unité ayant une valeur de 1000 couronnes. Le créancier autrichien aurait donc sauvé environ 5 % de la valeur nominale de son titre. Le débiteur autrichien n'aurait pas été affecté en quoi que ce soit. Cependant, lorsque le débiteur autrichien dut rembourser

sa dette à la valeur nominale de 1000 couronnes, ce qui correspondait environ à 200 dollars en 1914, les 1000 couronnes remboursées en 1922 ne valaient plus qu'à peu près 1,4 cent. La perte d'environ 9,98 dollars aurait été subie par le propriétaire étranger, pas par un Autrichien. Peut-on dire, dès lors, qu'une politique empêchant de telles transactions était justifiée par les intérêts des Autrichiens ?

Les propriétaires de liquidités essaient autant que possible d'éviter les risques de dévaluation qui menacent de nos jours tous les pays. Ils conservent de gros comptes en banque dans les pays les moins susceptibles de dévaluer dans un avenir immédiat. Si les conditions évoluent et qu'ils craignent pour leurs fonds, ils transfèrent leurs comptes vers d'autres pays qui offrent pour le moment une plus grande sécurité. Ces comptes toujours prêts à fuir — appelés « capitaux flottants » [*hot money*] — ont exercé une influence considérable sur les données et le fonctionnement du marché international de la monnaie. Ils représentent actuellement un sérieux problème pour le bon fonctionnement du système bancaire moderne.

Au cours des cent dernières années, tous les pays avaient adopté un système de réserve unique. Afin de faciliter la poursuite par la Banque centrale d'une politique d'accroissement du crédit national, les autres banques ont été incitées à déposer la majorité de leurs réserves à la Banque centrale. Les banques ont alors réduit leurs réserves de liquidités au montant indispensable pour le cours normal des affaires de tous les jours. Elles n'ont plus considéré

comme nécessaire de coordonner les titres payables et encaissables arrivant à terme, de façon à pouvoir remplir pleinement et rapidement leurs obligations à tout instant. Afin de pouvoir faire face aux demandes de paiements des déposants pour les titres arrivant quotidiennement à terme, elles estimèrent suffisant de posséder des avoirs que la Banque centrale considérait comme une base satisfaisante pour lui accorder des crédits.

Quand l'afflux de « capitaux flottants » commença, les banques ne virent aucun danger dans l'accroissement de la demande de dépôts à court terme. En comptant sur la Banque centrale, elles acceptèrent les dépôts et les utilisèrent comme base pour augmenter leurs prêts. Elles ne prirent pas conscience du danger qu'elles attisaient. Elles ne pensèrent pas un instant aux moyens dont elles auraient un jour besoin pour rembourser ces dépôts qui étaient à l'évidence sans cesse prêts à partir.

On dit que l'existence de tels « capitaux flottants » nécessite un contrôle des changes. Étudions la situation aux États-Unis. Si, le 5 juin 1933, les États-Unis n'avaient pas interdit la possession d'or par les particuliers, les banques auraient été capables de poursuivre une activité spécifique de dépôts d'or, en séparant cette branche de leurs autres transactions commerciales. Ils auraient acheté de l'or pour ce secteur d'activité, or qu'ils auraient pu conserver eux-mêmes ou déposer, estampillé, en sécurité dans les banques de la Réserve fédérale. Ainsi, cet or aurait été isolé de la devise américaine et du système bancaire. Ce n'est que parce que le

gouvernement est intervenu en interdisant aux particuliers de posséder de l'or que le problème des « capitaux flottants » est survenu. Le fait que les effets malencontreux d'une intervention rende d'autres interventions nécessaires ne justifie pas l'interventionnisme.

Bien entendu, ce problème n'est plus d'actualité aujourd'hui. La fuite des capitaux a atteint son dernier havre, les États-Unis. Il n'y a plus d'autre endroit sûr où ils pourraient partir si ce refuge se révélait illusoire.

4.

CONFISCATION ET SUBVENTIONS

1. La confiscation

La confiscation complète de toute propriété privée équivaut à introduire le socialisme. Nous n'avons donc pas à nous en occuper dans le cadre d'une analyse des problèmes de l'interventionnisme. Nous ne nous intéresserons ici qu'à la confiscation partielle de la propriété privée. Aujourd'hui on essaie principalement d'y parvenir par la taxation.

Les motivations idéologiques d'une telle action ne sont pas sans importance. La seule question qui nous intéresse est tout simplement la suivante : Que recherche-t-on par ces mesures et qu'en retire-t-on en réalité ?

Étudions d'abord les impôts qui n'ont d'impact direct ou indirect que sur le revenu. Il y a de nos jours une tendance dans tous les pays à taxer les revenus les plus importants à des taux plus élevés que les revenus plus faibles. Dans le cas de revenus dépassant un certain montant, la plupart des pays prélevent une taxe pouvant atteindre un taux de 90 %. Les moyens prescrits par la loi pour évaluer le revenu et l'interprétation de ces lois par les agences gouvernementales permettent de trouver des revenus bien plus élevés que ceux que l'on établirait au moyen de principes sains de comptabilité. Si les contribuables ne pouvaient pas éviter certaines taxes en utilisant les lacunes de la loi, leurs

impôts dépasseraient régulièrement le montant de leurs revenus réels. Or le législateur essaie de combler ces lacunes.

L'opinion populaire est enclue à croire que la taxation des gros revenus ne concerne pas les classes moins fortunées. C'est une erreur. Ceux qui gagnent le plus consomment habituellement une proportion plus faible de leurs revenus ; ils épargnent et investissent une part plus importante que les gens moins riches. Et ce n'est que grâce à l'épargne et à l'investissement que l'on crée le capital. Seule la part du revenu non consommée peut être accumulée comme capital. En faisant payer aux plus hauts revenus une plus grande part des dépenses publiques qu'aux revenus plus faibles, on empêche le capital de jouer son rôle et on élimine la tendance, qui prévaut dans une société accroissant son capital, à l'augmentation de la productivité marginale du travail et donc à la hausse des salaires.

Il en est de même bien sûr, et même dans une mesure plus grande encore, de toutes les méthodes taxant une partie du capital. En l'utilisant pour payer les dépenses publiques, par exemple grâce à un prélèvement direct sur le capital ou un impôt sur les successions, on consomme directement le capital.

Le démagogue dit aux électeurs : « L'État doit dépenser beaucoup. Mais le financement de ces dépenses ne vous concerne pas. C'est aux riches de payer. » Le politicien honnête devrait dire : « *Malheureusement*, l'État aura besoin de plus d'argent

pour payer ses dépenses. En tout cas, vous devrez en payer la majeure partie parce que vous recevez et consommez la plus grande part du revenu total du pays. Vous avez le choix entre deux méthodes : soit vous réduisez votre consommation tout de suite, soit vous consommez d'abord le capital des riches et subirez un peu plus tard une baisse des salaires. »

La pire espèce de démagogue va même plus loin et dit : « Nous devons nous armer et peut-être même entrer en guerre. Non seulement cela ne va pas baisser votre de niveau de vie, mais cela va même l'accroître. Nous devons entreprendre dès maintenant un programme de logement à grande échelle et augmenter les salaires. » À cela nous devons répondre qu'en raison de la quantité limitée de matériel et de travail, nous ne pouvons à la fois fabriquer des armes et des habitations. Göring était plus honnête à cet égard. Il avait dit à son peuple « des armes *ou* du beurre », pas « des armes *et* (par conséquent) encore plus de beurre. » Cette honnêteté est la seule chose que Göring puisse mettre à son crédit devant le tribunal de l'Histoire.

Un système fiscal qui servirait véritablement les intérêts des salariés ne taxerait que la partie consommée du revenu, et non celle qui est épargnée ou investie. De lourds impôts sur les *dépenses* des riches ne nuisent pas aux intérêts des masses ; à l'inverse, toute mesure qui empêche la formation de capital ou qui consomme ce dernier leur fait du tort.

Bien sûr, il y a des circonstances qui rendent la consommation du capital inévitable. Une guerre

coûteuse ne peut pas être financée sans mesure dommageable. Mais ceux qui sont conscients des effets de la consommation du capital essaieront de maintenir cette dernière dans les limites du nécessaire, parce que c'est dans l'intérêt des *travailleurs*, non parce que c'est dans l'intérêt du *capital*. Il peut exister des situations où il est inévitable de mettre le feu à la maison afin de l'empêcher de geler, mais ceux qui le font doivent se rendre compte des coûts et de ce qu'ils devront faire plus tard sans elle. Nous devons le souligner, particulièrement aujourd'hui, afin de réfuter les erreurs actuelles sur la nature des embellies économiques dues à la guerre et à l'armement.

Les coûts d'un très lourd armement doivent être payés par l'inflation, l'emprunt ou les impôts, ce qui empêche la formation du capital ou même le consomme. La façon dont l'inflation conduit aux conditions économiques d'un boom n'a pas besoin d'être expliquée plus à fond. Quand des fonds sont rendus disponibles par l'emprunt, cela ne peut que déplacer la production et l'investissement d'un secteur économique vers un autre : la croissance de la production et de la consommation dans un secteur est compensée par une baisse de la production et de la consommation dans un autre. Les fonds qui ne vont pas à la formation du capital et ceux qui sont soustraits au capital déjà accumulé peuvent avoir pour effet d'accroître la consommation actuelle. Ainsi, la consommation pour des buts militaires peut être augmentée sans diminuer celle dans d'autres secteurs. On peut appeler cela « stimuler »

les affaires. Mais nous ne devons pas oublier que tous les effets de ce boom, qui sont considérés comme favorables à présent, devront être payés par une dépression et par une réduction de la consommation dans le futur.

2. L'obtention de fonds pour les dépenses publiques

La faim ne peut être satisfaite qu'avec le pain qui existe déjà : le pain futur ne peut satisfaire personne aujourd'hui. Il pourrait sembler superflu de répéter de telles évidences s'il n'était pas nécessaire de réfuter des erreurs en ce qui concerne l'obtention de fonds destinés aux dépenses publiques.

La guerre, dit-on souvent, n'est pas menée dans notre seul intérêt mais aussi dans celui de nos enfants et de nos petits-enfants. Il est donc parfaitement juste qu'ils participent eux aussi aux coûts de la guerre. Par conséquent, seule une partie des dépenses de guerre devrait être payée par les impôts ; le reste devrait être payé par l'emprunt : le paiement des intérêts et le remboursement des prêts seraient alors le problème des générations futures.

C'est un parfait non-sens. Une guerre ne peut être menée qu'avec les armes déjà disponibles aujourd'hui. Le matériel et le travail qui sont mis au service de l'armement sont par conséquent trouvés dans les moyens actuellement disponibles et diminuent la production d'autres biens pour ceux qui vivent aujourd'hui. Ils sont pris sur le revenu actuel et sur la propriété actuelle. Les petits-enfants ne sont concernés que parce qu'ils vont hériter moins.

Aucune méthode de financement ne peut changer ce fait.

Même si une partie des dépenses de guerre est couverte par l'emprunt, des ressources qui auraient été sinon consacrées à la production d'autres biens sont désormais utilisées pour des buts de guerre. Ce n'est que pour celui qui est aujourd'hui Secrétaire au Trésor que l'emprunt signifie remettre le paiement à plus tard. Pour les citoyens, l'emprunt signifie qu'ils paient tout de suite en renonçant à consommer maintenant. Ce qu'un homme emprunte n'est pas disponible au prêteur pendant la durée du prêt.

Un individu peut acheter un réfrigérateur à crédit si quelqu'un lui accorde le financement dont il besoin. La totalité des citoyens du monde ou une économie fermée ne peut pas acheter quoi que ce soit à crédit. Ceux qui ne sont pas nés ne peuvent pas non plus nous prêter quoi que ce soit. À ce sujet, nous pouvons oublier les prêts étrangers : ils sont de nos jours [1940] hors de question pour les États-Unis.

Toute aussi erronée est l'idée selon laquelle les emprunts du gouvernement constituent une mesure favorisant les riches. Si nous taxions les riches encore plus que nous ne le faisons, nous devrions leur retirer leurs affaires, c'est-à-dire que nous devrions adopter le socialisme. Comme nous ne voulons pas aller aussi loin et que nous ne voulons pas taxer plus fortement les masses, nous choisissons le moyen apparemment indolore de l'emprunt.

« Voilà bien le problème, répond le socialiste. Vous ne voulez pas adopter le socialisme. L'Allemagne, cependant, prouve que le socialisme est une méthode supérieure pour ce qui est de produire des armes. L'armée allemande est la mieux équipée du monde. Le noeud du problème mondial tient à la supériorité de l'équipement allemand. »

Cet argument n'a pas non plus saisi ce qu'il en est. L'Allemagne est la mieux équipée parce que depuis au moins huit ans elle a réduit la consommation de tout son peuple et a mis tout son système de production au service de l'armement. En raison d'une incroyable myopie, l'Angleterre, la France et les petites démocraties n'ont pas réussi à s'armer pour se défendre. Même après le début de la guerre, ils ne l'ont pas prise au sérieux. La lutte contre le profit leur semblait plus importante que la lutte contre les nazis.

Les mêmes principes que pour toute autre production valent pour l'industrie d'armement. L'entreprise privée est plus efficace que l'entreprise publique. Il y a cent ans, les fusils et les canons étaient principalement produits par les arsenaux et par les petits artisans. Les entrepreneurs privés ne trouvaient pas la production d'armes intéressante. Ce n'est que lorsqu'ils prirent conscience de ce que les nations ne cherchaient qu'à s'exterminer les unes les autres qu'ils commencèrent à fabriquer des armes. Leur succès fut prodigieux. Les armes produites par les grandes industries privées marchèrent bien mieux dans les combats (dans les guerres) que les produits des arsenaux étatiques. Toutes les amé-

liorations et tous les perfectionnements du matériel de guerre trouvent leur origine dans l'entreprise privée. Les arsenaux d'État ont toujours été à la traîne quand il fallait accepter de nouvelles techniques, et les experts militaires ont toujours été réticents à accepter les améliorations que les entrepreneurs leur proposaient.

Contrairement à la croyance populaire, les nations ne font pas la guerre pour permettre aux fabricants d'armes de gagner de l'argent. Au contraire, les fabricants d'armes existent parce que les nations mènent des guerres. Les entrepreneurs et les capitalistes qui produisent des armes fabriqueraient d'autres biens si la demande d'armes n'était pas plus forte que celle des autres biens. L'industrie de guerre allemande s'est elle aussi développée en tant qu'entreprise privée. En tant qu'industrie nationalisée, elle peut être capable de maintenir pendant un moment l'avantage qu'elle avait gagné en tant qu'entreprise privée.

En Angleterre on dit aujourd'hui souvent : Si les ouvriers anglais font les lourds sacrifices que leur impose la guerre, ils sont en droit de réclamer que cette noble attitude soit récompensée par l'abolition du capitalisme et l'instauration du socialisme après la guerre. Il n'y a pratiquement rien de plus confus que ce raisonnement.

Si les travailleurs anglais défendent leur pays, leur liberté et leur culture contre l'assaut des nazis et des fascistes, ainsi que contre les communistes qui sont les alliés des nazis pour des raisons pratiques, ils le font pour eux-mêmes et pour leurs en-

fants, pas en faveur des intérêts d'autres personnes à qui ils pourront plus tard demander une récompense. La victoire est la seule récompense que l'on puisse apporter à leurs sacrifices, et avec elle la garantie qu'ils ne se retrouveront pas dans la situation que connaissent aujourd'hui les Allemands et les Russes. Si les travailleurs anglais pensaient que ce succès ne valait pas le fardeau que la guerre leur impose, ils ne se battraient pas : ils capituleraient.

Si nous pensons que le socialisme est un meilleur système et assure une meilleure existence à la grande majorité de la population, que ne le fait le capitalisme, alors nous devrions adopter le socialisme sans considération pour les notions de guerre et de paix, que les travailleurs aient été courageux pendant la guerre ou non. Si nous pensons, au contraire, que le système économique que messieurs Hitler, Staline et Mussolini appellent « ploutocratie », garantit une vie meilleure pour les masses que ne le fait le socialisme, il ne nous viendrait pas à l'idée de « récompenser » les ouvriers en abaissant leur niveau de vie à celui des Allemands, des Italiens et des Russes.

3. Services publics non rentables et subventions

Les entrepreneurs essaient de ne se lancer que dans des projets qui leur semblent promettre des profits. Cela veut dire qu'ils tentent d'utiliser les moyens de production rares de façon à satisfaire d'abord les besoins les plus pressants, et à ce qu'aucune part du capital et du travail ne soit con-

sacrée à la satisfaction de besoins moins urgents, et ceci tant qu'un besoin plus pressant, auquel ces moyens pourraient répondre, reste insatisfait.

Quand le gouvernement intervient pour rendre possible un projet qui ne promet pas de profits mais au contraire des pertes, alors on ne parle plus en public que du besoin qu'il faut satisfaire grâce à l'intervention ; nous n'entendons jamais un mot sur les besoins qui ne seront pas satisfaits du fait que le gouvernement a détourné les moyens de production vers d'autres buts. On ne tient compte que de ce que l'on gagne par l'action gouvernementale, pas des coûts qu'elle entraîne.

On ne demande pas à l'économiste de dire aux gens ce qu'ils devraient faire et comment ils devraient utiliser leurs ressources. Mais il est de son devoir d'attirer l'attention du public sur les coûts. C'est ce qui le distingue du charlatan qui ne parle jamais que de ce que procure l'intervention, jamais de ce qu'elle empêche.

Examinons par exemple un cas que nous pouvons juger avec objectivité, parce qu'il appartient au passé, bien qu'il s'agisse d'un passé encore récent. Supposons qu'un chemin de fer, dont la construction et l'exploitation ne promettent pas la rentabilité, ne puisse être mis en œuvre qu'avec une aide du gouvernement. Il se peut, dit-on, qu'il n'attire pas les entrepreneurs et les capitalistes mais il contribuera au développement de toute la région. Il favorise les échanges, le commerce et l'agriculture, et constitue ainsi une contribution importante au progrès de l'économie. Tout cela devrait être

pris en considération si l'on souhaite juger de la valeur de cette construction et de cette exploitation d'un point de vue plus large que celui de la seule rentabilité. La construction du chemin de fer peut sembler inopportun du point de vue des intérêts privés, mais il serait bénéfique du point de vue du bien-être national.

Ce raisonnement est totalement erroné. Bien sûr, on ne peut nier que les habitants de la région où passera la ligne de chemin de fer en tireront des bénéfices. Ou, plus précisément, que le projet sera avantageux pour les propriétaires du coin et pour ceux qui y ont réalisé des investissements ne pouvant être transférés ailleurs sans perdre de leur valeur. On dit que le chemin de fer développe les forces productives des endroits qu'il traverse. L'économiste doit l'exprimer différemment : L'État paie des subventions avec l'argent des contribuables pour construire, maintenir et exploiter une ligne qui, sans son aide, n'aurait pas vu le jour et n'aurait pas fonctionné. Ces aides détournent la production des lieux qui offraient des conditions de production naturelles plus favorables vers des lieux moins appropriés pour ce but. On cultivera des terrains qui, en raison de la distance qui les sépare des centres de consommation et de leur faible fertilité, n'auraient pas permis de cultures rentables sans les subventions indirectes que représentent les aides au système de transport, système dont ces cultures ne peuvent payer le coût en proportion de ce qu'elles en retirent. Certes, ces aides contribuent au développement économique d'une région où l'on aurait

sinon produit moins. Mais l'accroissement de la production dans la région ainsi favorisée par la politique gouvernementale des chemins de fer doit être mis en regard du fardeau imposé à la production et à la consommation des autres régions du pays, qui doivent payer les coûts de cette politique. Des terrains plus pauvres, moins fertiles et plus éloignés sont ainsi subventionnés par des impôts dont le poids repose sur la production de terrains plus riches, ou doivent sinon être supportés directement par les consommateurs. Les entreprises situées dans des régions moins avantageuses pourront augmenter leur production, mais celles situées dans les endroits les plus favorables devront réduire la leur. On peut considérer cela comme « juste » ou politiquement opportun, mais il ne faut pas se bercer d'illusions et croire que cela accroît la satisfaction totale : cela la diminue.

Il ne faut pas considérer l'augmentation de la production de la région aidée par le chemin de fer subventionné comme un « avantage du point de vue du bien-être national ». Ces avantages ne reviennent qu'à une seule chose : un certain nombre d'entreprises travaillent dans des lieux qu'elles auraient considérés comme défavorables sous d'autres conditions. Les priviléges accordés indirectement à ces entreprises par l'État, via une subvention aux chemins de fer, ne diffèrent nullement des priviléges que l'État accorde à d'autres entreprises moins performantes dans d'autres conditions. En dernière analyse, l'effet est le même quand l'État aide ou octroie un privilège aux cordonniers, par

exemple, afin de leur permettre de soutenir la concurrence des fabricants de chaussures, et quand il favorise des régions non compétitives du fait de leur emplacement, en payant sur fonds publics les coûts de transport de ses produits.

Le résultat est le même que l'État se lance lui-même dans cette entreprise non rentable ou qu'il aide une industrie privée afin qu'elle puisse se lancer dans cette aventure. Les conséquences sont identiques pour la communauté. La méthode utilisée pour accorder les aides n'ont pas non plus d'importance : que le producteur le moins efficace soit subventionné pour pouvoir produire ou accroître sa production, ou que le producteur le plus efficace soit subventionné pour arrêter de produire ou pour restreindre sa production. Il est sans importance que l'on donne des primes pour produire ou pour arrêter de produire, ou encore que le gouvernement achète les produits pour les retirer du marché. Dans tous les cas, les citoyens paient deux fois — une fois comme contribuables, et à nouveau comme consommateurs, qui doivent payer plus cher et diminuer leur consommation.

4. L'entrepreneur « altruiste »

Quand les « progressistes » autoproclamés utilisent le mot de profit, ils fulminent contre ce dernier. Ils voudraient l'éliminer complètement. D'après eux, l'entrepreneur devrait se mettre au service des autres de façon altruiste et non pour chercher des profits. Il ne devrait rien recevoir ou

s'estimer heureux avec une petite marge bénéficiaire si ses affaires prospèrent. Ils n'ont d'un autre côté jamais rien à redire sur le fait que l'entrepreneur doive supporter l'intégralité des pertes possibles.

Or c'est précisément parce qu'elles sont tournées vers le profit que les activités des entrepreneurs donnent un sens à l'économie de marché fondée sur la propriété privée des moyens de production, qu'elles constituent son guide et lui indiquent la direction à suivre. Éliminer la motivation du profit, c'est transformer l'économie de marché en chaos.

Nous avons déjà traité de la confiscation des profits et des effets d'une telle action. Nous allons désormais discuter de la limitation des profits à un certain pourcentage des coûts. Si l'entrepreneur doit gagner d'autant plus que ses coûts augmentent, l'incitation à produire aussi bon marché que possible se transforme en son contraire : tout accroissement des coûts de production signifie alors pour lui des revenus plus élevés. Nous n'avons pas besoin de supposer ici une mauvaise intention de la part de l'entrepreneur. Nous devons simplement comprendre ce qu'une baisse des coûts de production signifie pour l'entrepreneur.

La plupart du temps, l'entrepreneur peut faire baisser les coûts de production de deux manières : En achetant avec soin les matières premières et les produits semi-finis, et en adoptant des méthodes plus efficaces de production. Dans les deux cas, il encourt de grands risques, doit faire preuve d'intelligence et doit prévoir l'avenir. Comme toute autre

action entrepreneuriale, décider que le moment le plus opportun d'acheter est arrivé ou qu'il est préférable d'attendre encore, constitue un acte de spéculation portant sur un avenir incertain. L'entrepreneur qui subit toutes les pertes mais ne participe qu'à une partie des gains, sa part augmentant lorsque ses dépenses sont en hausse, est dans une position très différente de l'entrepreneur qui peut mettre à son crédit *ou* à son débit la totalité de ses profits *ou* de ses pertes. Son attitude vis-à-vis des risques du marché en est fondamentalement modifiée. Il sera par conséquent enclin à acheter à des prix plus élevés que l'entrepreneur évoluant dans une économie libre. Il en est de même pour l'amélioration des méthodes de production. Elles aussi sont toujours risquées : il est nécessaire de faire des investissements supplémentaires dont on ne peut dire avec certitude à l'avance qu'ils seront rentables. Pourquoi l'entrepreneur tenterait-il sa chance si, en cas de succès, on le punit en réduisant ses rentrées d'argent ?

5.

CORPORATISME ET SYNDICALISME

1. Le corporatisme

Le corporatisme¹ est un programme, pas une réalité. Il convient de le dire dès le début afin d'éviter les malentendus. Nulle part on n'a essayé de traduire ce programme dans la vie de tous les jours. Même en Italie, malgré tous les discours de propagande, rien n'a été fait pour établir le système d'État corporatif (*stato corporativo*).

On a tenté d'expliquer les différentes idéologies politiques et économiques comme étant spécifiques à certaines nations. Les idées occidentales ont été opposées aux idées allemandes et slaves ; certains ont prétendu avoir découvert une différence entre les mentalités latine et teutonique ; on parle beaucoup, particulièrement en Russie et en Allemagne, de la mission du peuple élu, destiné à gouverner le monde et à lui apporter le salut. En raison de ces tendances, il est nécessaire de souligner que toutes les idées politiques et économiques qui dominent le monde actuel ont été développées par des penseurs anglais, écossais et français. Les Allemands et les Russes n'ont pas contribué en quoi que ce soit aux concepts du socialisme : les idées socialistes sont

¹ Le corporatisme est le nom donné à un type italien particulier d'organisation politique (*economica corporativa*, *Ständestaat* en allemand), proposé à l'époque de Mussolini.

parvenues en Allemagne et en Russie après avoir été formulées en Occident, tout comme les idées que de nombreux Allemands et Russes d'aujourd'hui stigmatisent comme occidentales. Il en est de même pour le programme corporatiste. Il est issu du socialisme des guildes anglais et il est nécessaire d'étudier les écrits de ce mouvement aujourd'hui presque totalement oublié pour comprendre les idées de base du corporatisme. Les publications italiennes, portugaises et autrichiennes, les programmes de parti et autres commentaires sur l'État corporatif manquent de précision et évitent les formulations et les énoncés précis : ils glissent sur les difficultés réelles en faisant un usage immoderé de slogans populaires. Les socialistes anglais défendant les guildes offrent néanmoins une présentation plus claire de leur programme. Sidney et Beatrice Webb ont fourni un exposé complet du but et du fonctionnement de ce système¹.

Dans l'utopie corporatiste, le marché est remplacé par le jeu de ce que les Italiens appellent des corporations, c'est-à-dire des organisations obligatoires rassemblant tous les individus travaillant dans une industrie donnée. Tout ce qui concerne cette industrie et elle seule, c'est-à-dire les affaires internes de chaque corporation, est du ressort de la corporation elle-même, sans interférence de la part de l'État ou de personnes n'appartenant pas à la

¹ Voir Sidney et Beatrice Webb, *A Constitution for the Socialist Commonwealth of Great Britain* (Londres, 1920).

corporation en question¹. Les relations entre les différentes corporations se font par l'intermédiaire de négociations entre elles ou en mettant sur pied une conférence commune des représentants de toutes les corporations. L'État, ce qui veut dire le corps parlementaire élu par le vote universel et le gouvernement responsable devant lui, n'intervient pas du tout, ou seulement lorsque les corporations n'arrivent pas à trouver un accord.

En imaginant leurs plans, les partisans anglais du socialisme des guildes avaient en tête le modèle du gouvernement local anglais ainsi que ses relations avec le gouvernement central. Ils proposaient de mettre en place un « auto-gouvernement » pour chaque industrie. De même que les pays et les villes prennent soin de leur propres affaires locales, les différents secteurs de la production administrentraient leurs affaires internes au sein de la structure de l'organisme social dans son ensemble.

Mais, dans une société basée sur la division du travail, il n'y a pas de problèmes internes à une entreprise donnée ou à une industrie particulière qui ne concernent pas aussi ceux qui sont en contact avec cette entreprise ou cette industrie et qui n'auraient pas d'effet sur les autres citoyens. Tout le monde est concerné par le fait que chaque entreprise individuelle et chaque industrie soient dirigées aussi efficacement que les conditions le permettent. Tout gaspillage de travail et tout gaspillage matériel

¹ C'est ce que les Webb appellent « le droit de chaque profession à l'auto-détermination », pp. 277 et suivantes.

dans une industrie affectent tout un chacun. Il est impossible d'abandonner les décisions portant sur le choix des méthodes de production et sur le type et la quantité des produits aux seules personnes travaillant dans une industrie, et ceci parce que de telles décisions concernent tout le monde, pas seulement les membres de la profession, de la guilde ou de la corporation. Si l'entrepreneur de l'économie capitaliste est le patron de sa propre affaire, il reste néanmoins soumis aux lois du marché : s'il veut éviter les pertes et faire des profits, il doit répondre aussi bien que possible aux souhaits des consommateurs. L'industrie organisée sur un mode corporatiste et qui n'aurait pas à craindre la concurrence, si elle était libre de régler suivant son bon vouloir les problèmes internes qui ne concernerait prétendument qu'elle, ne serait pas le serviteur mais le maître des consommateurs.

La majorité des partisans de l'État corporatif ne veulent pas éliminer les entrepreneurs et les propriétaires des moyens de production. Ils veulent que la corporation soit une organisation de tous les individus travaillant dans un secteur donné de la production. Les conflits entre entrepreneurs, propriétaires du capital investi dans l'industrie et travailleurs, conflits portant sur ce qu'il faudrait faire du profit brut et sur la distribution des revenus entre les différents groupes, sont d'après les corporatistes de simples affaires internes devant être réglées de manière autonome au sein de chaque industrie, sans interférence extérieure. Toutefois, personne n'a jamais expliqué comment cela pour-

rait être réalisé. Si les entrepreneurs, les capitalistes et les travailleurs d'une corporation sont divisés en groupes ou blocs distincts et si les négociations doivent être menées entre ces groupes, on n'arrivera jamais à un accord, à moins que les entrepreneurs et les capitalistes ne soient disposés à abandonner leurs droits. Si, au contraire, les décisions sont faites directement ou indirectement (via l'élection d'un comité) par le vote de tous les membres, chacun ayant une voix pesant le même poids, alors les travailleurs, qui sont les plus nombreux, l'emporteront sur les capitalistes et les entrepreneurs, et rejettentront leurs revendications. Le corporatisme prendrait ainsi la forme du syndicalisme.

Il en est de même du problème de l'échelle des salaires. Si cette question épineuse est elle aussi décidée par un vote général de tous les individus travaillant dans une industrie, chacun ayant un suffrage de même poids, le résultat sera probablement l'égalité des salaires quel que soit le travail effectué.

Afin d'avoir quelque chose à distribuer et de l'argent à donner, la corporation devra d'abord obtenir des rentrées par la vente de ses produits. Sur le marché, la corporation se trouve dans la position du producteur et du vendeur unique des biens en ce qui concerne son domaine. Elle n'a pas à craindre la concurrence de producteurs de biens identiques parce qu'elle possède un droit exclusif sur leur production. Nous aurions donc une société de monopoleurs. Ce qui ne veut pas dire que toutes les corporations seraient capables d'imposer des

prix de monopole ; mais de nombreuses industries le pourraient et obtiendraient des profits de monopole de montants variables. L'organisation corporative de la société conduirait donc à des avantages particuliers pour certaines branches de production et pour ceux qui y travaillent. Certaines industries pourraient, en limitant leur production, augmenter de façon si forte leurs revenus globaux que ses membres représenteraient une part de la consommation totale du pays proportionnellement plus grande que leur nombre. Certaines industries pourraient même obtenir un accroissement absolu de la consommation de leurs membres malgré une chute de la production totale.

Ceci est suffisant pour démontrer les inconvénients du système corporatiste. Les corporations individuelles n'ont aucune raison de rendre leur production aussi efficace que possible. Elles cherchent à diminuer la production pour mettre en place des prix de monopole : c'est en fonction de la demande à laquelle chaque industrie donnée est confrontée que les membres que telle ou telle corporation s'en tireront le mieux. La situation des corporations sera d'autant plus forte que la demande pour leurs produits sera plus pressante : l'intensité de la demande rend la restriction de la production possible pour certaines corporations, tout en lui permettant des profits globaux en hausse. Le système dans son ensemble conduira en fin de compte à un despotisme sans limite des industries produisant les biens vitaux au sens strict du terme.

Il est difficile de croire qu'une tentative sérieuse puisse un jour être menée en vue d'établir un tel système. Toutes les propositions de système corporatiste ont besoin de l'intervention étatique, au moins dans le cas où un accord ne peut être trouvé entre les corporations sur les sujets qui concernent plusieurs d'entre elles¹. Il faut certainement introduire les prix parmi ces sujets. On ne peut pas supposer qu'un accord sur les prix puisse être atteint entre les corporations. Cependant, si l'État doit intervenir, si l'État doit fixer les prix, alors le système dans son ensemble perd son caractère corporatiste et devient un système socialiste ou un système interventionniste.

La politique des prix n'est pas le seul point montrant que le système corporatif ne peut pas marcher. Ce système rend pratiquement impossible tout changement du processus de production. Si la demande change ou si de nouvelles méthodes de production doivent remplacer les anciennes, le capital et le travail doivent être déplacés d'une industrie vers une autre. Ce sont des questions qui dépassent les frontières d'une corporation unique. Il faut qu'une autorité supérieure aux corporations intervienne et cette autorité ne peut être que l'État. Mais si l'État doit décider du montant des capitaux et du nombre de travailleurs employés par chaque corporation, c'est l'État qui dirige, plus les corporations.

¹ Cf. le discours de Mussolini devant le Sénat italien, le 13 janvier 1934.

2. Le syndicalisme

Le système socialiste des corporations ou des guildes finit en fait par aboutir au syndicalisme. Les travailleurs de chaque industrie doivent avoir le contrôle des moyens de production et doivent décider eux-mêmes de la production. Il est sans importance que l'on donne ou non une place particulière aux anciens entrepreneurs et capitalistes dans le nouvel ordre institué. Ils ne peuvent de fait plus être des entrepreneurs ou des capitalistes dans le sens que ces termes possèdent dans une économie de marché. Ils ne peuvent être que des citoyens bénéficiant de priviléges lors des discussions portant sur la gestion et la distribution des revenus. La fonction sociale qu'ils remplissent dans une économie de marché est cependant totalement confisquée par les corporations. Même si, au sein d'une corporation, seuls les anciens capitalistes et les anciens entrepreneurs avaient le droit de décider et recevaient la plus grosse part des revenus, le système serait encore du syndicalisme. La caractéristique du syndicalisme n'est pas que tous les syndicalistes doivent recevoir des revenus égaux ou qu'ils doivent être consultés sur la politique économique : ce qui est essentiel, c'est que les individus et les moyens de production soient attachés de manière rigide à des branches données de la production, de telle sorte qu'aucun travailleur et aucun facteur de production n'ait la liberté de mouvement d'une branche vers une autre. Que le slogan « les moulins aux meuniers, les imprimeries aux impr-

meurs » doivent être interprétés ou non de façon à inclure les anciens propriétaires et les anciens entrepreneurs parmi les « meuniers » et les « imprimeurs », que l'on donne à ces anciens entrepreneurs et capitalistes des postes plus ou moins privilégiés, cela n'a pas d'importance. Le facteur décisif, c'est que l'économie de marché, dans laquelle les propriétaires des moyens de production et les entrepreneurs, tout comme les travailleurs, dépendent des demandes des consommateurs, est remplacée par un système où la demande des consommateurs ne détermine plus la production, par un système où seuls prévalent les désirs des producteurs. Le cuisinier est le seul à décider ce que chaque individu mangera et en quelle quantité. Comme le cuisinier a un droit exclusif sur la préparation des repas, celui qui refuse la nourriture qu'on lui donne devra mourir de faim. Un tel système peut encore avoir un sens tant que les conditions restent les mêmes et tant que la distribution du capital et du travail entre les différentes branches de la production correspondent dans une certaine mesure aux conditions de la demande. Or, il y a toujours des changements. Et chaque changement des conditions rend le système un peu plus impraticable.

Le syndicalisme postule que la propriété des moyens de production devrait être donnée aux travailleurs. Ceci est symptomatique de l'opinion que les ouvriers ont du processus de production et qui résulte de l'étroitesse de leur perspective. Ils considèrent l'atelier où ils font tous les jours la même

chose comme une institution permanente : ils n'arrivent pas à comprendre que l'activité économique est soumise à des changements constants. Ils ne savent pas si les entreprises où ils travaillent font ou non des profits. Comment expliquer sinon le fait que les employés de chemins de fer perdant de l'argent réclament que l'on donne « les chemins de fer aux cheminots » ? Les travailleurs croient naïvement que seul leur travail produit des revenus, que les entrepreneurs et les capitalistes ne sont que des parasites. On peut expliquer sur le plan psychologique comment l'idée du syndicalisme a été conçue. Mais comprendre l'origine de cette idée ne transforme pas le programme syndicaliste en système pouvant fonctionner.

Les systèmes syndicalistes et corporatistes se fondent sur l'hypothèse que l'état de la production à un instant donné n'évoluera pas. Ce n'est que si cette supposition était correcte qu'il serait possible de continuer sans déplacer aucun travailleur et aucun capital d'une industrie vers une autre. Et pour réaliser de tels changements, il faut une autorité au-dessus des corporations et des syndicats. Aucun économiste de renom n'a jamais essayé de dire que l'idée syndicaliste était une solution satisfaisante au problème de la coopération sociale. Le syndicalisme révolutionnaire de Sorel et des avocats de l'*action directe* [en français dans le texte, NdT] n'a rien à voir avec le programme du syndicalisme social. Le syndicalisme de Sorel était une méthode de tactique politique ayant pour but de conduire au socialisme.

Le socialisme des guildes anglais a prospéré pendant une brève période et a par la suite disparu presque totalement. Ses partisans initiaux eux-mêmes l'ont abandonné, à l'évidence parce qu'ils prirent conscience de ses contradictions internes. L'idée corporatiste joue encore aujourd'hui un rôle important dans les écrits et dans les discours des politiciens, mais aucune nation n'a jamais essayé de le mettre en pratique. L'Italie fasciste, qui exalte de la manière la plus énergique le corporatisme, impose les ordres du gouvernement à toute l'activité économique. Il n'y a par conséquent plus de place pour des corporations autonomes dans l'Italie « corporatiste ».

Aujourd'hui, il existe une tendance à affubler certaines institutions de l'épithète « corporatiste ». On qualifie de « corporatistes » des organisations donnant des conseils au gouvernement ou des cartels créés par le gouvernement et opérant sous son contrôle. Mais elles n'ont rien de commun avec le corporatisme.

Quoi qu'en pense, il reste que l'idée corporatiste ou syndicaliste ne peut échapper à l'alternative suivante : système d'économie de marché ou socialisme, lequel choisir ?

6.

L'ÉCONOMIE DE GUERRE

1. Guerre et économie de marché

La démocratie est le corollaire de l'économie de marché pour ce qui est des affaires intérieures ; la paix est son corollaire en politique étrangère. Économie de marché signifie coopération pacifique et échanges pacifiques de biens et de services. Elle ne peut persister quand le meurtre de masse est à l'ordre du jour.

L'incompatibilité entre la guerre d'un côté, l'économie de marché et la civilisation d'autre part n'a pas été pleinement comprise parce que le développement de l'économie de marché a modifié le visage initial de la guerre lui-même. Il a petit à petit remplacé la guerre totale des temps anciens par la guerre de soldats des temps modernes.

La guerre totale est une horde toujours en route pour la bataille et le pillage. Toute la tribu, toutes les personnes font partie de l'expédition ; personne — pas même une femme ou un enfant — ne reste à la maison, à moins qu'il n'ait à y remplir des devoirs essentiels à la guerre. La mobilisation est totale et les gens sont toujours prêts pour la guerre. Tout le monde est un guerrier ou sert les guerriers. L'armée et la nation, l'armée et l'État, sont identiques. Aucune différence n'est faite entre les combattants et les non combattants. La guerre vise à l'extermination complète de la nation ennemie. La

guerre totale ne se termine pas par un traité de paix mais par une victoire totale et une défaite totale. Les perdants — hommes, femmes et enfants — sont exterminés ; c'est un acte de clémence quand ils sont simplement réduits en esclavage. Seules les nations victorieuses survivent.

Dans une guerre de soldats, au contraire, l'armée se bat pendant que les citoyens qui ne servent pas dans les armes poursuivent leurs vies normales. Les citoyens paient les coûts de la guerre : ils paient pour le maintien et l'équipement de l'armée, mais restent sinon eux-mêmes en dehors de la guerre. Ils se peut que les actions de la guerre détruisent leurs maisons, dévastent leurs terres et détruisent leurs autres propriétés. Mais ceci fait également partie des coûts de guerre qu'ils doivent supporter. Ils se peut aussi qu'ils soient victimes de pillage et soient tués par accident par des guerriers — parfois même issus de leur « propre » armée. Mais ces événements ne sont pas inhérents à ce type de guerre : ils gênent plutôt qu'ils n'aident les opérations des chefs militaires et ne sont pas tolérés si ces chefs contrôlent totalement leurs troupes. L'État en guerre qui a formé, équipé et maintenu l'armée considère le pillage par les soldats comme une offense : ils ont été payés pour se battre, pas pour piller pour leur propre compte. L'État veut laisser les civils tranquilles parce qu'il souhaite préserver la solvabilité de ses contribuables : les territoires conquis sont considérés comme son propre domaine. Le système de l'économie de marché doit

être maintenu pendant la guerre pour servir les besoins de l'État.

L'évolution de la guerre totale à la guerre de soldats aurait dû éliminer totalement les guerres. C'était une évolution dont le but final ne pouvait être que la paix perpétuelle entre les nations civilisées. Les libéraux du XIX^e siècle en étaient pleinement conscients. Ils considéraient la guerre comme le vestige d'une sombre époque, vestige qui était condamné, tout comme les institutions des temps révolus — l'esclavage, la tyrannie, l'intolérance et la superstition. Ils croyaient fermement que l'avenir connaîtrait la paix éternelle.

Les choses ont tourné autrement. Le développement qui devait conduire à la pacification du monde est allé dans l'autre sens. Ce renversement total ne peut pas être compris de manière isolée. Nous sommes aujourd'hui les témoins de la montée d'une idéologie qui nie de manière consciente tout ce qui a été considéré comme la culture. Les valeurs « bourgeoises » doivent être révisées. Les institutions de la « bourgeoisie » doivent être remplacées par celles du prolétariat. Et, dans la même veine, l'idéal « bourgeois » de la paix éternelle doit être remplacé par la glorification de la force. Le penseur politique français Georges Sorel, apôtre des syndicats et de la violence, est à la fois le parrain du bolchevisme et du fascisme.

Il n'est guère important que les nationalistes veulent une guerre entre les nations et les marxistes une guerre entre les classes, c'est-à-dire une guerre civile. Le point décisif, c'est que les deux prêchent

la guerre d'annihilation, la guerre totale. Il est également peu important que les différents groupes antidémocratiques travaillent ensemble, comme à présent, ou qu'ils se combattent l'un l'autre. Dans chaque cas ils sont en réalité toujours des alliés virtuels quand il s'agit d'attaquer la civilisation occidentale.

2. Guerre totale et socialisme

Si nous devions considérer comme des États les hordes de barbares en provenance de l'Est et qui s'abattirent sur l'Empire romain, nous devrions dire qu'ils formaient des États totaux. La horde était dominée par le principe politique que les Nazis appellent aujourd'hui principe du Führer. Seule comptait la volonté d'Attila ou d'Alaric. Les individus huns ou goths n'avaient aucun droit et aucune existence privée. Les hommes, les femmes, les enfants n'étaient tous que de simples unités de l'armée du chef ou étaient à son service : ils devaient obéir sans discuter.

Ce serait une erreur de croire que ces hordes étaient organisées de façon socialiste. Le socialisme est un système de production sociale basé sur la propriété publique des moyens de production. Les hordes n'avaient pas de production socialiste. Dans la mesure où elles ne vivaient pas du pillage des peuples conquis mais devaient produire quelque chose par leur travail pour leurs propres besoins, les familles individuelles utilisaient leurs propres ressources pour leur propre compte. Le chef de la

horde ne s'occupait pas de ce genre d'affaires : les hommes et les femmes étaient abandonnés à eux-mêmes. Il n'y avait ni planification ni socialisme. La distribution des biens pillés ne constitue pas du socialisme.

L'économie de marché et la guerre totale sont incompatibles. Dans une guerre de soldats, seuls ces derniers combattent. Pour la grande majorité, la guerre est un mal à endurer provisoirement, pas une activité à poursuivre. Alors que les armées se battent, les citoyens, les agriculteurs et les ouvriers essaient de vaquer à leurs occupations habituelles.

La première mesure qui ramena de la guerre de soldats à la guerre totale fut l'introduction du service militaire obligatoire. Celui-ci effaça petit à petit la différence entre soldats et citoyens. La guerre n'était plus seulement une affaire de mercenaires : elle devait concerner tous ceux qui possédaient l'aptitude physique nécessaire. Le slogan « une nation en armes » n'exprimait d'abord qu'un programme qui ne pouvait pas être entièrement réalisé pour des raisons financières. Seule une partie de la population mâle physiquement apte avait reçu un entraînement militaire et était mobilisée dans les services des armées. Mais une fois qu'on a commencé dans cette voie, il n'est pas possible de s'arrêter à mi-chemin. À la fin, la mobilisation de l'armée dut absorber les hommes indispensables à la production domestique, ceux qui étaient responsables de l'approvisionnement et de l'équipement des combattants. Il fut nécessaire d'établir une distinction entre les professions essentielles et celles

qui ne l'étaient pas. Les hommes dont les métiers étaient indispensables à l'approvisionnement de l'armée devaient être exemptés des troupes combattantes. Pour cette raison, la responsabilité de la main-d'œuvre fut placée entre les mains des militaires. Le service militaire obligatoire propose d'incorporer dans l'armée tous ceux qui sont physiquement aptes. Seuls les individus à la santé fragile ou physiquement inaptes, les vieux, les femmes et les enfants en sont exemptés. Mais lorsque l'on se rend compte qu'une partie des personnes aptes doit être utilisée sur le front industriel pour un travail qui pourrait être effectué par les vieux et les jeunes, les inaptes et les femmes, il n'y a alors plus aucune raison de distinguer aptes et inaptes pour le service militaire obligatoire. Ce dernier devient ainsi un service de travail obligatoire pour tous les citoyens capables de travailler, hommes et femmes. Le commandant en chef exerce son pouvoir sur toute la nation, remplace le travail des gens physiquement capables par les recrues moins vaillantes et envoie au front autant de gens aptes qu'il peut le faire sans mettre en danger l'approvisionnement de l'armée. Le commandant en chef décide alors ce qu'il faut produire et comment le faire. Il décide aussi de la manière dont les produits seront utilisés. La mobilisation est finalement totale : la nation et l'État ont été transformés en une armée : le socialisme de guerre a pris la place de l'économie de marché.

Il est à ce sujet sans importance que les anciens entrepreneurs occupent ou non une position privilégiée dans ce système de socialisme de guerre.

On peut les appeler directeurs et ils peuvent bénéficier de postes élevés dans les usines, tous servent désormais l'armée. Ils peuvent recevoir des rations plus grandes que ceux qui étaient auparavant simples employés ou agriculteurs. Ils ne sont en tout cas plus des entrepreneurs. Ils sont des directeurs d'usine à qui l'on dit quoi et comment produire, où et à quels prix acheter les moyens de production, à qui et à quels prix vendre leurs produits.

Si la paix est considérée comme une simple trêve pendant laquelle la nation doit s'armer et préparer la prochaine guerre, il est tout aussi nécessaire de mettre la production sur le pied de guerre en temps de paix pour préparer et organiser l'armée. Il ne serait pas logique de différer la mobilisation totale jusqu'au déclenchement des hostilités. À cet égard, la seule différence entre la guerre et la paix est qu'en temps de paix certains hommes, qui en temps de guerre seraient envoyés au front, restent travailler à l'intérieur du pays. La transition entre la paix et la guerre consiste alors seulement à mobiliser ces hommes dans l'armée.

Il est clair qu'au final la guerre et l'économie de marché sont incompatibles. L'économie de marché n'a pu se développer que parce que l'industrialisme a repoussé le militarisme à l'arrière-plan et parce qu'il a conduit à ce que la guerre totale « dégénère » en guerre de soldats.

Nous n'avons pas besoin d'étudier si le socialisme conduit nécessairement à la guerre totale. Pour le sujet qui nous intéresse, une telle analyse n'est pas nécessaire. Il suffit de dire que les agres-

seurs ne peuvent pas mener une guerre totale sans avoir recours au socialisme.

3. Économie de marché et défense nationale

De nos jours, le monde est divisé en deux camps. Les hordes totalitaires attaquent les nations qui cherchent à conserver l'économie de marché et la démocratie : elles veulent détruire la civilisation occidentale « décadente » pour la remplacer par un nouvel ordre.

Certains croient que cette agression oblige les victimes à adapter leur système social aux exigences de cette guerre totale, c'est-à-dire à abandonner l'économie de marché pour le socialisme, la démocratie pour la dictature. Des personnes désespérées disent : « La guerre mène inévitablement au socialisme et à la dictature. Tandis que nous cherchons à défendre la démocratie et à repousser l'attaque ennemie, nous acceptons son ordre économique et son système politique. » Aux États-Unis, cet argument est la justification principale de l'isolationnisme. Les partisans de ce dernier pensent que la liberté ne peut être préservée qu'en refusant de participer à la guerre.

C'est avec enthousiasme que les « progressistes » expriment la même opinion. Ils se réjouissent de la lutte contre Hitler parce qu'ils sont convaincus que la guerre conduira au socialisme. Ils souhaitent la participation américaine au conflit pour battre Hitler et pour introduire son système aux États-Unis.

Cela est-il nécessairement vrai ? Une nation qui se défend contre l'agression de pays totalitaires doit-elle elle-même devenir totalitaire ? Un État qui peut s'enorgueillir de la démocratie et d'un système social basé sur l'économie de marché est-il incapable de combattre avec succès l'ennemi socialiste et totalitaire ?

Nombreux sont ceux qui croient que l'expérience de la guerre actuelle prouve la supériorité de la production socialiste sur l'économie de marché pour ce qui est de fournir des armes et d'autres matériels de guerre. L'armée allemande possède une supériorité écrasante pour tous les types d'équipement dont une armée combattante a besoin. Les armées de France et de l'Empire britannique, qui ont à leur disposition les ressources du monde entier, sont entrées dans le conflit en étant pauvrement armées et équipées et ont été incapables de surmonter cette infériorité. Ces faits sont indéniables, mais nous devons les interpréter correctement.

Déjà à l'époque où les nazis arrivèrent au pouvoir, le Reich allemand était bien mieux préparé pour une nouvelle guerre que ne le pensaient les experts français et anglais. Depuis 1933, le Reich a concentré tous ses efforts vers la préparation de la guerre. La production de guerre fut poussée au maximum. La production de biens destinés à la consommation privée fut réduite au minimum. Hitler préparait ouvertement une guerre d'extermination contre la France et l'Angleterre.

Les Anglais et les Français firent comme si cela ne les concernait pas.

Au cours de années critiques qui précédèrent le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y avait en Europe que deux partis dans les partis non totalitaires : les anti-communistes et les anti-fascistes. Ce n'était pas le nom que leurs adversaires ou d'autres leur avaient donné, c'était la désignation qu'ils avaient eux-mêmes choisie.

Les anti-fascistes — principalement le Parti travailliste en Angleterre, le *Front Populaire* en France — avaient des mots durs contre les nazis. Mais ils s'opposaient à toute amélioration de l'armement dans leur propre pays : ils voyaient du fascisme dans toute proposition de développer les forces armées. Ils comptaient sur l'Union soviétique et étaient convaincus de sa force, de la supériorité de son équipement supérieur et de son invincibilité. Ce qu'il leur semblait nécessaire, c'était une alliance avec les soviétiques. Pour gagner la faveur de Staline, disaient-ils, il était nécessaire de poursuivre une politique intérieure tendant vers le communisme.

Les anti-communistes — les Conservateurs anglais et la « Droite » française — voyaient en Hitler le Siegfried qui détruirait le dragon communiste. Ils avaient par conséquent des sympathies pour le nazisme. Ils taxaient de mensonge « juif » l'affirmation selon laquelle Hitler projetait de détruire la France et l'Empire britannique et recherchait la domination totale de l'Europe.

Le résultat de cette politique fut que la France et l'Angleterre se jetèrent dans la guerre sans préparation. Mais il n'était pas encore trop tard pour réparer ces omissions. Les huit mois qui s'écoulèrent entre le début de la guerre et l'offensive allemande de mai 1940 leur auraient suffi pour se procurer l'équipement qui aurait permis aux forces alliées de défendre avec succès la frontière de l'Est de la France. Ils auraient pu et auraient dû utiliser la puissance de leurs industries. On ne peut rendre le capitalisme responsable de ce qu'ils ne l'ont pas fait.

L'une des légendes les plus populaires de l'anticapitalisme veut nous faire croire que ce sont les machinations des industries d'armement qui auraient conduit à la résurgence de l'esprit guerrier. L'impérialisme moderne et la guerre totale seraient ainsi le produit de la propagande belliciste d'auteurs stipendiés par les marchands d'armes. On raconte que la Première Guerre mondiale aurait commencé parce que Krupp, Schneider-Creuzot, DuPont et J.P. Morgan voulaient réaliser de gros profits. Afin d'éviter le retour d'une telle catastrophe, on croit nécessaire d'empêcher l'industrie d'armement de faire des profits.

C'est sur la base d'un raisonnement de ce genre que le gouvernement Blum nationalisa l'industrie française d'armement. Quand la guerre survint et qu'il devint impératif de mettre la puissance productive de toutes les usines françaises au service de l'effort de réarmement, les autorités françaises considérèrent plus important d'empêcher les profits de

guerre que de gagner la guerre. De septembre 1939 à juin 1940, la France ne s'est en réalité pas battue contre les nazis, elle mena en fait une guerre contre les profiteurs de guerre. À cet égard, elle remporta une victoire.

En Angleterre aussi, le gouvernement se préoccupa d'abord d'empêcher les profits de guerre plutôt que d'essayer de se procurer le meilleur équipement possible pour ses forces armées. On peut par exemple citer la taxe de 100 % sur les profits de guerre. Encore plus désastreux pour les Alliés fut le fait qu'aux États-Unis aussi, des mesures furent prises pour empêcher les profits de guerre et que l'on en annonçait de plus sévères encore. Ce fut la raison pour laquelle l'industrie américaine ne contribua que pour une faible part à l'aide qu'elle aurait pu offrir à l'Angleterre et à la France.

Les anti-capitalistes disent : « Voilà précisément le point crucial. Le monde des affaires n'a pas l'esprit patriotique. On nous demande d'abandonner nos familles et nos emplois, nous sommes enrôlés dans l'armée et nous risquons nos vies. Les capitalistes, au contraire, réclament des profits même en temps de guerre. Il faut les obliger à travailler de manière non égoïste pour leur pays, si nous sommes de notre côté obligés de le défendre. » De tels arguments déplacent le problème pour le situer sur le plan moral. Or il ne s'agit pas d'une question de morale mais d'efficacité.

Ceux qui détestent la guerre pour des raisons morales, parce qu'ils considèrent la mort et la mutilation des gens comment inhumaines, ceux-là de-

vraient essayer de remplacer l'idéologie qui conduit à la guerre par une idéologie qui assurerait la paix perpétuelle. Quand, toutefois, une nation pacifique est attaquée et doit se défendre, une seule chose compte : la défense doit être organisée aussi rapidement et aussi efficacement que possible ; les soldats doivent recevoir les meilleures armes et le meilleur équipement. Et ceci ne peut être obtenu qu'en laissant l'économie de marché fonctionner à l'abri des interventions. L'industrie d'armement, qui réalise de gros profits, équipait et ravitaillait si bien les armées par le passé qu'elles furent capables de l'emporter. C'était en raison des expériences vécues des combats au cours du XIX^e siècle que l'on arrêta de faire produire les armements directement par le gouvernement. Jamais l'efficacité et la capacité productive des entrepreneurs ne fut prouvée plus clairement qu'au cours de la Première Guerre mondiale. Ce n'est que l'envie et le ressentiment qui conduit les gens à s'opposer aux profits des entrepreneurs dont l'efficacité rend la victoire possible.

Lorsque les nations capitalistes abandonnent en temps de guerre la supériorité technique qui leur est fournie par leur système économique, leur pouvoir de résistance et leur chance de l'emporter se réduisent considérablement. Que certaines conséquences de la guerre soient considérées comme injustes peut se comprendre. Que les entrepreneurs deviennent riches par la production d'armes est un des nombreux résultats malheureux et injustes que produit la guerre. Mais les soldats risquent leur vie et leur

santé. Qu'ils meurent au front de manière anonyme et sans être récompensés tandis que les chefs et l'état-major de l'armée restent à l'arrière, certains de récolter les lauriers et de voir leur carrière avancer, voilà qui est également « injuste ». Réclamer l'élimination des profits de guerre n'est pas plus raisonnable que de réclamer que les chefs militaires, l'état-major, les chirurgiens et les hommes ne combattant pas fassent leur travail en étant soumis aux privations et aux dangers que connaissent les soldats. Ce ne sont pas les profits de guerre des entrepreneurs qui sont choquants, c'est la guerre qui est choquante !

Ces idées quant aux profits de guerre révèlent aussi de nombreuses erreurs sur la nature de l'économie de marché. Toutes les entreprises qui possédaient déjà en temps de paix tout l'équipement nécessaire pour produire des armes et d'autres fournitures de guerre travaillent dès le premier jour de guerre sous les ordres du gouvernement. Mais même en travaillant à pleine capacité, ces usines ne peuvent produire qu'une faible part des besoins de guerre. La question est donc de consacrer à la production de guerre des usines qui auparavant ne produisaient pas d'armes ainsi que d'en construire de nouvelles. Dans les deux cas, des investissements considérables sont nécessaires. Que ces investissements se révèlent ou non payants ne dépend pas seulement des prix obtenus lors des premiers contrats mais aussi des contrats réalisés pendant la guerre. Si la guerre s'arrêtait avant que ces investissements n'aient été totalement remboursés par la

recette brute, les propriétaires non seulement ne feraient aucun profit mais subiraient même une perte de capital. L'argument courant en faveur d'une industrie d'armement ne réalisant pas de profits ne voit pas, entre autres choses, que les entreprises qui doivent se mettre à produire dans un domaine jusqu'alors sous-développé doivent trouver le capital nécessaire auprès des banques ou du marché des capitaux. Ce qui est impossible s'il n'y a aucune perspective de profits, mais uniquement des risques de pertes. Comment un entrepreneur consciencieux peut-il persuader un banquier ou un capitaliste de lui prêter de l'argent s'il ne peut pas entrevoir lui-même la moindre possibilité d'un retour sur investissement profitable ? Dans une économie de marché, où les débiteurs sont responsables du remboursement du prêt, il n'y a pas de place pour des transactions qui ne compensent pas les risques de pertes par des perspectives de gain. Ce n'est que l'attente du profit qui permet à l'entrepreneur de promettre le remboursement du capital et le paiement d'intérêts. En éliminant l'espoir de réaliser des profits, on rend impossible le fonctionnement de tout le système entrepreneurial.

Ce que l'on demande à l'industrie est la chose suivante : Abandonnez la branche dans laquelle vous, producteurs, avez connu le succès. Ne pensez pas à la perte de votre clientèle habituelle et à la dépréciation de votre équipement laissé à l'abandon. Investissez un capital neuf dans une branche que vous ne connaissez pas. Mais gardez à l'esprit que nous vous paierons des prix qui ne vous per-

mettront pas de rembourser votre investissement à court terme. Si vous faisiez quand même des profits, nous vous les prendrons. De plus nous vous dénoncerons publiquement comme « marchands de mort ».

Pendant la guerre aussi, il n'y a qu'un seul choix possible entre l'économie de marché et le socialisme. La troisième alternative, l'interventionnisme, n'est même plus possible en temps de guerre. Au début de la guerre actuelle, il aurait été possible de nationaliser toute l'industrie, mais il est certain que cela aurait conduit à un échec total. Si l'on ne veut pas adopter cette méthode, il faut accepter l'économie de marché et toutes ses implications. Si l'on avait choisi la méthode du marché, l'attaque d'Hitler aurait été arrêtée sur la frontière de l'Est de la France. La défaite française et la destruction des villes anglaises fut le premier prix payé par la suppression interventionniste des profits de guerre.

Tant que la guerre est encore en cours, on ne devrait pas discuter de mesures visant à supprimer les profits de guerre. Après la victoire et le rétablissement de l'ordre mondial, quand une nouvelle agression n'est plus à craindre, il sera encore bien temps de confisquer les profits de guerre. En tout cas, avant la fin de la guerre et tant que les investissements n'ont pas été remboursés, il est impossible d'affirmer qu'une entreprise a ou non fait des profits de guerre.

7.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES DE L'INTERVENTIONNISME

1. Les conséquences économiques

L'interventionnisme n'est pas un système économique : il ne constitue pas une méthode permettant aux gens d'atteindre leurs objectifs. C'est un simple système de procédures qui perturbent et à l'occasion détruisent l'économie de marché. Il entrave la production et nuit à la satisfaction des besoins. Il ne rend pas les individus plus riches, il les rend plus pauvres.

Il faut bien admettre que les mesures interventionnistes peuvent donner des avantages à certaines personnes ou à certains groupes particuliers au détriment des autres. Des minorités peuvent obtenir des priviléges les enrichissant aux dépens de leurs concitoyens. Mais la majorité, ou la nation dans son ensemble, ne peut que perdre du fait de l'interventionnisme.

Prenons par exemple le cas des droits de douane. Il est parfaitement possible d'octroyer des priviléges à un groupe de producteurs, disons les propriétaires de mines de cuivre : les consommateurs souffriront alors que les producteurs y gagneront. Mais si chaque branche de la production et tous les types de travail reçoivent la même protection, tout le monde doit payer en tant que con-

sommateur ce qu'il gagne comme producteur. Plus que ça, tout le monde en souffre parce que la protection détourne la production et l'éloigne des conditions naturelles les plus propices, en diminuant ainsi la productivité du capital et du travail, c'est-à-dire en augmentant les coûts de production. Un droit de douane portant sur un seul ou sur quelques secteurs de production seulement peut servir les intérêts particuliers de certains groupes. Un système douanier généralisé ne peut que diminuer la satisfaction de tous.

Ces mesures de restriction sont cependant relativement inoffensives. Elles réduisent la productivité et appauvrissent les gens mais permettent au processus de continuer à fonctionner. Le marché peut s'ajuster aux mesures de restriction. Les effets sont tout autres dans le cas de mesures destinées à fixer les prix, les salaires et les taux d'intérêt à des niveaux différents de ce qu'ils auraient été sur un marché libre. S'il s'agit de mesures destinées à éliminer le profit, elles paralysent le fonctionnement de l'économie de marché. Non seulement elles écartent la production des méthodes qui permettent la satisfaction la plus grande et la plus efficace de la demande des consommateurs, mais elles engendrent aussi un gaspillage de capitaux et de travail. Elles créent un chômage de masse. Elles peuvent conduire à un boom économique artificiel mais celui-ci apporte la dépression dans son sillage. Elles peuvent transformer l'économie de marché en chaos.

L'opinion populaire rend le système capitaliste responsable de ces maux. Elle réclame encore plus d'interventionnisme pour remédier aux effets indésirables de l'interventionnisme. Elle accuse le capitalisme des effets des actions gouvernementales poursuivant une politique anti-capitaliste.

Le cas du monopole est particulièrement important. Il est possible, et même probable, que dans une économie de marché ne subissant pas les entraves des interventions étatiques, certaines conditions puissent faire temporairement surgir des prix de monopole. Nous pouvons considérer comme probable, par exemple, qu'un monopole international du mercure puisse se former même dans une économie de marché, ou qu'il puisse exister des monopoles locaux pour certains matériaux de construction ou pour certains *combustibles*. Mais de tels exemples isolés de prix de monopole ne constituerait pas pour autant un « problème de monopoles ». Tous les monopoles nationaux et — à quelques exceptions — tous les monopoles internationaux doivent leur existence aux législations douanières. Si les gouvernements étaient véritablement sérieux lorsqu'ils parlent de combattre les monopoles, ils utiliseraient les moyens efficaces à leur disposition : ils supprimeraient les taxes sur les importations. S'ils faisaient simplement ça, le « problème des monopoles » perdrat son importance. En fait, les gouvernements ne cherchent pas à éliminer les monopoles ; ils essaient au contraire de créer des conditions permettant aux producteurs d'imposer des prix de monopole sur le marché.

Supposons par exemple que les usines nationales fonctionnant à pleine capacité produisent une quantité m d'un bien donné et que la consommation intérieure au prix p du marché mondial augmenté d'une taxe sur les importations t (c'est-à-dire au prix $p + t$) se situe à un niveau n — ce dernier niveau étant supérieur à la quantité m . Sous ces conditions, le tarif douanier permet aux producteurs nationaux d'obtenir pour leurs produits un prix plus élevé que le prix du marché mondial¹. Le tarif douanier est efficace : il parvient à son but. Tel est le cas, par exemple, des producteurs de blé dans les pays industriels européens. Si, toutefois, la quantité produite m est plus importante que la consommation intérieure au prix du marché mondial, alors les taxes sur les importations ne donnent aucun avantage aux producteurs nationaux. Ainsi, une taxe sur les importations de blé ou d'acier aux États-Unis n'aurait aucun effet sur les prix : elle ne conduirait pas par elle-même à une hausse des prix de la production nationale de blé ou d'acier.

Si, toutefois, les producteurs nationaux veulent obtenir certains avantages par une protection douanière même lorsque la quantité m est supérieure à la consommation intérieure au prix du marché, alors ils doivent mettre sur pied un cartel, un trust ou toute autre forme de combinaison monopolistique, puis se mettre d'accord pour diminuer la

¹ Pour des raisons de simplicité, nous mettons de côté les coûts de transport. Cependant, il n'y a aucune difficulté particulière à les introduire également dans le calcul.

production. Ils sont alors en position, pourvu que la demande (la forme de la courbe de demande) le permette, de forcer le consommateur à payer des prix de monopole plus élevés que les prix du marché mondial, mais inférieurs à ceux du marché mondial augmentés de la taxe sur les importations. Ce que l'on atteint directement dans le premier cas par les droits de douanes doit être accompli dans le second par une organisation de monopole rendue possible par le tarif protecteur.

La plupart des cartels internationaux n'ont été rendus possibles que parce que la totalité du marché mondial était divisée en zones économiques nationales par des droits de douanes et par les mesures associées. Le peu de sincérité des gouvernements en ce qui concerne leur attitude vis-à-vis des monopoles se voit clairement dans leurs efforts pour mettre en place des monopoles mondiaux, même dans le cas d'articles réclamant des mesures spécifiques allant au-delà de la législation douanière pour pouvoir former ces monopoles. L'histoire économique des dernières décennies montre un certain nombre de mesures prises par les différents gouvernements et destinées — sans succès toutefois — à créer des monopoles sur le sucre, le caoutchouc, le café, l'étain et d'autres biens.

Dans la mesure où l'interventionnisme accomplit les objectifs recherchés par le gouvernement, il crée également une rareté artificielle des biens et fait monter les prix. Tant que les gouvernements poursuivent des objectifs différents de ces deux résultats, ils échouent ; ou, plutôt, il apparaît des

effets que les gouvernements eux-mêmes jugeraient encore moins désirables que les conditions qu'ils essaient d'éliminer. Pour sortir du chaos auquel conduit l'interventionnisme, il n'y a que deux issues : le retour au marché libre ou l'adoption du socialisme.

L'économie de marché libre n'est pas un système qui serait uniquement recommandable du point de vue égoïste des intérêts particuliers des entrepreneurs et des capitalistes. Ce ne sont pas les intérêts particuliers de certains individus ou de certains groupes qui réclament l'économie de marché, c'est le souci du bien-être commun. Il est faux que les avocats de l'économie de marché soient les défenseurs des intérêts particuliers des riches. Les intérêts particuliers des entrepreneurs et des capitalistes réclament eux aussi l'interventionnisme pour les protéger contre la concurrence d'hommes plus actifs et plus efficaces. Le développement libre de l'économie de marché doit être recommandé parce que tel est l'intérêt des masses, non parce qu'il serait dans l'intérêt des riches.

2. Gouvernement parlementaire et interventionnisme

Le gouvernement par le peuple est fondé sur l'idée que tous les citoyens sont liés par des intérêts communs. Les concepteurs des constitutions modernes n'ont pas oublié que les intérêts particuliers des groupes peuvent se retrouver en conflit à court terme avec ceux de l'écrasante majorité. Mais ils

avaient une confiance totale dans l'intelligence de leurs concitoyens. Ils ne doutaient pas que ces derniers seraient assez sages pour comprendre que les intérêts égoïstes du groupe doivent être sacrifiés quand ils s'opposent au bien-être de la majorité. Ils étaient convaincus que chaque groupe reconnaîtrait que les priviléges ne peuvent perdurer à long terme. Les priviléges n'ayant une valeur que s'ils bénéficient à une minorité, ils perdent tout intérêt lorsqu'ils sont généralisés. Quand tous les groupes obtiennent des priviléges, ceux-ci n'ont plus aucun sens : tout le monde est pénalisé et personne ne gagne.

Le gouvernement par le peuple ne peut par conséquent être maintenu que dans le cadre d'un système d'économie de marché. Ce n'est que dans une économie de marché que les intérêts des citoyens en tant que consommateurs sont pris en compte. Aucun producteur n'est privilégié parce que des priviléges accordés aux producteurs diminuent la productivité et vont à l'encontre de la satisfaction des consommateurs. Personne ne souffre si l'on accepte de prendre comme principe directeur de la politique la satisfaction des consommateurs au meilleur prix et de la façon la plus efficace possible : ce que les producteurs n'arrivent pas à gagner en tant que producteurs, parce qu'on leur refuse tout privilège, ils le gagnent en tant que consommateurs.

Tout progrès technique nuit d'abord à des avantages acquis par des entrepreneurs, des capitalistes, des propriétaires fonciers ou des travailleurs. Mais si le désir d'empêcher de tels préjudices conduit à

prendre des mesures destinées à empêcher le développement de nouvelles techniques, alors cela nuira à long terme non seulement aux intérêts de tous les citoyens mais aussi à ceux des individus qui sont censés en profiter. L'automobile et l'avion ont fait du tort aux chemins de fer, la radio à l'industrie de l'édition, le cinéma au théâtre. Aurait-on dû interdire les automobiles, les avions, la radiodiffusion et les films afin d'épargner les intérêts des entrepreneurs, des capitalistes et des travailleurs lésés ? L'abolition des priviléges des guildes constitua la grande victoire du libéralisme classique, et elle ouvrit la voie à l'industrie moderne. S'il y a aujourd'hui bien plus d'individus sur la planète qu'il y a 200 ans et si chaque travailleur des pays de la civilisation occidentale vit de nos jours bien mieux que ses ancêtres, à certains égards mieux même que Louis XIV dans son palais de Versailles, cela n'est dû qu'à la libération des forces productives.

L'idée qui se trouve derrière l'instauration d'un gouvernement représentatif est que les membres du Parlement représentent la totalité de la nation, et non les régions ou les intérêts particuliers de leurs électeurs. Les partis politiques peuvent représenter différentes opinions quant à ce qui peut aider la nation dans son ensemble, mais ils ne devraient pas représenter les intérêts égoïstes de certaines régions ou de certains groupes de pression.

Les parlements des pays interventionnistes sont aujourd'hui très éloignés de cet idéal. Ils sont les représentants de l'argent [métallique], du coton, de l'acier, de l'agriculture et du travail. Mais aucun

élu ne se sent obligé de représenter la nation dans son ensemble.

La forme de gouvernement démocratique qu'Hitler a détruit en Allemagne et en France ne pouvait fonctionner parce qu'elle était envahie par l'esprit interventionniste. Il y avait beaucoup de petits partis qui s'occupaient des intérêts particuliers locaux ou professionnels. Chacun proposait son projet de loi et toute proposition était jugée sur un seul critère : Qu'offre-t-elle aux électeurs et aux groupes de pression dont je dépends ? Les représentants des régions vinicoles considéraient toute question du point de vue des viticulteurs. Les questions de défense nationale n'étaient pour les représentants des ouvriers qu'une occasion d'accroître le pouvoir des syndicats. En France, le porte-parole du *Front populaire* réclamait la coopération avec la Russie, ceux de la droite une alliance avec l'Italie. Aucun des deux groupes ne s'intéressait au bien-être et à l'indépendance de la France ; ils voyaient tous les problèmes sous l'angle des intérêts particuliers des différents blocs électoraux et d'après les effets que ces problèmes pouvaient avoir sur ces blocs. L'interventionnisme avait transformé le gouvernement parlementaire en gouvernement de lobbies. Ce n'est pas le parlementarisme et la démocratie qui ont échoué. L'interventionnisme a paralysé le parlementarisme tout autant qu'il a paralysé l'économie de marché.

L'échec du parlementarisme est le plus visible dans la pratique de la délégation d'autorité. Le Parlement abandonne volontairement son pouvoir

législatif et le donne au pouvoir exécutif. Hitler, Mussolini et Pétain gouvernent par « délégation de pouvoir ». La dictature s'attribue ainsi un vestige de légalité par un lien formel avec les institutions démocratiques. Elle supprime la démocratie et ne retient que la terminologie démocratique, tout comme le socialisme allemand a aboli la propriété privée tout en conservant ses termes. Les tyrans des cités de la Grèce antique et de la Rome des Césars, eux aussi, avaient conservé la phraséologie de la République.

Au stade actuel du développement des moyens de communication et de transport, aucune urgence ne peut justifier la délégation de pouvoir. Même dans un pays aussi grand que les États-Unis, tous les représentants peuvent être réunis dans la capitale en 24 heures. Il serait également possible que les corps représentatifs demeurent en session permanente. Quand il semblerait souhaitable de garder le secret sur les débats et les décisions prises, on pourrait organiser des sessions secrètes.

On entend souvent l'affirmation selon laquelle les institutions démocratiques serviraient uniquement de paravent à une « dictature du capital ». Les marxistes ont utilisé ce slogan pendant longtemps. Georges Sorel et les syndicalistes l'ont répété. Aujourd'hui Hitler et Mussolini demandent aux nations de se soulever contre la « ploutocratie ». En réponse à ceci, il suffit de souligner qu'en Grande-Bretagne, dans les dominions britanniques et aux États-Unis, les élections sont totalement libres. Franklin D. Roosevelt fut élu président par une

majorité d'électeurs. Personne n'a forcé les citoyens américains à voter pour lui. Personne n'empêche quiconque d'exprimer publiquement les raisons pour lesquelles il faudrait empêcher sa réélection. Les citoyens américains sont libres de choisir et ils choisissent.

3. La liberté et le système économique

Le premier argument que l'on a offert contre les propositions de remplacement du capitalisme par le socialisme était qu'il n'y aurait pas de place pour la liberté de l'individu dans un système économique socialiste. Le socialisme, disait-on, signifie l'esclavage pour tous. Il est impossible de nier la véracité de cet argument. Si le gouvernement contrôle tous les moyens de production, s'il est le seul employeur, et est seul à décider quelle formation chacun recevra, où et comment il devra travailler, alors l'individu n'est plus libre. Il est de son devoir d'obéir mais il n'a aucun droit.

Les avocats du socialisme n'ont jamais été capables d'opposer un contre-argument de poids à cette accusation. Ils se sont contentés de répliquer que dans les pays démocratiques de l'économie de marché, il n'y a de liberté que pour le riche, pas pour le pauvre, et que l'absence d'une telle liberté ne justifiait pas de renoncer aux bienfaits supposés du socialisme.

Afin d'analyser ces questions, nous devons d'abord comprendre ce que la liberté signifie exactement. La liberté est un concept sociologique.

Dans la nature et en ce qui concerne la nature, il n'existe rien à quoi l'on puisse appliquer ce terme. La liberté est la possibilité accordée par le système social à l'individu afin qu'il puisse mener sa vie comme il l'entend. Que les gens aient besoin de travailler pour survivre est une loi de la nature ; aucun système social ne peut rien y changer. Que le riche puisse vivre sans travailler ne crée pas de tort à la liberté de ceux qui ne peuvent en faire autant. La richesse représente dans une économie de marché la récompense accordée par la société pour des services rendus aux consommateurs dans le passé, et elle ne peut être préservée qu'en la mettant continuellement au service des intérêts des consommateurs. Que l'économie de marché récompense l'activité servant les consommateurs ne leur crée pas de préjudices, ceci se fait au contraire à leur profit. On ne retire rien au travailleur mais on lui donne beaucoup en augmentant la productivité du travail. La liberté du travailleur qui ne possède rien réside dans son droit de choisir le lieu et le type de travail qu'il veut. Il n'a pas de maître auquel il soit soumis et dont il doive accepter l'arbitraire. Il vend ses services sur le marché. Si un entrepreneur refuse de lui payer le salaire qui correspond aux conditions du marché, il en trouvera un autre qui sera disposé, en raison de son propre intérêt (à lui, l'employeur), à payer le salaire du marché. Le travailleur ne doit à son employeur ni servilité ni obéissance : il lui doit des services. Et il reçoit son salaire non comme une faveur mais comme une récompense méritée.

Les pauvres aussi ont la possibilité de s'élever dans une société capitaliste grâce à leurs efforts. Ce n'est pas seulement le cas dans le monde des affaires. Parmi ceux qui occupent aujourd'hui des postes au sommet dans les diverses professions, dans les arts, dans la science et dans la politique, la majorité est constituée d'hommes ayant commencé leur carrière dans la pauvreté. Parmi les innovateurs et les chefs, on trouve des hommes presque exclusivement issus de parents pauvres. Ceux qui veulent réussir, quel que soit le système social, doivent surmonter la résistance de l'apathie, des préjugés et de l'ignorance. On peut difficilement nier que le capitalisme offre cette possibilité.

On attire parfois l'attention sur des cas où des grands hommes furent mal traités par leurs contemporains. Certains grands maîtres des écoles moderne de la peinture française ont connu de grosses difficultés ou n'ont pas même vendu une seule toile. Quelqu'un croit-il vraiment qu'un gouvernement socialiste aurait fait preuve de plus de compréhension pour un art qui apparaissait comme de simples gribouillis d'après les conceptions traditionnelles ? Le grand compositeur Hugo Wolf a écrit un jour que c'était une honte que l'État ne subvienne pas aux besoins de ses artistes. Mais ce dont souffrait Hugo Wolf, c'était d'un manque de compréhension de la part des vieux artistes, critiques et amis de l'art reconnus ; un gouvernement socialiste aurait dû s'appuyer sur le jugement des experts étatiques et n'aurait certainement pas plus accordé sa reconnaissance à cet homme irritable,

associable et mentalement perturbé. Quand Sigmund Freud avança ses théories, les autorités en place, les docteurs et les psychologues, c'est-à-dire les experts dont le jugement doit permettre au gouvernement de trancher, rirent et le traitèrent de fou.

Dans une société capitaliste le génie a au moins l'occasion de continuer son travail.

Les grands peintres français étaient libres de peindre ; Hugo Wolf pouvait mettre les poèmes de Mörike en musique ; Freud était libre de continuer ses études. Ils auraient été incapables de produire quoi que ce soit si le gouvernement, suivant l'avis unanime des experts, leur avait assigné une profession les privant de la possibilité de réaliser leur destin.

Malheureusement, il n'est pas si rare que, pour des raisons politiques, les universités refusent d'engager comme professeurs des hommes remarquables dans le domaine des sciences sociales, ou qu'elles les renvoient après les avoir nommés. Mais devons-nous croire que l'université d'État d'un pays socialiste emploierait des hommes enseignant des doctrines déplaisant au gouvernement ? Dans un État socialiste, l'édition est aussi une fonction étatique. Cet État imprimera-t-il et publiera-t-il des livres et des articles avec lequel il est en désaccord ? Sera-t-il possible de monter sur scène des drames qu'il considère inappropriés ?

Comparons la situation dans laquelle se trouvent la science, les arts, la littérature, la presse et la radio en Russie et en Allemagne avec celle qu'on trouve en Amérique : nous comprendrons alors ce que

liberté et absence de liberté veulent dire. De nombreuses choses semblent également désagréables en Amérique, mais personne ne peut nier que les Américains soient plus libres que les Russes ou les Allemands.

Seule une petite minorité fait usage de la liberté de création scientifique et artistique, mais tout le monde en profite. Le progrès a toujours lieu en remplaçant le vieux par le neuf, il signifie toujours un changement. Aucune économie planifiée ne peut planifier le progrès ; aucune organisation ne peut l'organiser. C'est une chose qui défie toute limitation et toute discipline excessive. L'État et la société ne peuvent pas favoriser le progrès. Le capitalisme ne peut rien faire non plus pour le progrès mais, et c'est suffisant, il ne place pas d'obstacles insurmontables sur le chemin du progrès. La société socialiste deviendrait totalement rigide parce qu'elle rendrait tout progrès impossible.

L'interventionnisme ne retire pas toute leur liberté aux citoyens. Mais chacune de ses mesures retire une part de liberté et réduit le champ de leurs activités.

Prenons l'exemple du contrôle des changes. Plus un pays est petit, plus le rôle joué par les transactions avec l'étranger constitue une part importante du commerce total. Si les commandes de livres étrangers ou l'abonnement à des journaux étrangers, les voyages ou les études à l'étranger, dépendent des autorisations du gouvernement, toute la vie intellectuelle du pays tombe sous la coupe du gouvernement. À cet égard, le contrôle des changes

n'est pas différent du système despotique instauré par le prince Metternich. La seule différence, c'est que Metternich faisait ouvertement ce que le contrôle des changes fait en se camouflant.

4. La grande illusion

On ne peut nier que la dictature, l'interventionnisme et le socialisme soient aujourd'hui très populaires. Aucun argument logique ne peut affaiblir cette popularité. Les fanatiques refusent obstinément d'écouter les enseignements de la théorie économique. L'expérience n'arrive pas à leur apprendre quoi que ce soit. Têtus, ils continuent de s'accrocher à leur opinion précédente.

Pour comprendre les racines de cet entêtement, nous devons garder à l'esprit que les gens souffrent de ce que les choses ne se passent pas toujours comme elles le souhaitent. L'homme naît en tant qu'animal égoïste asocial et ce n'est qu'au cours de sa vie qu'il apprend que ses volontés ne sont pas les seules au monde et qu'il y a aussi d'autres personnes qui ont leurs propres volontés. Seule la vie et l'expérience lui apprennent qu'afin de réaliser *ses* plans, il doit trouver sa place dans la société, qu'il doit accepter les volontés et les désirs des autres comme des faits et qu'il doit simplement s'adapter à ces faits afin de réussir quoi que ce soit. La société n'est pas ce que l'individu veut qu'elle soit. N'importe qui a une opinion de lui-même plus haute que n'en ont ses semblables sur lui. Ceux-ci ne lui accordent pas la place qu'il mérite, d'après

lui, dans la société. Chaque jour nouveau apporte son lot de nouvelles déceptions au vaniteux — et qui est entièrement dépourvu de vanité ? Chaque jour lui montre que ses volontés entrent en conflit avec celles des autres.

Le névrosé cherche à surmonter ces déceptions en se réfugiant dans des rêveries. Il rêve d'un monde où seuls ses désirs seraient pris en compte. Il est le dictateur du monde de ses rêves. N'arrive que ce qu'il approuve. Lui seul donne des ordres : les autres obéissent. Seule sa raison est suprême.

Dans le monde secret de ses rêves, le névrosé tient le rôle du dictateur. Il est César, Gengis Kahn ou Napoléon. Quand dans la vie réelle il parle à ses semblables, il doit être plus modeste. Il se contente d'approuver une dictature dans laquelle un autre gouverne. Mais, dans son esprit, le dictateur reçoit tous ses ordres de lui, le névrosé : ce dernier suppose que le dictateur fera précisément ce qu'il veut lui faire faire. Un homme qui ne ferait pas attention et suggèrerait de devenir dictateur lui-même serait considéré comme fou par ses semblables et traité comme tel. Les psychiatres diraient qu'il est mégalomane.

Aucun partisan de la dictature n'a jamais préféré une dictature qui ferait autre chose que ce que lui considère comme juste. Ceux qui recommandent des dictatures ont toujours en tête une domination sans partage de leur propre volonté, même si elle doit être mise en œuvre par quelqu'un d'autre.

Examinons par exemple l'expression « économie planifiée », qui est de nos jours un pseudonyme

particulièrement populaire du socialisme. Tout ce que les individus font doit d'abord être conçu, c'est-à-dire planifié. Mais ceux qui, comme Marx, rejettent « l'anarchie de la production » et veulent la remplacer par sa « planification » ne considèrent jamais les volontés et les plans des autres. Une seule volonté doit décider : un seul plan doit être exécuté, à savoir celui qui rencontre l'approbation du névrosé, le plan juste, le *seul* plan. Toute résistance doit être brisée : personne ne doit empêcher le pauvre névrosé d'arranger le monde selon ses propres plans. Tous les moyens sont autorisés pour s'assurer que la sagesse supérieure du rêveur prévaudra.

C'est la mentalité des gens qui, lorsqu'ils virent les tableaux de Manet lors d'une exposition parisienne s'exclamèrent : La police ne devrait pas le permettre ! C'est la mentalité des gens qui crient sans cesse : Il devrait y avoir une loi contre ça ! Et qu'ils le reconnaissent ou non, c'est la mentalité de tous les interventionnistes, de tous les socialistes et de tous les avocats des dictatures. Il n'y a qu'une chose qu'ils détestent plus que le capitalisme : ce sont l'interventionnisme, le socialisme ou la dictature qui ne se conforment pas à leurs voeux. Avec quelle ardeur les nazis et les communistes ont-ils pu se combattre ! Avec quelle détermination les trotskistes ont-ils lutté contre les staliniens, les partisans de Strasser contre ceux d'Hitler !

5. *L'origine du succès d'Hitler*

Hitler, Staline et Mussolini proclament sans cesse qu'ils ont été choisis par le destin pour sauver le monde. Ils prétendent être les chefs de la jeunesse créatrice combattant des aînés qui ont fait leurs temps. Ils apportent en provenance de l'Est la nouvelle culture qui remplacera la civilisation occidentale mourante. Ils veulent donner le *coup de grâce* [en français dans le texte. NdT] au libéralisme et au capitalisme : ils veulent dépasser l'égoïsme immoral grâce à l'altruisme. Ils projettent de remplacer la démocratie anarchique par l'ordre et l'organisation, la « société de classes » par l'État total, l'économie de marché par le socialisme. Leur guerre ne serait pas une guerre pour l'accroissement du territoire, pour le pillage et l'hégémonie comme c'était le cas avec les guerres impérialistes du passé, mais serait une sainte croisade pour permettre un monde meilleur. Et ils se sentent certains de la victoire car sont convaincus d'être portés par « la vague du futur ».

C'est une loi de la nature, disent-ils, que les grands changements historiques ne peuvent se dérouler pacifiquement ou sans conflit. Il serait petit et stupide, prétendent-ils, d'oublier la qualité créatrice de leur œuvre en raison de certaines choses déplaisantes que la grande révolution mondiale doit nécessairement entraîner dans son sillage. Ils soutiennent que l'on ne doit pas oublier la gloire du nouvel évangile à cause d'une pitié de mauvais aloi envers les Juifs et les francs-maçons, les Polonais,

les Tchèques, les Finnois et les Grecs, l'aristocratie décadente anglaise et la bourgeoisie française corrompue. Une telle faiblesse et un tel aveuglement face aux nouvelles normes de la morale ne seraient qu'une preuve de la décadence de la pseudo-culture capitaliste décadente. Les pleurs et les cris des vieillards impotents sont futiles, selon eux : ils n'arrêteront pas l'avancée victorieuse de la jeunesse. Personne ne peut arrêter la roue de l'Histoire ou remonter le cours du temps.

Le succès de cette propagande est gigantesque. Les gens ne prennent pas en compte le contenu de ce nouvel évangile : ils comprennent seulement qu'il est nouveau et pensent trouver sa justification dans ce seul fait. De même que les femmes accueillent favorablement une nouvelle mode de vêtements juste pour le changement, on accueille favorablement la prétendue nouvelle mode politique et économique. Les gens se dépêchent d'échanger leurs « anciennes » idées par les « nouvelles », parce qu'ils craignent d'apparaître comme ringards et réactionnaires. Ils rejoignent le chœur dénonçant les défauts de la civilisation capitaliste et parlent avec grand enthousiasme des réussites des autoritaires. Rien n'est aujourd'hui plus à la mode que de calomnier la civilisation occidentale.

Cette mentalité a permis à Hitler de remporter des victoires faciles. Les Tchèques et les Danois ont capitulé sans combattre. Les officiers norvégiens abandonnèrent des pans entiers de leur pays à l'armée d'Hitler. Les Hollandais et les Belges abandonnèrent après une courte résistance. Les Français

eurent l'audace de célébrer la perte de leur indépendance comme un « sursaut national ». Il fallut cinq ans à Hitler pour réaliser l'*Anschluss* de l'Autriche ; deux ans et demi plus tard, il était le maître du continent européen.

Hitler ne possède pas d'arme secrète à sa disposition. Il ne doit pas sa victoire à d'excellents services d'espionnage qui l'auraient informé des plans de ses adversaires. Même l'action de cette « cinquième colonne » dont on a tant parlé ne fut pas décisive. Il l'emporta parce que ses adversaires supposés étaient déjà de quasi-sympathisants des idées qu'il incarnait.

Seuls ceux qui considèrent sans restrictions et sans conditions l'économie de marché comme la seule forme possible de coopération sociale sont des adversaires des systèmes totalitaires et sont capables de les combattre avec succès. Ceux qui souhaitent le socialisme cherchent à introduire dans leur pays le système dont jouit la Russie et l'Allemagne. Favoriser l'interventionnisme signifie prendre la voie qui mène inévitablement au socialisme.

Une bataille idéologique ne peut pas être menée avec succès si l'on fait des concessions constantes aux principes de l'ennemi. Ceux qui rejettent le capitalisme parce qu'il serait contraire aux intérêts des masses, ceux qui proclament que, « bien entendu », après la victoire sur Hitler l'économie de marché devra être remplacée par un meilleur système et, par conséquent, que tout devrait être fait dès maintenant pour assurer un contrôle des entre-

prises par le gouvernement aussi complet que possible, tous ceux-là se battent en réalité en faveur du totalitarisme. Les « progressistes » qui se déguisent aujourd’hui en « libéraux » peuvent tempêter contre le « fascisme » : c’est pourtant leur politique qui fait le lit de l’hitlérisme.

Rien n’aurait pu aider plus le succès du mouvement national-socialiste (nazi) que les méthodes utilisées par les « progressistes » qui dénonçaient le nazisme comme un parti au service des intérêts du « capital ». Les travailleurs allemands connaissaient trop bien cette tactique pour s’y laisser prendre à nouveau. N’était-il pas vrai que depuis les années 1870, les sociaux-démocrates soutenant ostensiblement les ouvriers avaient combattu avec vigueur toutes les mesures en faveur des travailleurs prises par le gouvernement allemand, les appelant « bourgeois » et contraires aux intérêts de la classe ouvrière ? Les sociaux-démocrates avaient toujours voté contre la nationalisation des chemins de fer, la municipalisation des services publics, la législation du travail et le système de sécurité sociale allemand, assurance obligatoire contre les accidents, la maladie et la vieillesse, et qui devait plus tard être adopté partout dans le monde. Puis, après la Première Guerre mondiale, les communistes traitèrent le parti social-démocrate allemand et les syndicats sociaux-démocrates de « traîtres à leurs intérêts de classe ». De sorte que les travailleurs allemands comprirent que tout parti cherchant leurs faveurs traiterait ses concurrents de « valets du capita-

lisme », et leur allégeance au nazisme ne fut pas ébranlé par de telles phrases.

Si nous ne voulons pas écarter totalement les faits, nous devons comprendre que les ouvriers allemands constituent le soutien le plus fiable du régime hitlérien. Le nazisme les a gagnés à sa cause en supprimant le chômage et en réduisant les entrepreneurs au rôle de directeurs d'établissement (*Betriebsführer*). Les grandes entreprises, les commerçants et les paysans sont déçus. Les ouvriers sont contents et seront aux côtés d'Hitler, à moins que la guerre ne prenne un tour qui détruisse leur espoir d'une vie meilleure après le traité de paix. Seuls des revers militaires peuvent priver Hitler du soutien des travailleurs allemands.

Le fait que les capitalistes et les entrepreneurs, devant l'alternative entre communisme et nazisme, choisissent ce dernier, n'a pas besoin d'être expliqué. Ils préfèrent vivre comme directeurs d'établissements sous Hitler que « liquidés » comme « bourgeois » par Staline. Les capitalistes n'aiment pas plus être tués que les autres.

On peut trouver un exemple des effets pernicieux résultant de la croyance selon laquelle les ouvriers allemands étaient opposés à Hitler dans la tactique choisie par les Anglais lors de la première année de guerre. Le gouvernement de Neville Chamberlain croyait fermement qu'une révolution des ouvriers allemands mettrait fin à la guerre. Au lieu de concentrer leurs efforts sur l'armement et sur les combats, les Anglais envoyèrent leurs avions lâcher des tracts au-dessus de l'Allemagne, tracts

qui expliquaient aux ouvriers allemands que l'Angleterre ne les combattait pas *eux* dans cette guerre, mais luttait contre Hitler, leur oppresseur. Le gouvernement anglais sait parfaitement, disaient-ils, que les Allemands, et les ouvriers et particulier, étaient opposés à la guerre qui leur était imposée par leur dictateur autoproclamé.

Les travailleurs des pays anglo-saxons, eux aussi, savaient bien que les partis socialistes recherchant leur faveur s'accusaient mutuellement de favoriser le capitalisme. Les communistes de toute tendance avançaient cette accusation contre les socialistes. Et au sein des groupes communistes, les trotskistes utilisaient le même argument contre Staline et ses hommes. Et vice-versa. Le fait que les « progressistes » portent la même accusation contre le nazisme et le fascisme n'empêchera pas les ouvriers de suivre un jour un autre gang portant des chemises d'une autre couleur.

L'erreur de la civilisation occidentale, c'est l'habitude prise de juger les partis politiques en se demandant simplement s'ils sont assez neufs et radicaux, et non pas en cherchant à savoir s'ils sont sages ou non, ou s'ils sont capables d'atteindre leurs objectifs. Tout ce qui existe aujourd'hui n'est pas raisonnable : mais cela ne veut pas dire que tout ce qui n'existe pas est sensé.

La terminologie politique habituelle est stupide. Qu'est ce qui est « de gauche » et qu'est ce qui est « de droite » ? Pourquoi Hitler devrait-il être « de droite » et Staline, son ami actuel, « de gauche » ? Qui est « réactionnaire » et qui est « progressiste » ?

La réaction contre une mauvaise politique n'est pas condamnable. Et le progrès vers le chaos n'est pas recommandable. Aucune chose ne devrait être acceptée pour la simple raison qu'elle serait nouvelle, radicale et à la mode. « L'orthodoxie » n'est pas un mal si la doctrine sur laquelle elle repose est saine. Qui est contre les ouvriers, ceux qui veulent les abaisser au niveau des Russes ou ceux qui veulent instaurer le niveau de vie capitaliste des États-Unis ? Qui est « nationaliste », ceux qui veulent conduire leur nation sous le joug des nazis ou ceux qui cherchent à préserver son indépendance ?

Que serait-il advenu de la civilisation occidentale si ses peuples avaient toujours montré un tel goût pour la « nouveauté » ? Imaginons qu'ils aient accueilli comme « vague du futur » Attila et les Huns, le credo de Mahomet ou les Tartares ? Eux aussi étaient totalitaires et connaissaient des succès militaires qui firent hésiter les faibles et les incitèrent à capituler. Ce dont l'humanité a besoin aujourd'hui, c'est d'être libérée de cette domination des slogans sans aucun sens pour revenir à des raisonnements sains.

8.

CONCLUSIONS

Le présent essai ne traite pas de la question de savoir si le socialisme — propriété publique des moyens de production, ou économie planifiée — serait un système supérieur au capitalisme, ni de savoir s'il pourrait tout simplement être possible en tant que système de coopération sociale. Il n'étudie pas les programmes des partis qui veulent remplacer le capitalisme, la démocratie et la liberté par le totalitarisme socialiste suivant le modèle russe ou allemand. L'auteur a traité ces questions dans un autre ouvrage¹. L'analyse qui y est faite ne cherche pas non plus à savoir si le gouvernement démocratique et les libertés civiques sont bonnes ou mauvaises. Ni de savoir si oui ou non la dictature totalitaire constituerait une meilleure forme de gouvernement.

La présente analyse a simplement cherché à expliquer que la politique économique de l'interventionnisme, présentée par ses défenseurs comme une politique socio-économique progressiste, se fonde sur un sophisme. Cet ouvrage a démontré qu'il est faux que l'interventionnisme puisse conduire à un système durable d'organisation économique. Les diverses mesures par lesquelles les interventionnistes cherchent à diriger les affaires économiques ne peuvent pas atteindre les buts que

¹ *Le Socialisme.*

ses défenseurs honnêtes cherchent à obtenir par leur application. Les mesures interventionnistes conduisent à des conditions qui, du point de vue de ceux-là même qui les recommandent, sont moins souhaitables que celles qu'ils cherchent à soulager. Elles créent le chômage, la dépression, le monopole, la misère. Elles enrichissent un petit nombre mais appauvissent tous les autres, qui se retrouvent moins heureux. Si les gouvernements ne les abandonnent pas et ne reviennent pas à l'économie de marché libre, s'ils persistent à s'entêter à essayer de compenser les conséquences néfastes des interventions passées par de nouvelles interventions, alors ils finiront par constater qu'ils ont adopté le socialisme.

En outre, c'est une erreur tragique de croire que la démocratie et la liberté puissent être compatibles avec l'interventionnisme, voire avec le socialisme. Ce dont on veut parler en utilisant les mots de gouvernement démocratique, de libertés civiques et de liberté personnelle, ne peut exister que dans une économie de marché. Ce n'est pas par accident que partout, avec le progrès de l'interventionnisme, les institutions démocratiques ont disparu l'une après l'autre et que, dans les pays socialistes, le despotisme oriental a pu faire un retour réussi. Ce n'est pas par pure chance que la démocratie est attaquée de tous côtés, par les partisans du communisme russe comme par ceux du socialisme allemand. L'extrémisme de « droite » et l'extrémisme de « gauche » ne diffèrent que par des détails mineurs :

ils se rencontrent dans leur dénonciation totale du capitalisme et de la démocratie.

L'humanité n'a le choix qu'entre l'économie de marché libre, la démocratie et la liberté d'un côté, le socialisme et la dictature de l'autre. Il n'existe pas de troisième choix, pas de compromis interventionniste.

On pourrait souligner que cette conclusion est en accord avec certains enseignements de Karl Marx et des marxistes orthodoxes. Marx et les marxistes ont qualifié de « petit bourgeois » toutes les mesures que l'on appelle interventionnistes et ont reconnu leur caractère contradictoire. Marx considérait vaines les tentatives des syndicats d'obtenir des salaires plus élevés pour toute la classe ouvrière dans la société capitaliste. Les marxistes orthodoxes ont toujours protesté contre les propositions consistant en un salaire minimum fixé directement ou indirectement par l'État. Marx avait développé la doctrine selon laquelle la « dictature du prolétariat » serait nécessaire pour préparer la voie vers le socialisme, « phase ultime de la société communiste ». Durant la période de transition, pouvant durer plusieurs siècles, il n'y aurait pas de place pour la démocratie. C'est pourquoi Lénine avait raison de renvoyer à Marx pour justifier son règne de terreur. En ce qui concerne ce qui se passerait une fois le socialisme atteint, Marx a simplement dit que l'État disparaîtrait.

Les victoires remportées par Lénine, Mussolini et Hitler n'ont pas constitué des défaites du capitalisme mais furent les conséquences inévitables de la

politique interventionniste. Lénine pris le pas sur l'interventionnisme de Kerenski. Mussolini gagna face au syndicalisme des syndicats italiens qui avait atteint son apogée par la confiscation des usines. Hitler triompha de l'interventionnisme de la République de Weimar. Franco l'emporta sur l'anarchie syndicaliste de l'Espagne et de la Catalogne. En France, le système du *Front populaire* s'effondra et il s'ensuivit la dictature de Pétain. Une fois engagé sur la voie de l'interventionnisme, ce devait être la suite logique des événements.

S'il est une chose que l'Histoire peut nous apprendre, c'est que nulle nation n'a jamais atteint un degré de civilisation élevé sans avoir recours à la propriété privée des moyens de production et qu'on ne trouve la démocratie que là où l'on rencontre cette propriété privée des moyens de production.

Si notre civilisation devait mourir, ce n'est pas parce qu'elle y serait condamnée, mais parce que les gens refuseraient d'apprendre la leçon de la théorie et de l'Histoire. Ce n'est pas le destin qui détermine l'avenir de la société humaine, mais l'homme lui-même. Le déclin de la civilisation occidentale n'est pas un acte de Dieu, qui ne pourrait être empêché. S'il se produit, ce sera en raison d'une politique qu'il est encore temps d'abandonner et de remplacer par une autre.

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
L'INTERVENTIONNISME (1940)	
Préface de l'auteur	9
INTRODUCTION	17
1. Énoncé du problème	17
2. L'économie capitaliste	19
3. L'économie socialiste	26
4. L'État capitaliste et l'État socialiste	31
5. L'État interventionniste	34
6. L'appel à une réforme morale	38
1. INTERFÉRENCES PAR RESTRICTION	47
1. La nature des mesures restrictives	47
2. Coûts et bénéfices des mesures restrictives	48
3. Les mesures de restriction en tant que priviléges	50
4. Les mesures de restriction en tant que dépenses	52
2. INTERFÉRENCES PAR CONTRÔLE DES PRIX	55
1. L'alternative : loi législative contre loi économique	55
2. La réaction du marché	61
3. Salaires minimums et chômage	68
4. Les conséquences politiques du chômage	74

3. INFLATION ET ACCROISSEMENT DU CRÉDIT	77
1. L'inflation	77
2. L'accroissement du crédit	84
3. Le contrôle des changes	95
4. La fuite du capital et le problème des « capitaux flottants »	99
4. CONFISCATION ET SUBVENTIONS	105
1. La confiscation	105
2. L'obtention de fonds pour les dépenses publiques	109
3. Services publics non rentables et subventions	113
4. L'entrepreneur « altruiste »	117
5. CORPORATISME ET SYNDICALISME	121
1. Le corporatisme	121
2. Le syndicalisme	128
6. L'ÉCONOMIE DE GUERRE	133
1. Guerre et économie de marché	133
2. Guerre totale et socialisme	136
3. Économie de marché et défense nationale	140
7. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES DE L'INTERVENTIONNISME	149
1. Les conséquences économiques	149

2. Gouvernement parlementaire et interventionnisme	154
3. La liberté et le système économique	159
4. La grande illusion	164
5. L'origine du succès d'Hitler	167
8. CONCLUSIONS	175

